

Amiante

Plan d'action et Guide

VERSION 1.1 - 2017

Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)
3, avenue Victoria
75100 PARIS RP

Ce guide est une œuvre protégée par les droits d'auteur.

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement ce guide sous quelque support que ce soit (article L 122-4 et L 122-5 du code de la propriété intellectuelle) sans autorisation de l'AP-HP.

Table des matières générale

A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE	7
1 - Principes	7
2 - 10 points clé	9
3 – Tableau de bord Amiante	11
4 – Comité Amiante AP-HP et groupe technique	13
B - AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ACTUALISE AMIANTE - APHP	15
1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES	17
1.1 - Plaquette d'information grand public sur le risque amiante.	19
1.2 - Plaquette d'information relative à la surveillance post-professionnelle	23
1.3 - Surveillance post professionnelle (SPP) & cycle de gestion du départ de l'agent. Check-list d'aide à la gestion.	27
1.4 - Aide au repérage des expositions professionnelles aux fibres d'amiante pour le médecin du travail ou le Conseiller en prévention des risques professionnels	33
1.5 - Plaquette d'information relative à la surveillance médicale des personnels exposés ou post exposés.....	37
2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE	41
2.1 -Référénts Amiante, leur lettre de mission.....	43
2.1.1 - Missions des référents à travers la structure de lettre de mission	44
2.1.2 - Lettre de mission du Référent Amiante - Ressources humaines	50
2.1.3 - Lettre de mission du Référent Amiante - Technique.....	53
2.2 - Dispositif de formation	57
2.3 - Proposition d'un support de sensibilisation Prévention aux risques Amiante.....	59
3 - VOLET TECHNIQUE	65
Base réglementaire	67
Textes de référence	67
PARTIE 1 – DEFINITIONS	71
1.1 - Donneur d'ordre.....	71
1.2 - Terminologie	72
1.3 - Gestion des opérations et documents liés à l'amiante.....	75
PARTIE 2 – DECRYPTAGE DE LA REGLEMENTATION SELON LES OPERATIONS	85
2.1 - Dispositions communes à toutes les opérations.....	85
2.2 - Dispositions spécifiques à la nature de l'opération.....	89
2.3 - Application des dispositions du décret 2012-639 a l'AP-HP	91
2.4 - Rôle du référent technique amiante	92
2.5 - Évaluation des risques.....	92
2.6 -Protection de l'environnement.....	96
2.6.1 - Contrôle de l'empoussièrement environnemental à l'extérieur du chantier	96
2.6.2 - Traitement des déchets	97
PARTIE 3 – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES SPECIFIQUES RELATIVES A LA SOUS - SECTION 3 - RETRAIT - ENCAPSULAGE - DEMOLITION	101
3.1 - Objet du mémento	101
3.2 - Finalité	101
3.3 - Domaine d'application.....	101
3.4 - Acteurs concernés	101
3.5 - Références	102
3.6 - Points de vigilance.....	102
3.7 - Préparation d'une opération.....	109
3.8 - Évaluation initiale des risques.....	109
3.9 - Rôle de la maîtrise d'œuvre dans le suivi de l'opération	112

3.10 - Formation	113
3.11 - Plan de prévention	113
PARTIE 4 – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES SPECIFIQUES RELATIVES A LA SOUS -	
SECTION 4 - INTERVENTION SUR MATERIAUX ET EQUIPEMENTS CONTENANT DE	
L'AMIANTE - IMECA	115
4.1 - Objectif	115
4.2 - Finalité	115
4.3 - Domaine d'application	115
4.4 - Acteurs concernés	115
4.5 - Références	116
4.6 - Points de vigilance	116
4.7 - Préparation d'une opération	131
4.8 - Évaluation initiale des risques	133
4.9 - Rôle de la maîtrise d'œuvre dans le suivi de l'opération	135
4.10 - Formation	135
4.11 - Plan de prévention	136
PARTIE 5 - EN SAVOIR PLUS	139
5.1 - Fiches documentaires des points de vigilance	139
Conduite à tenir pour les opérations sans amiante identifié dans le DAT & le DTA	139
Fiche de signalement de suspicion d'amiante non répertorié dans le DTA ou le DAT	
ou de présence d'amiante dégradé	140
Signalisation de la présence d'amiante dans les locaux	141
Opération IMECA par Entreprise Extérieure Points de vigilance pour l'AP-HP	142
Notice de poste	143
Autres acteurs	144
Opérations IMECA en urgence	145
Liste non exhaustive des interventions	145
Opérations IMECA programmables Liste non exhaustive des interventions	146
Prise en compte de la composante amiante dans la conduite d'une opération de	
travaux	148
Règlement de consultation et CCTP	149
Évaluation des risques et documents techniques à fournir	151
De l'évaluation des risques professionnels liés à une intervention à la rédaction du	
mode opératoire	152
Mode opératoire	153
Contenu du rapport de fin de travaux de Retrait, d'Encapsulage ou de Démolition ou	
rapport de fin d'intervention	154
Déchets	155
Contrôle obligatoire de l'empoussièrement environnemental à l'extérieur du chantier 5	
f/l	157
Équipements de protection individuelle si empoussièrement supérieur à 5 f/l (CSP) et	
selon niveau d'empoussièrement	158
5.2 - Règles techniques et protections collectives	163
5.3 - Protections individuelles :	173
5.4 - Documents Obligatoires	176
5.4.1 - Dossier technique amiante - DTA	176
5.4.1.1 - Contenu du dta	177
5.4.1.2 - Communication du dta	178
5.4.2 Diagnostic avant travaux - DAT	179
5.4.3 - Constat amiante avant vente	180
5.5 - Traitement des revêtements de sol en état dégradé	181
5.5.1 - Solutions de traitement	181

5.5.1.1 - Travaux de retrait.....	181
5.5.1.2 - Travaux d'encapsulage.....	182
5.5.2 Solutions de protection provisoire	182
5.5.2.1 - Travaux de recouvrement.....	182
5.5.3 Entretien	183
5.6 Revêtements bitumineux de chaussées.....	184

VERSIONS DU DOCUMENT

Version initiale - 2014

Rédaction	Vérification
<p>Thierry GUILMIN, Ingénieur Gestion des Risques Techniques, Direction économique, financière, de l'investissement et du patrimoine de l'AP-HP</p> <p>Daniel SAUREL Chargé de mission Prévention des risques professionnels, Direction des Ressources Humaines de l'AP-HP</p> <p>Groupe de travail Technique (Composition en chapitre A4)</p>	<p>Véronique SALOMON, Directrice du Centre de Formations Techniques et Ouvrières, Direction des Ressources Humaines de l'AP-HP</p> <p>Yann LE CORGUILLE Adjoint au directeur des investissements – Groupe Lariboisière-St-Louis</p> <p>Barbara DUFEU Conseillère en Prévention des risques professionnels – Direction des Ressources Humaines de l'AP-HP</p> <p>EL Hadi BENMANSOUR Directeur de la Département Maîtrise d'ouvrage et Politique Technique - Direction économique, financière, de l'investissement et du patrimoine de l'AP-HP</p> <p>Cecile CASTAGNO, Chef du département Santé au Travail et Politique Sociale – Direction des Ressources Humaines de l'AP-HP</p> <p>Marjorie OBADIA Direction des affaires juridiques de l'AP-HP</p> <p>Hervé CLERMONT, Contrôleur de Sécurité/Coordonnateur Action Amiante - CRAMIF</p>

Présentation au **comité Amiante AP-HP** : 03 février 2014.

Présentation au **CHSCT central** : 25 mars 2014.

Table des révisions

Révision & Date	Objet
1.1 / Mars 2017	Prise en compte des publications législatives et réglementaires et des instructions officielles entre juin 2014 et mars 2017. Intégration des conclusions du comité Amiante AP-HP présentées au CHSCT central de 2016.
Rédacteurs	Vérification
<p>Daniel SAUREL, Chargé de mission Prévention des risques professionnels, Direction des Ressources Humaines de l'AP-HP</p> <p>Jean-Pierre CLÉMENT, Ingénieur Gestion des Risques Techniques, Direction économique, financière, de l'investissement et du patrimoine de l'AP-HP</p> <p>Muriel ALLEAUME, Chargée de mission – Conseillère en Prévention des risques professionnels, Direction des Ressources Humaines de l'AP-HP</p>	<p>EL Hadi BENMANSOUR Directeur de la Département Maîtrise d'ouvrage et Politique Technique - Direction économique, financière, de l'investissement et du patrimoine de l'AP-HP</p> <p>Pierre COLONNA Chef du département Santé au Travail et Qualité de Vie au Travail, Direction des Ressources Humaines de l'AP-HP</p> <p>Marie GROSSET, Direction des affaires juridiques de l'AP-HP</p>

Rédacteurs	Vérification
	<p>Marc CHAROY Contrôleur de Sécurité/Coordonnateur Action Amiante – CRAMIF</p> <p>Yann LE CORGUILLE Adjoint au directeur des investissements – Groupe Paris Centre</p> <p>Moussa TOURRE Adjoint au Directeur de l'Ingénierie et du Patrimoine – Groupe St Louis Lariboisière</p> <p>Barbara DUFEU Conseillère en Prévention des risques professionnels – Direction des Ressources Humaines de l'AP-HP</p> <p>Partie médicale : Professeur Dominique CHOUDAT Docteur Linda BENSAFA-COLAS, Chef d'unité, Consultation de Pathologies Professionnelles et Environnementales, Hôpitaux Universitaires Paris Centre Docteur Jean-Luc BENKETIRA, Chef du service de Médecine statutaire, Direction des Ressources Humaines de l'AP-HP</p>

Présentation au **comité Amiante AP-HP** : 28 avril 2017

Présentation au **CHSCT central** : Juin 2017

Les abréviations et légende des symboles du guide :

ACD	Agent chimique dangereux
APR	Appareil de protection respiratoire
BHSCT	Bilan d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail
BSDA	Bordereau de suivi des déchets amiantés
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail
CHSCT	Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail
CFTO	Centre de Formations et Techniques Ouvrières
CRAMIF	Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile de France
C Constr	Code de l'habitation, de la construction
CCTP	Cahier des clauses techniques
CDD	Contrat à durée déterminée
CMR	Cancérogène, mutagène, toxique pour la reproduction
CSP	Code de Santé Publique
CT / C. Trav.	Code du travail
DAT	Diagnostic avant travaux
DCE	Dossier de consultation des entreprises
DISERP	Dossier individuel de suivi des expositions aux risques professionnels (inclut la fiche de prévention d'exposition et la fiche individuelle d'exposition)
DREAL / DRIIE	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement / Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie pour Paris et île de France)
DTA	Dossier technique Amiante
DUERP/DUER	Document unique / Document unique sur l'évaluation des risques professionnels
E. Cert	Entreprise certifiée
E. Ext	Entreprise extérieure
EPC MPC	Équipement/Moyen de protection collective
EPI	Équipement de protection individuelle
FIE ou DIE	Fiche (Dossier) individuelle d'exposition
HAP	Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (revêtements bitumineux)
IMECA	Intervention sur Matériaux et Équipement susceptible de Contenir de l'Amiante
IMECA-PRG	Intervention programmable/programmée sur Matériaux et Équipement susceptible de Contenir de l'Amiante
IMECA-URG	Intervention en urgence sur Matériaux et Équipement susceptible de Contenir de l'Amiante
PGCSP	Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (secteur du Bâtiment et Travaux publics)
RED	Travaux de Retrait, Encapsulage, Démolition
TMD	Transport de matières dangereuses
VLEP	Valeur limite d'exposition



Renvoi à une fiche descriptive de la partie 5 de ce guide (ici vers fiche 3). Sous version numérique, accès direct de la fiche par sélection de l'icône, ou du lien identifié par ☐ ou mots souligné en bleu.



Fiche descriptive de la partie 5 de ce guide (ici, fiche 3)



Point faisant référence au Plan Amiante actualisé

A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE

1 - Principes

L'évolution de la réglementation en matière de prévention des risques professionnels liés à l'inhalation de poussières d'amiante nécessite une actualisation du plan Amiante initié en 2005.

En effet la prise en compte des expositions aux fibres fines et longues d'amiante implique un net renforcement des dispositions techniques, de la compétence des intervenants et de la surveillance collective et individuelle des expositions. Elle a conduit à une forte diminution des valeurs limites d'exposition professionnelle.

Dans ce contexte, **l'évaluation des risques professionnels liés à l'amiante pour chaque opération est la pièce maitresse du dispositif.**

Les opérations¹ sur des matériaux contenant de l'amiante envisagée doivent être appréciées au regard de l'évaluation des risques professionnels et du respect des valeurs limites compte tenu des ressources organisationnelles (certification des processus, existence de modes opératoires validées) et techniques (cf. protections, métrologie, etc.) existantes.

Ce plan ne se substitue pas à la réglementation en vigueur (code du travail, code de santé publique et code de l'environnement) **qui s'applique pleinement.**

Il vient compléter et préciser le dispositif de prévention des risques professionnels au sein de l'AP-HP tel que prescrit dans le code du travail.

Pour cela des **points de vigilance** sont **identifiés**, tant sur le volet Ressources Humaines que sur le volet Technique. Des **supports d'aide et d'information** sont mis à disposition.

 Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

¹ Il s'agit des travaux de retrait, d'encapsulage, de démolition, des interventions sur des matériaux, équipements et matériels susceptibles de provoquer l'émission de fibre d'amiante)

A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE

2 - 10 points clé

1 - Toute opération fait l'objet préalablement d'un **diagnostic Amiante avant travaux, sur la base du Dossier Technique Amiante actualisé**. Ce point est devenu une obligation législative (loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels)²

2 – Tous les travaux de **retrait d'encapsulage** et de **démolition** sont effectués **par des entreprises extérieures avec des processus certifiés ou en cours de certification**.

Toutes les **interventions sur des matériaux contenant de l'amiante** sont confiées par l'AP-HP à **des entreprises extérieures, dont les modes opératoires sont validés ou en cours de validation** qui peuvent être effectués sur les sites de l'AP-HP.

3 - Les procédures d'appels d'offres, de choix des entreprises prennent en compte les aspects de prévention des risques.

La **valeur technique et de prévention des risques professionnels et de santé publique** de l'offre a un **poids supérieur aux critères financiers** (60/40).

4 - Le **suivi des opérations réalisées par les entreprises extérieures sera assuré par les équipes techniques et RH de l'AP-HP**, avec le soutien des référents

² « II.- La quatrième partie du code du travail est ainsi modifiée :

1° Après le chapitre II du titre Ier du livre IV, il est inséré un chapitre II bis ainsi rédigé :

« Chapitre II bis

« Risques d'exposition à l'amiante : repérages avant travaux

Art. L. 4412-2.-En vue de renforcer le rôle de surveillance dévolu aux agents de contrôle de l'inspection du travail, le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles y font rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Cette recherche donne lieu à un document mentionnant, le cas échéant, la présence, la nature et la localisation de matériaux ou de produits contenant de l'amiante. Ce document est joint aux documents de la consultation remis aux entreprises candidates ou transmis aux entreprises envisageant de réaliser l'opération.

« Les conditions d'application ou d'exemption, selon la nature de l'opération envisagée, du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'Etat. » ;

2° Au premier alinéa de l'article L. 4741-9, après la référence : « L. 4411-6 », est insérée la référence : « L. 4412-2 » ;

3° Le titre V du livre VII est complété par un chapitre IV ainsi rédigé :

« Chapitre IV

« Manquements aux règles concernant les repérages avant travaux

« Art. L. 4754-1.-Le fait pour le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire de ne pas se conformer aux obligations prévues à l'article L. 4412-2 et aux dispositions réglementaires prises pour son application est passible d'une amende maximale de 9 000 €. »

Amiante technique et RH, et les personnes ayant une attestation de compétence Cumul de fonction Encadrant technique et Encadrant de chantier.

5 - Une **formation « Conduite de travaux sur Amiante réalisés par des entreprises extérieures »** est organisée par le CFTO.

De même, un **dispositif de sensibilisation** est mis à disposition pour **informer les personnels APHP présents dans l'environnement immédiat d'un chantier** sur la nature de l'opération et les protections et surveillance mises en œuvre.

6 – Le **CHSCT et le médecin du travail du site APHP** sont **informés sur le contenu des plans de retrait, d'encapsulage et de démolition, et des modes opératoires des entreprises extérieures**. Dans le cadre de l'élaboration et du suivi du **plan de prévention** avec les entreprises extérieures, les membres désignés du CHSCT pour participer à l'inspection commune préalable et aux inspections périodiques donnent leur **avis sur les mesures de prévention**.

7 - Les **déchets** produits devront **obligatoirement** subir un **traitement d'inertage, à l'exclusion des déchets de revêtements bitumineux de chaussées, qui seront transportés dans une installation de stockage adaptée au risque**. Dans l'attente de leur enlèvement, leur **stockage** au sein des sites de l'AP-HP devra être réalisé soit **en conteneurs 6 faces ou en « big bags » scellés, soit emballés dans des locaux verrouillés aux normes DREAL**, en fonction de leur nature et quantité.

8 - Dans le cas où le Dossier technique Amiante et le Diagnostic Avant Travaux n'identifient pas de présence d'amiante :

- pour les interventions émissives de poussières, à défaut d'un captage à la source, le port d'un masque FFP3 est recommandé (intervention de courte durée de 15 minutes maximum).
- des **procédures de signalement de suspicion de présence d'amiante** seront élaborées localement en relation avec les référents amiante et les personnes encadrant technique et de chantier.

9 – L'accompagnement individuel des personnels s'appuiera sur des supports d'information actualisés.

La **surveillance médicale post-professionnelle s'inscrit dans le cycle de la gestion de la retraite**, avec mise à disposition d'un support d'information sur le dispositif et l'organisation d'une visite médicale en santé au travail avant le départ de l'agent.

10 –Le **comité Amiante local** et le **CHSCT local** assureront leur mission de coordination du risque amiante et de suivi de la mise en œuvre du plan Amiante, à travers du tableau de bord actualisé et du BHSCT.

Au niveau des GH et de ses sites, les **référents amiante techniques et RH** seront désignés sur la base des missions définies dans la **lettre de mission** les concernant (cf. volet commun Ressources humaines - Technique).

 Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

3 – Tableau de bord Amiante

Le **tableau de bord** permettant le **suivi du plan amiante actualisé** comprendra les critères suivants :

- Désignation des référents (identité, lettre de mission)
- La mise à jour des documents obligatoires : Dossier technique Amiante, Document unique d'évaluation des risques professionnels
- Les opérations effectuées avec notamment la traçabilité des incidents : dépassement du niveau d'empoussièrement à l'intérieur du chantier par rapport à l'estimation figurant dans le DUER et par rapport à la VLEP, dépassement de l'empoussièrement environnemental à l'extérieur du chantier, autres modalités du plan de retrait non respectées
- Les travaux des comités locaux amiante et des CHSCT locaux avec le nombre d'informations transmises relatives au plan de retrait ou aux modes opératoires transmis aux entreprises intervenantes
- La formation
- Le suivi individuel des personnels AP-HP post-exposés
- La surveillance post-professionnelle
- Les inventaires Amiante selon les matériaux de la liste A et B et le suivi des conclusions du repérage.

Il fait l'objet d'une **information** au CHSCT et au comité Amiante, aux niveaux local et central.

 Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

4 – Comité Amiante AP-HP et groupe technique.

Le plan Amiante actualisé en 2014 a été élaboré avec le concours de :

- Personnalités extérieures

- F. Rambaud - Inspection du travail,
 - H. Clermont – CRAMIF.
 - D. Choudat, - Service de consultations de pathologies professionnelles - Cochin

- Direction des Affaires Juridiques

- M. Obadia

- Direction Economique des Finances de l'Investissement et Patrimoine -
 - Département de la Maitrise d'Ouvrage et de la Politique Technique - Ser-
 - vice Sécurité Maintenance et Gestion des Risques : EH Benmansour
 - JC Richard
 - Th. Guilmin

- Direction des Ressources Humaines

- Département Santé au Travail Politique Sociale

- C. Castagno,
 - D. Saurel

- Département Santé au Travail Politique sociale - service central de santé au travail

- F. Lecieux

- CENTRE FORMATION- Centre de Formation et du Développement des compétences /Centre de Formations Techniques et Ouvrières

- V. Salomon (DRH-CFTO),

- Membres de CHSCT

- MJ-Deschaud - CGT-CHSCT Central

- M Lamark - Sud-CHSCT Central

- G. Lanoix - CFDT-CCH

- J-C. Loubignac – FO-CHSCT central

Le volet Technique de ce guide a été réalisé à partir des contributions du Groupe de travail Technique Amiante composé de :

- Hervé CLERMONT, CRAMIF

- Christian BOYER, St Louis
- Sandrine BRICAUD, Cochin
- Thierry CAVANNA, Bichat
- Jean Luc COURSEL, AGEPS
- Paul PIRES, H. Mondor
- Patrick RIBEYERE, DFCD
- Bertrand RIGAUT, Bichat
- Jean Luc THERY, SCB

- Marjorie OBADIA, DAJ
- Véronique SALOMON, CFTO
- Daniel SAUREL, DSTPS - DRH
- Jean Claude RICHARD, SSMGR - DEFIP
- Thierry GUILMIN, SSMGR - DEFIP

- CHSCT Central :
 - André GUISTI – CGT, Tenon
 - Gilbert LANOIX – CFDT, Cochin
 - Jean-Claude LOUBIGNAC – FO, Siège
 - Evelyne MILLOUR – SUD, Tenon

L'application du plan Amiante est suivi au sein du Comité Amiante de l'AP-HP composé de :

- représentants d'organismes extérieurs de l'inspection du travail et de de la CRAMIF
- professionnels de l'AP-HP et plus particulièrement des directions fonctionnelles en charge des :
 - affaires juridiques,
 - finances et du patrimoine ;
 - ressources humaines (structures en charge de la prévention des risques professionnels, de la santé au travail et de la formation technique et ouvrière),

- membres représentant des personnels aux CHSCT central.

☒ Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

B - AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ACTUALISE AMIANTE - APHP

La mise en œuvre de ce plan actualisé bénéficie des supports suivants :

1 VOLET RESSOURCES HUMAINES

- la **plaquette d'information** grand public sur le **risque amiante**.
- la **plaquette d'information relative à la surveillance post-professionnelle** avec une **check-list d'aide à la gestion au départ de l'agent**.
- l'**aide au repérage de l'exposition professionnelle aux fibres d'amiante** pour le médecin du travail ou le conseiller en prévention des risques professionnels.
- la **plaquette d'information relative à la surveillance médicale des personnels exposés ou post exposés**.

2 VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE

- le **dispositif de formation**.
- la **lettre de mission des référents Amiante**.

3 VOLET TECHNIQUE

- le **volet Technique Amiante** identifie un certain nombre de **points de vigilance** aux différentes étapes des opérations en cours et de la gestion du suivi collectif et individuel des personnels.

B - AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ACTUALISE AMIANTE - APHP

1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES

Table des matières du volet

B - AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ACTUALISE AMIANTE - APHP

1.1 - Plaquette d'information grand public sur le risque amiante.	19
1.2 - Plaquette d'information relative à la surveillance post-professionnelle	23
1.3 - Surveillance post professionnelle (SPP) & cycle de gestion du départ de l'agent. Check-list d'aide à la gestion.	27
1.4 - Aide au repérage des expositions professionnelles aux fibres d'amiante pour le médecin du travail ou le Conseiller en prévention des risques professionnels	33
1.5 - Plaquette d'information relative à la surveillance médicale des personnels exposés ou post exposés.....	37

 Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)
3, avenue Victoria
75100 PARIS RP

Ce guide est une œuvre protégée par les droits d'auteur.

Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement ce guide sous quelque support que ce soit (article L 122-4 et L 122-5 du code de la propriété intellectuelle) sans autorisation de l'AP-HP.

1.1 - Plaquette d'information grand public sur le risque amiante.

Mise à jour 2013 (V0.3_20130218)

INFORMER

Qu'est-ce que l'AMIANTE ?



L'amiante ou asbeste est un terme général désignant un groupe de roches (silicates) faites de fibres naturelles très fines.

Il est connu pour ses propriétés, entres autres, isolantes, mécaniques et phoniques et pour sa résistance à la chaleur et au feu.

De ce fait, il a été utilisé dans des matériaux d'isolation thermique, dans des textiles et plaques ignifugés, des revêtements de sol ou leur colle, des garnitures de freins et d'embrayage, dans des produits en ciment-amiante, dans des matériaux d'isolation électrique et des équipements de protection (gants, tablier, ...).

L'utilisation de l'amiante dans les flocages (*revêtements de fibres projetées sur des structures métalliques ou en béton par exemple*) est interdite en France depuis 1977, et dans les calorifugeages (*revêtement isolant autour d'un tuyau ou d'une chaudière empêchant la déperdition de chaleur*) depuis 1996. L'importation et la mise sur le marché français de tout produit contenant de l'amiante sont interdites depuis le 1^{er} janvier 1997. Depuis le 1^{er} janvier 2005, cette interdiction est étendue dans tous les états membres de l'Union européenne.

Compte tenu de la présence d'amiante encore en place, des possibilités d'exposition existent encore.

Danger et risques de l'amiante ?

L'amiante est un produit dangereux (*c'est à dire qui a une capacité de nuisance pour la santé*) et cancérigène.

Sa seule présence n'est toutefois pas suffisante pour qu'il y ait risque pour la santé. Il faut qu'il y ait inhalation de fibres ou de poussières contenant des fibres d'amiante.

Les effets vont dépendre de la dose inhalée et retenue dans les poumons.

L'exposition par émission, dispersion et transport de fibres et de poussières contenant des fibres d'amiante correspond aux situations résultant :

- de la dégradation des matériaux friables (cf. flocage, calorifugeage, etc.).
- mais également des interventions sur des matériaux contenant de l'amiante (amiante lié à d'autres matériaux : ciment amianté, dalle et colle de revêtement; etc.) avec des modes opératoires susceptibles de libérer de la poussière ou des fibres.

La présence d'amiante non dégradé ou confiné dans des locaux ne présente pas de risque pour les occupants, dès lors qu'ils n'interviennent pas sur ces matériaux.

Professions et activités à risque

Plombiers, techniciens chauffagistes, électriciens, poseurs de revêtements au sol, couvreurs, agents de nettoyage, professions accédant dans des faux-plafonds, couvreurs, menuisiers, etc.

Quels sont les effets sur la santé de l'exposition à l'amiante ?

L'inhalation de fibres d'amiante peut favoriser l'apparition de plusieurs maladies respiratoires :

Les manifestations non cancéreuses

- *Plaques pleurales* = Il s'agit d'un épaississement de la plèvre (*membrane tapissant la paroi interne du thorax en enveloppant les poumons*), d'apparition fréquente. Elles n'évoluent pas vers un cancer et n'entraînent pas d'insuffisance respiratoire.
- *Asbestose* = C'est une fibrose du poumon. C'est à dire une augmentation anormale de la quantité de tissus fibreux dans le poumon provoquant une perte d'élasticité du tissu pulmonaire à la suite d'expositions intenses à l'amiante avec une répercussion fonctionnelle respiratoire non systématique. Son apparition est devenue rare. Elle n'est pas favorisée par le tabagisme. D'évolution variable, certaines formes peuvent conduire à une insuffisance respiratoire.

Les pathologies cancéreuses

- *Cancer broncho-pulmonaire* = **Le risque est particulièrement aggravé par le tabac**
- *Mésothéliome (cancer primitif de la plèvre)* = maladie peu fréquente (de 750 à 800 nouveaux cas par an en France), non favorisée par le tabagisme.

La probabilité d'apparition de ces lésions est fonction de la quantité cumulée d'amiante inhalé (concentration atmosphérique et durée d'exposition), avec un délai à partir du début de l'exposition (*dit délai de latence*) en général supérieur à 20 ans. Le risque persiste après la cessation de l'exposition.

Le processus d'élimination des fibres présentes dans les poumons (*ou épuration pulmonaire*) et de cicatrisation des cellules après une lésion causée par les fibres d'amiante (*ou réparation cellulaire des lésions*) est variable d'une personne à l'autre. De ce fait, les effets biologiques différeront entre elles pour un même niveau d'exposition.

En complément de l'arrêt de l'exposition à l'amiante, la cessation de toute exposition active ou passive au tabac, qui est un cofacteur de risque de cancer du poumon, est indispensable pour les personnes exposées et/ou ayant été exposées.

Quelle surveillance médicale pour les travailleurs exposés ou ayant été exposés du fait de leur activité à l'amiante ?

A partir des documents reçus de l'employeur (fiche récapitulative du Dossier technique Amiante permettant le repérage de l'amiante dans les bâtiments, document unique d'évaluation des risques professionnels, éventuels *résultats de prélèvement d'air permettant de quantifier les fibres d'amiante présentes*, fiches individuelles d'exposition...), le médecin du travail décide de faire bénéficier ou non l'agent d'une surveillance médicale spécifique en prenant en compte les informations communiquées par l'agent et l'analyse des conditions de travail.

En cas de changement de site au sein de l'AP-HP, le dossier individuel d'exposition du professionnel sera transmis au site d'accueil et le médecin du travail du nouveau site poursuivra la surveillance médicale spécifique.

Avant de partir de l'AP-HP, la Direction des ressources humaines établit avec le médecin du travail une attestation d'exposition pour que le travailleur puisse bénéficier de la poursuite d'une surveillance médicale adaptée dans sa nouvelle entreprise (suivi post exposition) ou pendant sa retraite (suivi post-professionnel).

Quelle prise en charge en cas de pathologie ?

Sans pénalisation du travailleur dans son parcours professionnel (démarche sur le temps de travail et absence d'incidence sur la prime de service en cas d'arrêt de travail), l'agent déclare sa maladie liée à l'amiante à la Direction des ressources humaines. Sa déclaration sera examinée en vue d'une reconnaissance en maladie professionnelle. Cette démarche aboutit à une prise en charge des frais médicaux par l'AP-HP et à une indemnisation des éventuelles séquelles de la maladie.

Une indemnisation complémentaire peut être sollicitée auprès du Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante indépendamment de la démarche de déclaration de maladie professionnelle.

Le bénéfice d'une cessation anticipée d'activité et de l'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité afférente a été étendu aux fonctionnaires et agents contractuels qui en font la demande, dès lors qu'ils ont été reconnus atteints d'une maladie professionnelle provoquée par l'amiante (décret n° 2017-435 du 28 mars 2017).

Une question ? **Vos interlocuteurs dans le site** (Noms et coordonnées sur feuille intercalaire)

Le Conseiller en prévention des Risques professionnels

Il coordonne la prévention des risques professionnels, avec différents acteurs dont ceux mentionnés ci-dessous.

Il anime/met en place les actions de prévention des risques professionnels avec l'ensemble des acteurs dont ceux mentionnés ci-dessous :

Le référent Amiante - technique.

Il pilote et coordonne le suivi du Dossier Technique Amiante auprès du Directeur

(constitution du dossier, communication, actualisation, etc. ...). Il s'assure du respect des modes opératoires lors des interventions des entreprises extérieures concernant la protection des personnels *de l'AP-HP, des usagers et celle des salariés des entreprises extérieures intervenant à l'AP-HP.*

Le référent Amiante au sein de la Direction des Ressources Humaines

Il veille à la réalisation et à la tenue des fiches individuelles d'exposition et apporte son concours dans l'information des agents, la formation sur la prévention et dans les démarches administratives (droit à réparation – déclaration en maladie professionnelle).

Le médecin du travail

A partir de l'analyse de vos conditions de travail réalisée dans le cadre de son tiers-temps et des éléments de repérage de votre exposition, il décidera avec vous de la surveillance médicale adaptée et répondra à toutes vos interrogations d'ordre médical.

Les membres du *Comité d'Hygiène, de sécurité et des Conditions de Travail* dont la liste nominative est affichée dans votre site.

VOUS PENSEZ ETRE ET/OU AVOIR ETE EXPOSE A L'AMIANTE ?

N'hésitez pas à contacter la DRH, le référent Amiante RH ou d'en parler à votre médecin du travail lors ou en dehors d'une visite médicale afin d'affiner la connaissance des conditions d'exposition présentes et antérieures.

Contactez le référent Amiante technique si vous souhaitez des précisions sur l'existence ou l'absence d'amiante dans le site.

VOTRE VIGILANCE NOUS EST UTILE !

Vous constatez une dégradation d'un matériau susceptible de contenir de l'amiante dans une pièce où vous travaillez

... Contactez les référents Amiante

 Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

1.2 - Plaquette d'information relative à la surveillance post- professionnelle

Version 2014

INFORMER

AMIANTE ET SURVEILLANCE POST-PROFESSIONNELLE VOUS PARTEZ EN RETRAITE

LA SURVEILLANCE POST-PROFESSIONNELLE AMIANTE, POUR QUI et POURQUOI

Vous partez en retraite prochainement.

Et au cours de votre activité professionnelle, du fait de votre travail, vous avez été amené à intervenir sur des matériaux contenant de l'amiante,

Un suivi vous est proposé par l'AP-HP.

1 - Une **attestation d'exposition aux poussières d'amiante** vous sera remise : renseignée par l'employeur (DRH) et le médecin du travail du dernier site d'affectation, elle retrace vos périodes d'exposition et la surveillance médicale dont vous avez pu bénéficier durant votre carrière. Si ce n'est pas le cas, demandez-la à la DRH du dernier site d'affectation.

Conservez-la, elle est essentielle pour toute démarche ultérieure d'éventuelle prise en charge de pathologies en lien avec cette exposition.

2 - Une **visite médicale de fin de carrière** vous est proposée par le service de médecine du travail. Elle permet au médecin du travail de discuter avec vous de la pratique éventuelle d'examens complémentaires spécifiques, ainsi que des avantages et des bénéfices de la surveillance post-professionnelle et de ses modalités.

3 - Une **surveillance médicale post-professionnelle adaptée** à ce risque est possible.

Elle a pour but de dépister plus précocement une maladie en liaison avec une exposition à l'amiante.

Cette surveillance médicale est réalisée par votre médecin traitant, généraliste ou spécialiste, de votre choix, après la cessation de votre activité.

Elle n'induit pas de frais à votre charge sous réserve qu'elle soit bien en rapport avec une exposition professionnelle, relation contrôlée par le médecin chef du Service de médecine statuaire de l'AP-HP.

Qui est concerné ?

Les agents titulaires et les agents contractuels de droit public.

Qui n'est pas concerné ?

Si vous avez déclaré une pathologie ou si vous avez été reconnu atteint d'une maladie d'origine professionnelle liée à l'amiante, des visites médicales spécifiques vous sont prescrites et déjà prises en charge

quée avant la demande de surveillance post-professionnelle, vous faites une déclaration de maladie professionnelle auprès de la DRH du dernier site d'affectation, afin que votre dossier soit instruit pour une prise en charge des frais médicaux en relation avec cette pathologie.

LA DEMARCHE A SUIVRE

Vous devez demander à pouvoir bénéficier de cette surveillance post-professionnelle au titre du risque « Amiante » sur simple lettre avec une copie de l'attestation ou de tout autre élément de preuve de votre exposition.

La DRH vous proposera une consultation de pathologies professionnelles proche de votre lieu de résidence.

Elle vous adressera un triptyque (ou une feuille de soins) et une attestation de prise en charge directe des frais occasionnés par cette surveillance post-professionnelle.

Elle vous demandera d'adresser les conclusions de la consultation au médecin du travail du dernier site d'affectation et à votre médecin traitant.

Après consultation, vous retournez le triptyque à la DRH et vous vous assurez de l'envoi des conclusions au médecin du travail et au médecin traitant.

Dans le cas où votre médecin traitant constaterait des lésions susceptibles d'être en lien avec une exposition à l'amiante, il établira un certificat médical initial descriptif que vous joindrez à votre courrier à la DRH. Vous serez ensuite informé des démarches à entreprendre pour déclarer une maladie professionnelle.

Cas des personnels médicaux et des personnels en contrat de droit privé :

Vous devez adresser une demande de suivi post-professionnel à votre caisse d'Assurance Maladie en y joignant l'attestation d'exposition remplie par l'employeur et le médecin du travail - pour les expositions à l'amiante.

Si vous ne pouvez-vous procurer cette attestation (par exemple en cas de cessation d'activité de l'entreprise), la caisse d'Assurance Maladie fait procéder à une enquête pour établir la réalité de l'exposition.

Vous bénéficiez d'une prise en charge pour les examens médicaux et cliniques nécessaires, éventuellement après avis du médecin conseil.

Bon à savoir : vous n'avez pas à faire l'avance des frais auprès des professionnels de santé.

COMMENT SE DERoule CETTE SURVEILLANCE

La surveillance médicale est réalisée selon un protocole spécifique au risque surveillé.

Vous bénéficiez de la liberté de choix des praticiens pour réaliser le suivi post-professionnel (médecin libéral généraliste ou spécialiste selon les spécifications du protocole, centre de consultation de pathologies professionnelles ou autre consultation externe hospitalière, centre d'examen de santé de l'assurance maladie).

La prise en charge des frais de cette surveillance est assurée dans la limite des prestations de même nature prévue par la sécurité sociale. Les frais de transport ne sont pas pris en charge dans le cadre de ce dispositif.

Le médecin traitant effectue l'examen clinique et les examens complémentaires (ou les prescrit s'il ne peut les réaliser lui-même) selon les indications prévues par le protocole.

Il recueille les résultats et en informe son patient.

Il remplit l'imprimé servant au paiement des honoraires (triplyque ou feuille de soins).

En dehors des examens prévus par le protocole de surveillance médicale, des examens supplémentaires peuvent être réalisés, sur proposition du médecin traitant, après ACCORD PREALABLE du médecin chef du Service de médecine statutaire de l'APHP ou du médecin conseil de votre caisse primaire d'assurance maladie.

	PROTOCOLE de la surveillance
Amiante	Surveillance médicale : une consultation médicale et un examen tomodensitométrique (TDM) thoracique réalisés tous les cinq ans pour les personnes relevant de la catégorie des expositions fortes et dix ans pour celles relevant de la catégorie des expositions intermédiaires dans les conditions prévues par le protocole de suivi validé par la Haute Autorité de santé.

VOUS SOUHAITEZ NOUS CONTACTER

Coordonnées de la DRH du dernier site d'affection :

Coordonnées du service de médecine du travail du dernier site d'affection :

Coordonnées du service de médecine statutaire :

INFORMER

AMIANTE ET SURVEILLANCE POST-PROFESSIONNELLE ACTIF, VOUS QUITTER L'AP-HP

LA SURVEILLANCE POST-PROFESSIONNELLE AMIANTE, POUR QUI et POURQUOI

Vous partez de l'AP-HP pour un autre employeur.

ET Au cours de votre activité professionnelle à l'AP-HP, du fait de votre travail, vous avez été exposé aux poussières d'amiante.

1 - Une **attestation d'exposition aux poussières d'amiante** vous sera remise : renseignée par l'employeur (DRH) et le médecin du travail du dernier site d'affectation AP-HP, elle retrace ces périodes d'exposition et la surveillance médicale dont vous avez pu bénéficier. Si ce n'est pas le cas, demandez-la (les) à la DRH du dernier site d'affectation.

Conservez-la, elle est indispensable pour toute démarche ultérieure auprès de votre futur employeur (cf. aide au remplissage de la fiche individuelle d'exposition et pour d'éventuelle prise en charge de pathologies en liens avec ces expositions) et de votre futur médecin du travail.

2 – Sauf refus de votre part, le **dossier médical de médecine du travail** sera transmis au médecin du travail de votre nouvel employeur sur sa demande. Cela lui permettra de mieux adapter votre surveillance post-exposition aux poussières d'amiante.

1.3 - Surveillance post professionnelle (SPP) & cycle de gestion du départ de l'agent. Check-list d'aide à la gestion.

Objectifs : Inscrire la gestion de la surveillance post-professionnelle dans le cycle de gestion du départ à la retraite ou pour autres motifs. Améliorer l'information des agents.

Documents liés :

- Fiche d'information sur la surveillance post-professionnelle rédigée dans le cadre de l'actualisation du plan Amiante
- Dossier individuel de suivi d'exposition aux risques professionnels (DISERP) : voir Intranet Accueil Site ressources humaines > Travailler à l'AP-HP > Conditions de travail, Santé et Sécurité au travail > Sécurité et Santé au travail > Evaluation des risques professionnels à l'AP-HP > Suivi individuel des expositions aux risques professionnels ou [Se documenter et expliquer : Le dossier individuel de suivi des expositions aux risques professionnels](#)
- Attestation d'exposition

MOTIF DE DEPART : RETRAITE				
ETAPES	ACTEURS			
	Agent	Gestion RH – GH-Site	Médecine du travail	CSP - Retraite
Début de la procédure	▪ Demande une simulation de pension de retraite			▪ Effectue la simulation de pension de retraite de l'agent titulaire
8 mois avant départ présumé à la retraite	▪ Demande de départ à la retraite	▪ Reçoit la demande de départ de retraite (titulaire et contractuel)		▪ Instruit le dossier
		▪ Informe la médecine du travail pour la visite médicale de fin d'activité	▪ Reçoit l'information sur le départ en retraite de l'agent pour la visite médicale de fin d'activité	
8 mois avant départ présumé à la retraite - Suite	▪ Reçoit la fiche d'information SPP	▪ Remet la fiche d'information SPP à l'agent		

MOTIF DE DEPART : RETRAITE

ETAPES	ACTEURS			
	Agent	Gestion RH – GH-Site	Médecine du travail	CSP - Retraite
<u>Juste avant la prise du reliquat des congés (CET compris)</u>	Bénéficie de la visite médicale de fin d'activité		<ul style="list-style-type: none"> Organise et réalise la visite médicale de fin d'activité 	
	<ul style="list-style-type: none"> Reçoit du médecin du travail des informations complémentaires sur la SPP à l'occasion de la visite de fin d'activité 		<ul style="list-style-type: none"> Donne les informations complémentaires sur la SPP à l'occasion de cette visite 	
	<ul style="list-style-type: none"> Fournit le nom du médecin traitant au médecin du travail pour le volet 3 de l'attestation d'exposition 		<ul style="list-style-type: none"> Reçoit le nom du médecin traitant destinataire du volet 3 de l'attestation d'exposition 	
		<ul style="list-style-type: none"> Renseigne les volets 1 et 2 de l'attestation d'exposition à partir du DISERP Transmet le volet 2 au médecin du travail pour signature et complément d'information Réceptionne le volet 2 signé par le médecin du travail 	<ul style="list-style-type: none"> Renseigne et signe le volet 2 de l'attestation d'exposition à partir de la copie du DISERP retourne ce volet 2 à la gestion RH 	
Juste avant la prise du reliquat des congés (CET compris) - Suite			<ul style="list-style-type: none"> Renseigne le volet 3 de l'attestation d'exposition et l'adresse au médecin désigné par l'agent 	

MOTIF DE DEPART : RETRAITE

ETAPES	ACTEURS			
	Agent	Gestion RH – GH-Site	Médecine du travail	CSP - Retraite
		<ul style="list-style-type: none"> Prépare la copie du DISERP 		
	Reçoit la copie du DISERP et de l'attestation d'exposition (volets 1 & 2) à l'agent contre émargement ou en RAR, avec la fiche d'information SPP (si non remise au moment de la demande de départ à la retraite)	<ul style="list-style-type: none"> Remet la copie du DISERP et de l'attestation d'exposition (volets 1 & 2) à l'agent contre émargement ou en RAR avec la fiche d'information SPP (si non remise au moment de la demande de départ à la retraite) 		
Au moment de la radiation des cadres	<ul style="list-style-type: none"> reçoit la fiche d'information SPP (contractuel et titulaire) et la carte de retraite (titulaire) 	<ul style="list-style-type: none"> <i>Renvoie la fiche d'information SPP à la date de sortie administrative de l'agent contractuel</i> 		<ul style="list-style-type: none"> Transmet la carte de retraite à l'agent titulaire avec la fiche d'information SPP

AUTRES MOTIFS : démission, détachement ou mise à disposition, mise à la retraite d'office pour invalidité - (Fin de contrat non retenu car les travaux exposant à l'amiante sont interdits aux CDD)

ACTEURS

ETAPES	Agent	Gestion RH – GH-Site	Médecine du travail
Demande de départ :	▪ Demande de départ ou donne sa démission	▪ Reçoit la demande de départ.	
		▪ Informe la médecine du travail	
	▪ Reçoit la fiche d'information SPP	▪ Remet la fiche d'information SPP à l'agent	
Juste avant la prise du reliquat des congés (CET compris)	Bénéficie si possible (délais de préavis) de la visite médicale de départ		▪ Organise et réalise la visite médicale de départ si possible selon délai de préavis
			▪ Donne les informations complémentaires sur la SPP à l'occasion de cette visite
	▪ Autorise ou pas la transmission du dossier médical de médecine du travail au médecin du travail du nouvel employeur (sauf mise à disposition)		▪ Reçoit l'accord de l'agent pour la transmission du dossier médical de médecine du travail au médecin du travail du nouvel employeur
			▪ Reçoit le nom du médecin traitant destinataire du volet 3 de l'attestation d'exposition (sauf mise à disposition)
		▪ Renseigne les volets 1 et 2 de l'attestation d'exposition à partir du DISERP (sauf si mise à disposition) ▪ Transmet le volet 2 au médecin du travail pour signature et complément d'information ▪ Réceptionne le volet 2 signé par le médecin du travail	▪ Renseigne le volet 2 de l'attestation d'exposition (sauf mise à disposition) à partir de la copie du DISERP et le transmet à la gestion RH

AUTRES MOTIFS : démission, détachement ou mise à disposition, mise à la retraite d'office pour invalidité - (Fin de contrat non retenu car les travaux exposant à l'amiante sont interdits aux CDD)

ACTEURS			
ETAPES	Agent	Gestion RH – GH-Site	Médecine du travail
Avant la prise du reliquat des congés - Suite	<ul style="list-style-type: none"> Reçoit la copie du DISERP (dans tous les cas) et les volets 1 & 2) de l'attestation d'exposition (sauf mise à disposition) contre émargement ou en RAR 	<ul style="list-style-type: none"> Prépare la copie du DISERP Remet la copie du DISERP (dans tous les cas) et les volets 1 & 2) de l'attestation d'exposition (sauf mise à disposition) à l'agent contre émargement ou l'adresse en RAR 	<ul style="list-style-type: none"> Renseigne le volet 3 de l'attestation d'exposition (sauf mise à disposition) Adresse ce volet 3 au médecin désigné
Au moment de la radiation des cadres	<ul style="list-style-type: none"> Reçoit la fiche d'information SPP 	<ul style="list-style-type: none"> Renvoie la fiche d'information SPP (contractuel et titulaire) 	

☐ Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

1.4 - Aide au repérage des expositions professionnelles aux fibres d'amiante pour le médecin du travail ou le Conseiller en prévention des risques professionnels

Document associé

- Dossier individuel de suivi d'exposition aux risques professionnels (DISERP) : voir Intranet Accueil Site ressources humaines > Travailler à l'AP-HP > Conditions de travail, Santé et Sécurité au travail > Sécurité et Santé au travail > Évaluation des risques professionnels à l'AP-HP > Suivi individuel des expositions aux risques professionnels ou [Se documenter et expliquer : Le dossier individuel de suivi des expositions aux risques professionnels](#)

EXTRAIT

Le suivi individuel des expositions aux risques professionnels Repérer les expositions professionnelles

Les risques tracés dans la fiche individuelle d'exposition (FIE)

L'amiante

Cette grille de repérage est une aide pour faciliter l'identification d'exposition professionnelle à l'amiante.

Au-delà des objectifs précisés, les informations recueillies ne préjugent pas d'une éventuelle reconnaissance de pathologie en maladie professionnelle, et ne donnent aucune valeur prédictive de l'apparition et de la gravité d'une pathologie liée à l'amiante, ni de la quantité d'amiante inhalé.

Objectif:

Aider au repérage des expositions potentielles à l'amiante :

- pour le conseiller en prévention des risques professionnels dans la démarche d'évaluation des risques professionnels (document unique)
- pour le médecin du travail, dans l'appréciation des modalités de la surveillance médicale à mettre en oeuvre

A PARTIR DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE, DE SA FICHE RECAPITULATIVE ET DES INFORMATIONS TRANSMISES PAR LES PERSONNELS

A L'OCCASION DE L'EXERCICE PROFESSIONNEL, LES ACTIVITES EXERCEES COMPORTENT-ELLES LES OPERATIONS SUIVANTES :

FREQUENCE
Jamais,
NSP, Par-
fois, Souvent

DUREE EN ANNEES
ou incon-
nue

Manipulation de l'amiante ou des matériaux en contenant, quelle que soit la forme : vrac, tissu, tresse, cordon, toile... ?

Utilisation des protections contre la chaleur : vêtements, gants, tabliers, toiles, plaques, coussins, ou matelas...

Travaux d'isolation, de calorifugeage, de flocage, de décalorifugeage, de déflocage ?

Travaux d'entretien ou de réparation sur des matériels chauds : chaudières, fours, étuves, moteurs, turbines... ?		
Interventions sur des matériaux isolés, floqués ou ayant été préalablement décalorifugés (plafonds, gaines de tuyauterie...) ?		
Réparations des mécanismes de freinage ou d'embrayage ?		
Usinage (perçage, meulage, découpage...) du fibrociment pour couverture, conduite d'adduction ou d'évacuation d'eau, ou de gaines techniques ?		
Travail à proximité immédiate de collègues de travail manipulant de l'amiante pour des opérations de calorifugeage ou de décalorifugeage, de flocage ou de déflocage, ou toutes autres opérations sur des matériaux à base d'amiante ?		
Travaux de nettoyage à la suite d'opération de calorifugeage ou de décalorifugeage, de flocage ou de déflocage		

Présentation en fonction des matériaux par ordre décroissant de risque

Sources : Amiante. Résultats de la campagne META. Perspectives réglementaires. Diaporama DGT déc. 2011 Travailler-mieux.gouv.fr

Rapport final INRS Campagne de mesure d'exposition aux fibres d'amiante par Méta – Aout 2011 pp30-31

**Opérations non citées dans les sources susmentionnées et présentées selon une hiérarchisation de risque supposée.*

**A PARTIR DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE, DE SA FICHE RECAPITULATIVE ET DES INFORMATIONS TRANSMISES PAR LES PERSONNELS
A L'OCCASION DE L'EXERCICE PROFESSIONNEL, LES ACTIVITES EXERCEES COMPORTENT-ELLES DES OPERATIONS SUR :**

FREQUENCE
Jamais, Parfois, Souvent, Ne sait pas

DUREE EN ANNEES ou inconnue

Plâtres amiantés		
Flocage d'amiante		
Peintures amiantées et enduits intérieurs et extérieurs		
Toitures et plaque en amiante-ciment		
Dalles de sol contenant de l'amiante		
Canalisations en amiante ciment – gaine		
Calorifugeages / joints contenant de l'amiante		
Colles de carrelage mural contenant de l'amiante		
Faux-plafonds / plaques cartonnés contenant de l'amiante		
Colles de revêtement de sol (hors mortier colle) contenant de l'amiante		
*Revêtements de voirie		
Déchets (Installation de stockage de déchets / Déchargements de big bags de déchets)		
*Installations de sécurité incendie (clapet et volet coupe-feu, installation électriques de sécurité)		
*Joints et mastics des ouvrants		

Objectif:

Aider au remplissage du DISERP – FIE par l'employeur et à l'appréciation par le médecin du travail de la surveillance médicale à mettre en œuvre

CHEZ UN EMPLOYEUR ANTERIEUR, S'INTERESSER A L'EXERCICE DE L'UN DES EMPLOIS SUIVANTS AVEC OU AU CONTACT DE L'AMIANTE, Y COMPRIS AU COURS DES APPRENTISSAGES :	EXPOSITION A L'AMIANTE Oui, NSP, Non	DUREE EN ANNEES ou inconnue
Calorifugeur, Chauffagiste dans le bâtiment, Monteur de chaudière, Conducteur ou maintenance de four de cuisson, Électricien, Électromécanicien, Maçon, Plombier, Poseur de faux plafonds, Professionnel de l'isolation, Soudeur, oxycoupeur, Démolisseur, Docker, Souffleur de verre, verrier, Tôlier chaudronnier		
Ascensoriste, Conducteur de pont roulant et de portique, Conducteur de blanchisserie et repassage, Conducteur de stérilisation, Ouvrier d'entretien de chauffage, Autre technicien en chauffage, ventilation ou réfrigération, Couvreur, Menuisier, Monteur en gaines de ventilation, Ouvrier de protection incendie ou agent de sécurité incendie, pompier, Peintre en bâtiment, Poseur de revêtement de sol, Mécanicien VL et PL, Métallier, Tuyautier, Canalisateur, constructeur en canalisations d'hygiène publique et voies urbaines		
Magasinier, Nettoyeur de locaux et de surface, Peintre, plâtrier, Technicien et agent de laboratoire d'analyse, laborantin, chimiste, Ouvrier de fabrication des peintures, colles, vernis, enduits, caoutchouc, matières plastiques et papeterie, Bijoutier, orfèvrerie.		
CHEZ UN EMPLOYEUR ANTERIEUR, S'INTERESSER A L'EXERCICE D'UN EMPLOI DANS UN DE CES SECTEURS PROFESSIONNELS HORS EMPLOYEUR ACTUEL, Y COMPRIS APPRENTISSAGE :	EXPOSITION A L'AMIANTE Oui, NSP, Non	DUREE EN ANNEES
Centrales thermiques pour la production d'électricité		
Chantiers du bâtiment		
Construction navale		
Élaboration de matériaux non ferreux		
Fabrication d'articles contenant de l'amiante		
Industrie verrière		
Raffinerie du pétrole et chimie du pétrole		
Réparation automobile		
Réparation navale		
Sidérurgie		
Travaux d'isolation, calorifugeage		

 Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

1.5 - Plaquette d'information relative à la surveillance médicale des personnels exposés ou post exposés.

Version 2017 V1-3 de mars 2017

INFORMER

SUIVI MEDICAL DES PERSONNELS DE L'AP-HP EXPOSES ET/OU ANTERIEUREMENT EXPOSES A L'AMIANTE

Ces recommandations destinées aux médecins du travail n'ont pas vocation à se substituer à la réglementation en vigueur. Mais les évolutions des connaissances scientifiques, des recommandations de la Haute Autorité de Santé (HAS) et de la réglementation nécessitent de préciser le contenu du *suivi individuel renforcé* (SIR)³ et certaines dispositions du plan d'actions amiante de l'AP-HP, qui avait été adopté par le CHSCT Central en 2005.

OBJECTIFS

Cette surveillance a pour objectifs de s'assurer de l'aptitude médicale au poste de travail, d'informer les agents vis-à-vis des risques professionnels ou non, de renforcer leur prévention et de dépister les pathologies liées à l'amiante et, notamment du fait de leurs conséquences sociales, les plaques pleurales chez des sujets asymptomatiques.

APPRECIATION PREALABLE DU NIVEAU D'EXPOSITION

L'évaluation de l'exposition de l'agent à l'amiante est un préalable indispensable pour que le médecin du travail décide d'inclure le travailleur en SIR et détermine le contenu de cette surveillance.

Elle s'appuie sur les documents institutionnels transmis au médecin du travail (premier diagnostic amiante 96/97, fiche récapitulative du dossier technique amiante, document unique d'évaluation des risques professionnels, résultats des éventuels contrôles métrologiques), *la grille de repérage des expositions professionnelles à l'amiante*, les fiches individuelles d'exposition et les fiches de poste.

Le guide de repérage des expositions à l'amiante mis à disposition par le Ministère en charge du travail et des affaires sociales et la conférence de consensus sur la stratégie de surveillance médicale clinique des personnels exposés à l'amiante (Janvier 1999) sont les deux documents de référence principaux pour l'analyse des expositions. Ces guides distinguent trois niveaux d'exposition : fort, intermédiaire et faible. Les modalités du SIR sont recommandées en fonction de ces niveaux d'exposition.

³ Le suivi individuel renforcé se substitue au suivi médical renforcé à compter du 1^{er} janvier 2017.

R. 4624-22 : Tout travailleur affecté à un poste présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité ou pour celles de ses collègues ou des tiers évoluant dans l'environnement immédiat de travail défini à l'article R. 4624-23 bénéficie d'un suivi individuel renforcé de son état de santé selon des modalités définies par la présente sous-section.

R. 4624-23 : I.- Les postes présentant des risques particuliers mentionnés au premier alinéa de l'article L. 4624-2 sont ceux exposant les travailleurs :

1° A l'amiante ; [...]

La liste des travailleurs exposés est régulièrement actualisée par les directions, au fur et à mesure des recoupements d'informations complémentaires (mémoire collective, déclarations de maladies professionnelles, auto-questionnaire, déclarations des agents...).

Le médecin du travail doit estimer l'exposition de chaque cas à partir des informations transmises par l'employeur et la confronter aux données de l'interrogatoire du sujet. Il convient d'apprécier, aussi finement que possible, la réalité et l'importance de l'exposition professionnelle au cours de tout le cursus professionnel pour évaluer la justification des examens complémentaires.

L'âge du travailleur est pris en compte, après appréciation de la durée et du niveau cumulés d'exposition, ainsi que du temps écoulé depuis le début de celle-ci.

L'ensemble des agents concernés bénéficie du suivi individuel renforcé décrit ci-dessous, y compris en cas d'exposition professionnelle hors AP-HP.

SUIVI INDIVIDUEL RENFORCE APPLIQUE A L'AMIANTE

Principes et champs d'application

Cette surveillance concerne les travailleurs en activité susceptibles d'être exposés à l'amiante et les travailleurs antérieurement exposés.

La proposition d'examens faite à l'agent s'appuie sur la réglementation en vigueur et les recommandations scientifiques dont celles pour la surveillance post professionnelle amiante (Haute Autorité de Santé 2010).

Le code du travail dispose qu'en cas d'affectation à un poste présentant un risque particulier pour sa santé ou sa sécurité, dont celui exposant à l'amiante, un travailleur bénéficie d'un suivi individuel renforcé :

- Il comprend un examen médical d'aptitude effectué par le médecin du travail préalablement à l'affectation sur le poste, et donnant lieu à la délivrance par le médecin du travail d'un avis d'aptitude ou d'inaptitude, comme lors de l'examen de renouvellement,
- La **périodicité des visites médicales** en matière de SIR est laissée à **l'appréciation du médecin du travail sans excéder 4 années**. Un **examen intermédiaire** est effectué par le collaborateur médecin, ou l'interne ou l'infirmier du service de santé au travail **au plus tard deux ans après la visite avec le médecin du travail**.
- Dans tous les cas, le **médecin du travail** est juge des **modalités** du SIR, **en tenant compte des recommandations de bonnes pratiques existantes**. Il prescrit les examens complémentaires éventuellement nécessaires à cette surveillance.

Le SIR prend par ailleurs en compte les attentes de chaque travailleur concerné, notamment son anxiété quant à son état de santé, et comporte une information précise et adaptée sur les bénéfices et risques directs et indirects, médicaux et sociaux, des examens complémentaires.

Les modalités de réalisation des examens tomodensitométriques (TDM) seront conformes aux protocoles retenus dans le cadre du programme d'expérimentation nationale sur la surveillance post-professionnelle amiante. La **mention « coupes en décubitus dorsal sans injection de produit de contraste »¹** est à faire figurer dans la prescription.

L'examen radiographique, les explorations fonctionnelles respiratoires, le dosage de

marqueurs sanguins type mésothéline ne peuvent pas être préconisés comme examens de dépistage des maladies liées à l'amiante².

En cas d'identification d'anomalies pouvant être liées à l'exposition à l'amiante, le professionnel pourra bénéficier, sur son temps de travail, d'un accompagnement psychologique. Un soutien administratif lui sera apporté dans les démarches nécessaires, en vue d'une reconnaissance en maladie professionnelle dans les meilleurs délais. Il sera orienté vers un spécialiste selon les résultats.

En cas d'exposition passive environnementale dans des locaux contenant de l'amiante non dégradée ou d'exposition faible, le médecin du travail appréciera l'intérêt éventuel d'examens complémentaires en fonction des éléments à sa disposition, la trace de l'exposition étant mentionnée, avec la nature du matériau, dans le dossier médical de médecine du travail.

Modalités et contenu

Au sein de l'AP-HP, plusieurs types de situations peuvent se présenter en matière de suivi médical et d'exposition à l'amiante.

Pour tous les agents encore potentiellement exposés aux poussières d'amiante :

La fiche individuelle d'exposition des personnels susceptibles d'intervenir sur des matériaux contenant de l'amiante est

- établie par la direction en lien avec les directions en charge des ressources humaines et des travaux
- transmise au médecin du travail en charge du suivi
- périodiquement actualisée.

La vérification de l'aptitude médicale doit être effectuée préalablement à l'affectation.

1 - Le bilan de référence comporte :

- un examen clinique
- **éventuellement** complété par des explorations fonctionnelles respiratoires (EFR), voire une radiographie des poumons.

2 - Les examens ultérieurs sont mentionnés dans les [recommandations pour le suivi post professionnel de la HAS³](#) qui précisent :

- La réalisation d'un examen TDM thoracique, après délivrance de l'information décrite ci-dessus, est proposée aux personnes ayant été exposées à l'amiante de manière active pendant une durée minimale cumulée de 1 an avec une latence minimale de 30 ans pour les expositions intermédiaires et 20 ans pour les expositions fortes (recommandation retenue au terme d'un vote au sein de la commission d'audition, avec 9 voix «pour» et 5 voix «contre» sur 14 votants).
- Si l'examen TDM thoracique initial est normal, il est recommandé, concernant la réalisation des examens TDM thoraciques suivants, une périodicité de 5 ans pour les expositions fortes à l'amiante et de 10 ans pour les autres expositions.

3 - En cas d'exposition faible (occasionnelle ou passive), cette évaluation doit figurer dans le dossier médical, mais aucun examen complémentaire n'est justifié.

4 - Une visite médicale du travail de fin de carrière est recommandée comportant :

- une reconstitution des expositions passées à des agents cancérogènes du milieu professionnel et en particulier de l'amiante, l'objectif étant d'évaluer un index d'exposition cumulée semi-quantitatif sur la carrière professionnelle.
- un examen clinique

- un examen TDM thoracique sans injection en fonction de l'intensité des expositions, des constatations cliniques et des dates et résultats des examens antérieurs.

A l'issue de cette visite, le médecin du travail remettra un relevé d'exposition de fin de carrière (exposition à l'amiante et aux autres cancérrogènes).

Cet entretien sera aussi l'occasion de dispenser l'ensemble des informations relatives à la surveillance post professionnelle (SPP).

En conclusion,

- **La prescription des examens de dépistage (pertinence, contenu, périodicité) est à l'appréciation de chaque médecin du travail en fonction de l'intensité de l'exposition, des constatations cliniques, des dates et résultats des examens antérieurs.**
- **Chez des sujets asymptomatiques, les radiographies pulmonaires et les explorations fonctionnelles respiratoires ne sont pas justifiées comme examen de dépistage de maladies liées à l'amiante.**
- **Après un examen TDM normal, il est le plus souvent justifié de ne pas refaire cet examen dans un intervalle de 10 ans minimum.**
- **Aucun examen biologique de dépistage n'est justifié (notamment le dosage de mésothéline)**
- **La délivrance d'une fiche ou d'une attestation d'exposition n'impose pas la réalisation d'examens complémentaires.**

SURVEILLANCE POST PROFESSIONNELLE

Les professionnels quittant l'AP-HP (et ayant été exposés aux poussières d'amiante) peuvent bénéficier d'une surveillance post professionnelle selon les recommandations de la HAS.

Tout travailleur quittant l'AP-HP, s'il a été exposé à l'amiante lors de sa carrière, doit recevoir une attestation d'exposition précisant les conditions et la durée de l'exposition à l'amiante, ainsi que les résultats de ses examens complémentaires⁴.

Service Central de Santé au Travail de l'AP-HP

Mars 2017

- 1 http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/information_pour_les_radiologues.pdf et Réunion scientifique de la SFMT sur le suivi médical des personnes exposées à l'Amiante - document téléchargeable sur le site de l'INRS <http://www.inrs.fr> : TD161 des DMT 2008 N°114).
- 2 ¹ <http://www.splf.org> : Recommandations de la Société de Pneumologie de Langue Française sur le mésothéliome pleural - Conférence d'experts - 2006 et <http://www.has-sante.fr> : Suivi post-professionnel après exposition à l'amiante – Audition publique – Texte complet – avril 2010.
- 3 <http://www.has-sante.fr> : Suivi post-professionnel après exposition à l'amiante – Recommandations de la commission d'audition – avril 2010. Suivi post-professionnel (SPP) des personnes exposées à l'amiante – Protocole d'imagerie médicale – Octobre 2011.
- 4 (<http://www.has-sante.fr> Suivi post-professionnel après exposition à l'amiante – Recommandations de la commission d'audition – avril 2010)

☒ Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE

Table des matières du volet

B - AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ACTUALISE AMIANTE - APHP

2.1 -Référénts Amiante, leur lettre de mission.....	43
2.1.1 - Missions des référents à travers la structure de lettre de mission	44
2.1.2 - Lettre de mission du Référent Amiante - Ressources humaines	50
2.1.3 - Lettre de mission du Référent Amiante - Technique.....	53
2.2 - Dispositif de formation	57
2.3 - Proposition d'un support de sensibilisation Prévention aux risques Amiante.....	58

 Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)
3, avenue Victoria
75100 PARIS RP

*Ce guide est une œuvre protégée par les droits d'auteur.
Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement ce guide sous quelque support que ce soit (article L 122-4 et L 122-5 du code de la propriété intellectuelle) sans autorisation de l'AP-HP.*

Page vierge

2.1 -Référénts Amiante, leur lettre de mission

La politique de prévention des risques professionnels, sous la responsabilité du directeur de groupe hospitalier et de site, par délégation du (de la) Directeur(trice) général(e) de l'AP-HP, est déterminée et coordonnée par le DRH, par délégation du directeur du groupe hospitalier, et ce, en lien étroit avec les directeurs chargés des travaux et de la maintenance au niveau du groupe hospitalier.

Les référents Amiante sont désignés par le directeur du groupe hospitalier/Site et agissent sous la responsabilité/l'autorité du directeur de groupe hospitalier/site. Ils apportent au donneur d'ordre et à l'employeur AP-HP ainsi qu'aux conducteurs d'opération leur savoir-faire, l'assistance et les conseils nécessaires à la prévention des risques liés à l'amiante, dans la conduite des opérations et dans le suivi des personnels professionnellement exposés.

Leurs missions ont pour objectif de contribuer à la mise en œuvre de la réglementation et du plan Amiante AP-HP pour la prévention des risques professionnels liés à l'amiante et elles s'appuient sur le guide Amiante de l'AP-HP.

Compte tenu de la gouvernance de l'AP-HP en groupes hospitaliers, il est désigné a minima un référent technique par site et un référent RH par site ou à défaut par groupe hospitalier.

L'ensemble des missions décrites dans ce chapitre doivent être organisées et assurées au sein du site et du groupe hospitalier.

Cette lettre de mission est à diffuser auprès des responsables des structures du site et du groupe hospitalier, les médecins du travail et les autres acteurs dans le domaine de la sécurité et Santé au travail.

2.1.1 - Missions des référents à travers la structure de lettre de mission

Les missions des référents Amiante sont présentées dans le tableau suivant permettant de **visualiser** leur **complémentarité** et leur **spécificité**, tout en identifiant les autres acteurs, tout au long des différentes étapes de gestion du risque professionnel lié aux poussières d'amiante.

Ces missions doivent obligatoirement être assurées au niveau du site, dans le cas où une organisation différente dans la répartition des tâches est décidée.

Afin de participer à la prévention et à la gestion des risques professionnels liés à une exposition aux poussières d'amiante, sous la responsabilité de *< Nom du directeur de l'hôpital ou du site et qualité>*, (mention de délégation interne au groupe hospitalier si nécessaire) le

M *<Identité du référent>*,

	titulaire de l'attestation de compétence délivrée <i><date de l'attestation></i> à l'issue de la formation « Cumul de fonction encadrant technique et encadrant de chantier » telle que définie dans l'arrêté ⁴ pris pour application des articles R. 4412-87 et R. 4412-117 (R. 4412-141 – Retrait, encapsulage et démolition) du code du travail. Q : Si une personne n'a pas l'équivalent du cumul de fonctions, peut-elle être référent amiante Technique ? R = le complément de formation est à envisager avec le CFTO au cas par cas	titulaire d'une attestation délivrée <i><date de l'attestation></i> à l'issue de la formation Amiante – Théorie
	Est désigné Référent Amiante Technique	Est désigné Référent Amiante RH
	Pour le site : <i><nom site></i> au sein du groupe hospitalier <i><nom groupe hospitalier></i>	Pour le groupe hospitalier <i><nom groupe hospitalier></i> / pour le site <i><Nom site></i> au sein du groupe hospitalier <i><nom groupe hospitalier></i>
	En cas d'absence de M <i><Identité></i> , <i><décrire les procédures></i> Ex : remplacement par [un des autres référents désignés d'un site du groupe hospitalier, encadrant technique/chantier avec attestation de compétences en cours de validité, par exemple], domaines d'intervention assurés dans le cadre du remplacement, etc.	En cas d'absence de M <i><Identité></i> , <i><décrire les procédures></i> Ex : remplacement par [autres référents désignés d'un site du groupe hospitalier, le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels s'il n'est pas référent Amiante – Ressources Humaines, par exemple], domaines d'intervention assurés dans le cadre du remplacement, etc.

⁴ En vigueur au 18/2/2013 : arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante. JORF n°0057 du 7 mars 2012, page 4245, texte n°15.

	La description des missions réelles confiées aux référents Amiante Technique désignés	La description des missions réelles confiées aux référents Ressources humaines désignés
<i>Évaluation des risques Spécifiques.</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure de la mise à jour du Dossier Technique Amiante, notamment à l'issue des différentes opérations. ▪ S'assure de la mise à disposition du Dossier Technique Amiante aux équipes de maintenance internes et externes. ▪ Organise la gestion documentaire (CCTP, Dossier Technique Amiante, Rapport de fin d'opération de retrait, d'encapsulage et de démolition, bordereaux de prise en charge des déchets, courrier avec l'inspection du travail, CRAMIF, etc.). 	
<i>Évaluation des risques Commune</i>	<p>En coordination avec le Référent Amiante-Ressources Humaines et le Conseiller en Prévention Des Risques Professionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participe à l'actualisation du document unique d'évaluation des risques professionnels, sur la base du Dossier Technique Amiante et de sa fiche récapitulative, et des Diagnostics Avant Travaux qu'il leur aura transmis. 	<p>En coordination avec le Référent Amiante-Technique et le Conseiller en Prévention Des Risques Professionnels :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Participe à l'actualisation du document unique d'évaluation des risques professionnels, sur la base du Dossier Technique Amiante et de sa fiche récapitulative, et des Diagnostics Avant Travaux.
<i>Évaluation des risques Spécifiques Commune</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure de la réalisation du repérage et de l'évaluation de l'état des matériaux faite par un organisme compétent (code de la santé publique, code de la construction et de l'habitation) et des évaluations intermédiaires pour les locaux dont l'AP-HP est propriétaire. ▪ Informe le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels, le Référent Amiante-Ressources Humaines de toute dégradation et des préconisations de l'organisme compétent de repérage pour la mise à jour du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Si en charge du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels, assure sa mise à jour en fonction des évaluations réalisées et transmises par les services techniques.
<i>Organisation & procédures, préparation des opérations Spécifique</i>	<p>En relation avec les encadrants techniques et de chantiers du site ou du groupe hospitalier.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Apporte son expertise et ses conseils dans la rédaction des CCTP, choix des entreprises pour les opérations assurées par une entreprise extérieure. 	

	La description des missions réelles confiées aux référents Amiante Technique désignés	La description des missions réelles confiées aux référents Ressources humaines désignés
<i>Organisa- tion & procédures, préparation des opéra- tions</i> <i>Spécifique</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Veille à ce que les entreprises extérieures remplissent leurs obligations, en relation avec les encadrants technique et de chantier et le conducteur d'opération du site visé par l'opération. ▪ Assure la relation avec les entreprises certifiées ou intervenantes (respect du niveau d'empoussièrément de l'environnement). ▪ S'assure auprès du directeur du site de la transmission et de la mise à disposition du Dossier Technique Amiante et des Diagnostics Avant Travaux auprès des entreprises intervenantes, en relation avec le service des travaux et maintenance, et logistiques. 	
<i>Organisa- tion & procédures, préparation des opéra- tions</i> <i>Spécifique</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informe en priorité le maître d'ouvrage de la teneur des observations de l'inspection du travail. ▪ Apporte son expertise et prépare les éléments de réponse soumis au donneur d'ordre. ▪ S'assure que les plans de retrait ont bien été adressés à l'inspection du travail et aux organismes professionnels (CRAMIF – CARSAT). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Relais l'information aux médecins du travail et au CHSCT pour les opérations de retrait, d'encapsulage et de démolition, et aux interventions sur des matériaux et équipements contenant de l'amiante réalisée par une entreprise extérieure.
<i>Organisa- tion & procédures, préparation des opéra- tions</i> <i>Commune</i>	<p>Avec le Référent Amiante-Ressources Humaines, le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels, le CHSCT local AP-HP, et le conducteur de travaux concerné :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure de la bonne rédaction des plans de prévention avec les entreprises extérieures de son application et de son éventuelle mise à jour, sur le lot désamiantage ou intervention sur matériaux et produits contenant de l'amiante. 	<p>Avec le Référent Amiante-Technique, le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels le cas échéant, CHSCT local AP-HP et le conducteur de travaux concerné :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure de la rédaction des plans de prévention avec les entreprises extérieures de son application et de son éventuelle mise à jour sur le lot désamiantage ou intervention sur matériaux et produits contenant de l'amiante.

	La description des missions réelles confiées aux référents Amiante Technique désignés	La description des missions réelles confiées aux référents Ressources humaines désignés
<i>Organisa- tion & procédures, préparation des opéra- tions</i> <i>Spécifique</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure du respect du plan de retrait, d'encapsulage et de démolition et des modes opératoires lors des interventions sur des matériaux et équipements contenant de l'amiante, en relation avec l'encadrant de chantier. ▪ Apporte son expertise auprès du conducteur d'opération en cas d'incidents, de dépassement des niveaux d'empoussièrement attendus. ▪ Communique sans délai au Référent Amiante-Ressources Humaines les incidents d'exposition survenus aux personnels AP-HP. 	<p>En relation avec le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels et le Référent Amiante-Technique,</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure de la consignation des incidents d'exposition dans la partie Fiche Individuelle d'Exposition du Dossier Individuel de Suivi de l'Exposition aux Risques Professionnels des différents personnels exposés.
<i>Formation- Information</i> <i>Commune</i>	<p>En relation avec le Référent Amiante-Ressources Humaines, le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels, le médecin du travail et le responsable de formation local :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure du niveau de formation des agents et de la présence de l'attestation de compétence. ▪ Coordonne et apprécie les besoins des personnels techniques en rappel de formation et en rappels d'informations (rappels des bonnes pratiques et des apprentissages) en relation avec l'encadrement technique. 	<p>En relation avec le Référent Amiante-Technique, le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels, le médecin du travail et le responsable de formation local :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure du niveau de formation des agents et de la présence de l'attestation de compétence. ▪ Coordonne et apprécie les besoins des personnels techniques en rappel de formation et en rappels d'informations.
<i>Formation- Information</i> <i>Spécifique</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure des bonnes pratiques dans l'exécution des modes opératoires. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure d'être informé des formations (cf. Fiche Individuelle d'Exposition du Dossier Individuel de Suivi de l'Exposition aux Risques Professionnels). ▪ Veille à l'archivage dans le dossier administratif de l'agent de l'attestation de compétence. ▪ Participe au recueil des besoins en formations et informations portant sur la prévention des risques liés à l'amiante du fait des changements d'affectation, et des besoins exprimés par le référent amiante-technique.
<i>Formation- Information</i> <i>Spécifique</i>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Apporte à chaque agent les informations générales et relatives à la formation et à la prévention des risques professionnels.

	La description des missions réelles confiées aux référents Amiante Technique désignés	La description des missions réelles confiées aux référents Ressources humaines désignés
<i>Formation-Information</i> <i>Spécifique</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Alerte sa hiérarchie sur les obligations de signalisation ▪ S'assure de la cohérence de la signalisation des locaux et du Dossier Technique Amiante avec l'encadrant technique et de chantier en relation avec la Direction Technique 	
<i>Form-Form.</i> <i>Commune</i>	<p>Avec le Référent Amiante-Ressources Humaines,</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure de l'offre locale de formation-information Risques Amiante des personnels et celle des occupants des locaux concernés par une opération liée à l'amiante. 	<p>Avec le Référent Amiante-Technique,</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure de l'offre locale de formation-information Risques Amiante des personnels et celle des occupants des locaux concernés par une opération liés à l'amiante.
<i>Suivi individuel des expositions</i> <i>Spécifique</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assure auprès de l'encadrant de chantier de la transmission à la DRH des éléments nécessaires à l'élaboration de la Fiche Individuelle d'Exposition, en cas d'exposition accidentelle. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Veille à la tenue des Fiches Individuelles d'Exposition du Dossier Individuel de Suivi de l'Exposition aux Risques Professionnels en ce qui concerne les expositions à l'amiante, en relation avec le Référent Amiante-Technique, l'encadrant de chantier et le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels.
<i>Suivi individuel des expositions</i> <i>Spécifique</i>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Veille à l'information relative à la Surveillance Post-Professionnelle et à la remise de l'attestation d'exposition, en relation avec la gestion du personnel et du conseiller en prévention des risques professionnels, dès l'annonce du départ de l'agent de l'AP-HP.
<i>Suivi individuel des expositions</i> <i>Spécifique</i>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Accompagne l'agent pour les démarches administratives et veille à la constitution d'un dossier de maladie professionnelle [liée à l'amiante en relation avec le service de la gestion du personnel et avec la conseiller en prévention des risques professionnels], assure un suivi des déclarations de maladies professionnelles liées à l'amiante.
<i>Suivi individuel des expositions</i> <i>Spécifique</i>		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organise la recherche des expositions antérieures en lien avec la médecine du travail.
<i>Suivi Plan Amiante</i> <i>Commune</i>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renseigne le tableau de bord institutionnel (inventaire et application du plan Amiante). ▪ Contribue à la partie Amiante du BHSCT en relation avec le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renseigne le tableau de bord institutionnel (inventaire et application du plan Amiante). ▪ Contribue à la partie Amiante du BHSCT en relation avec le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels.

	La description des missions réelles confiées aux référents Amiante Technique désignés	La description des missions réelles confiées aux référents Ressources humaines désignés
Autres Commune	▪ Diffuse la veille réglementaire assurée par les référents AP-HP.	▪ Diffuse la veille réglementaire assurée par les référents AP-HP.
Autres Commune	Coordonne les activités des encadrants technique et de chantier (site).	
Autres Commune	Au niveau site, en articulation avec les référents AP-HP, animation réseau (1/an pour actualisation des informations réglementaires, techniques, retour d'expérience, tableau de bord ou sujets thématiques sur l'amiante).	Au niveau site, en articulation avec les référents AP-HP, animation réseau (1/an pour actualisation des informations réglementaires, techniques, retour d'expérience, tableau de bord ou sujets thématiques sur l'amiante).

Moyens	Les moyens temporels, humains et techniques alloués Temps alloué : < nombre d'heures mensuelles> Éventuels moyens humains (cf. secrétariat) <description> <descriptions des autres moyens techniques>	Les moyens temporels, humains et techniques alloués Temps alloué : < nombre d'heures mensuelles> Éventuels moyens humains (cf. secrétariat) <description> <descriptions des autres moyens techniques>
Relations	<i>Si les relations avec les autres acteurs ne sont pas précisées dans chacune des missions, indication générique indispensable suivante :</i> Pour l'accomplissement de ses missions, il agira en relation avec le médecin du travail, le CHSCT et autres acteurs pour l'exercice de ses missions et participe au comité local Amiante.	<i>Si les relations avec les autres acteurs ne sont pas précisées dans chacune des missions, indication générique indispensable suivante :</i> Pour l'accomplissement de ses missions, il agira en relation avec le médecin du travail, le CHSCT et autres acteurs pour l'exercice de ses missions et participe au comité local Amiante.
Engagement de la responsabilité du référent désigné – mention obligatoire	Le Référent Amiante-Technique et le Référent Amiante-Ressources Humaines exercent les missions sus décrites, sous l'autorité des directeurs de groupe hospitalier et de site ou des personnes titulaires au sein du groupe hospitalier de délégation de signatures. Ils doivent rendre compte régulièrement de l'exercice de leurs missions à leurs supérieurs hiérarchiques et notamment leur faire part de toute difficulté dans cet exercice. Leurs missions n'impliquent nullement qu'ils sont personnellement délégataires de délégation de signature et de délégation de pouvoir au sens du droit du travail.	

2.1.2 - Lettre de mission du Référent Amiante - Ressources humaines

Afin de participer à la prévention et à la gestion des risques professionnels liés à une exposition aux poussières d'amiante, sous la responsabilité de *< Nom du directeur de l'hôpital ou du site et qualité>*, (mention de délégation interne au groupe hospitalier si nécessaire) le

M *<Identité du référent>*,

titulaire d'une attestation délivrée *<date de l'attestation>* à l'issue de la formation Amiante – Théorie

Est désigné(e) Référent Amiante RH pour le groupe hospitalier *<nom groupe hospitalier>* / pour le site *<Nom site>* au sein du groupe hospitalier *<nom groupe hospitalier>*

En cas d'absence de M *<Identité>*, *<décrire les procédures>* (Ex. : remplacement par [autres référents désignés d'un site du groupe hospitalier, le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels s'il n'est pas référent Amiante – Ressources Humaines, par exemple], domaines d'intervention assurés dans le cadre du remplacement, etc.)

Les missions confiées :

En coordination avec le Référent Amiante-Technique et le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels, il participe à l'actualisation du document unique d'évaluation des risques professionnels, sur la base du Dossier Technique Amiante (DTA) et de sa fiche récapitulative, et des Diagnostics Avant Travaux (DAT)

S'il est en charge du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels, il assure sa mise à jour en fonction des évaluations réalisées et transmises par les services techniques.

Il relaie l'information aux médecins du travail et au CHSCT pour les opérations de retrait, d'encapsulage et de démolition, et aux interventions sur des matériaux et équipements contenant de l'amiante réalisée par une entreprise extérieure.

Avec le Référent Technique-Amiante, le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels le cas échéant, le CHSCT local AP-HP, et le conducteur de travaux concerné, il s'assure de la rédaction des plans de prévention avec les entreprises extérieures de son application et de son éventuelle mise à jour sur le lot désamiantage ou intervention sur matériaux et produits contenant de l'amiante.

En relation avec le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels et le Référent Technique-Amiante, il s'assure de la consignation des incidents d'exposition dans la partie Fiche Individuelle d'Exposition du Dossier Individuel de Suivi de l'Exposition aux Risques Professionnels des différents personnels exposés.

Il met à jour le suivi individuel par renseignement des protections dans la partie Fiche Individuelle d'Exposition du Dossier Individuel de Suivi de l'Exposition aux Risques Professionnels

En relation avec le Référent Amiante-Technique, le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels, le médecin du travail et le responsable de formation local :

- il s'assure du niveau de formation des agents et de la présence de l'attestation de compétence ;

- il coordonne et apprécie les besoins des personnels techniques en rappel de formation et en rappel d'informations.

Il s'assure d'être informé des formations (cf. Fiche Individuelle d'Exposition du Dossier Individuel de Suivi de l'Exposition aux Risques Professionnels).

Il veille à l'archivage dans le dossier administratif de l'agent de l'attestation de compétence.

Il participe au recueil des besoins en formations et informations portant sur la prévention des risques liés à l'amiante du fait des changements d'affectation, et des besoins exprimés par référent amiante-technique.

Apporte à chaque agent les informations générales et relatives à la formation et à la prévention des risques professionnels.

Avec le Référent Amiante-Technique, il s'assure de l'offre locale de formation-information Risques Amiante des personnels et celle des occupants des locaux concernés par une opération liée à l'amiante.

Il veille à la tenue des Fiches Individuelles d'Exposition du Dossier Individuel de Suivi de l'Exposition aux Risques Professionnels en ce qui concerne les expositions à l'amiante, en relation avec le Référent Amiante-Technique, l'encadrant de chantier et le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels.

Il veille à l'information relative à la Surveillance Post-Professionnelle et à la remise de l'attestation d'exposition, en relation avec la gestion du personnel et du conseiller en prévention des risques professionnels, dès l'annonce du départ de l'agent de l'AP-HP.

Il accompagne l'agent pour les démarches administratives et veille à la constitution d'un dossier de maladie professionnelle [liée à l'amiante en relation avec le service de la gestion du personnel et avec le conseiller en prévention des risques professionnels], assure un suivi des déclarations de maladies professionnelles liées à l'amiante.

Il organise la recherche des expositions antérieures en lien avec la médecine du travail.

Il renseigne le tableau de bord institutionnel (inventaire et application du plan Amiante).

Il contribue à la partie Amiante du BHSCT en relation avec le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels.

Il diffuse la veille réglementaire assurée par les référents AP-HP.

Au niveau du site, en articulation avec les référents AP-HP, animation réseau (1/an pour actualisation des informations réglementaires, techniques, retour d'expérience, tableau de bord ou sujets thématiques sur l'amiante).

Les moyens temporels, humains et techniques alloués

Temps alloué : < nombre d'heures mensuelles >

Éventuels moyens humains (cf. secrétariat) <description>

<descriptions des autres moyens techniques

Si les relations avec les autres acteurs ne sont pas précisées dans chacune des missions, indication générique indispensable suivante :

Pour l'accomplissement de ses missions, il agira en relation avec le médecin du travail, le CHSCT et autres acteurs pour l'exercice de ses missions et participe au comité local Amiante.

Le Référent Amiante- Ressources Humaines exerce les missions sus décrites, sous l'autorité des directeurs de groupe hospitalier et de site ou des personnes titulaires au sein du groupe hospitalier de délégation de signatures.

Il doit rendre compte régulièrement de l'exercice de ses missions à ses supérieurs hiérarchiques et notamment leur faire part de toute difficulté dans cet exercice.

Ses missions n'impliquent nullement qu'il est personnellement délégataires de délégation de signature et de délégation de pouvoir au sens du droit du travail.

2.1.3 - Lettre de mission du Référent Amiante - Technique

Afin de participer à la prévention et à la gestion des risques professionnels liés à une exposition aux poussières d'amiante, sous la responsabilité de *< Nom du directeur de l'hôpital ou du site et qualité>*, (*mention de délégation interne au groupe hospitalier si nécessaire*) le

M *<Identité du référent>*,

titulaire de l'attestation de compétence délivrée *<date de l'attestation>* à l'issue de la formation « Cumul de fonction encadrant technique et encadrant de chantier » telle que définie dans l'arrêté⁵ pris pour application des articles R. 4412-87 et R. 4412-117 (R. 4412-141 – Retrait, encapsulage et démolition) du code du travail.

Est désigné(e) Référent Amiante Technique

Pour le site : *<nom site>* au sein du groupe hospitalier *<nom groupe hospitalier>*
En cas d'absence de M *<Identité>*, *<décrire les procédures* (remplacement par [un des autres référents désignés d'un site du groupe hospitalier, encadrant technique/chantier avec attestation de compétences en cours de validité, par exemple], domaines d'intervention assurés dans le cadre du remplacement, etc.).

Les missions confiées

Il s'assure de la mise à jour du Dossier Technique Amiante, notamment à l'issue des différentes opérations.

Il s'assure de la mise à disposition du Dossier Technique Amiante aux équipes de maintenance internes et externes.

Il organise la gestion documentaire (CCTP, Dossier Technique Amiante, Rapport de fin d'opération de retrait, d'encapsulage et de démolition, bordereaux de prise en charge des déchets, courrier avec l'inspection du travail, CRAMIF, etc.).

En coordination avec le Référent Amiante-Ressources Humaines et le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels, il participe à l'actualisation du document unique d'évaluation des risques professionnels, sur la base du Dossier Technique Amiante et de sa fiche récapitulative, et des Diagnostics Avant Travaux qu'il leur aura transmis.

Il s'assure de la réalisation du repérage et de l'évaluation de l'état des matériaux faite par un organisme compétent (code de la santé publique, code de la construction et de l'habitation) et des évaluations intermédiaires pour les locaux dont l'AP-HP est propriétaire.

Il informe le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels, le Référent Amiante-Ressources Humaines de toute dégradation et des préconisations de l'organisme compétent de repérage pour la mise à jour du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels.

⁵ En vigueur au 18/2/2013 : arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante. JORF n°0057 du 7 mars 2012, page 4245, texte n°15.

En relation avec les encadrants technique et de chantier du site et du groupe hospitalier et en relation avec les référents AP-HP de la DEFIP et de la DRH-APHP :

- il apporte son expertise et ses conseils dans la rédaction des CCTP, choix des entreprises pour les opérations assurées par une entreprise extérieure ;
- il veille à ce que les entreprises extérieures remplissent leurs obligations, en relation avec les encadrant technique et de chantier et le conducteur d'opération du site visé par l'opération ;
- il assure la relation avec les entreprises certifiées ou intervenantes (respect du niveau d'empoussièrément de l'environnement) ;
- Il s'assure auprès du directeur du site de la transmission et de la mise à disposition du Dossier Technique Amiante et des Diagnostics Avant Travaux auprès des entreprises intervenantes, en relation avec le service des travaux et maintenance, et logistiques.

Il informe en priorité le maître d'ouvrage de la teneur des observations de l'inspection du travail.

Il apporte son expertise et prépare les éléments de réponse soumis au donneur d'ordre.

Il s'assure que les plans de retrait ont bien été adressés à l'inspection du travail et aux organismes professionnels (CRAMIF – CARSAT)

Avec le Référent Amiante-Ressources Humaines, le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels, le CHSCT local AP-HP, et le conducteur de travaux concerné, il s'assure de la bonne rédaction des plans de prévention avec les entreprises extérieures de son application et de son éventuelle mise à jour, sur le lot désamiantage ou intervention sur matériaux et produits contenant de l'amiante.

Il s'assure du respect du plan de retrait, d'encapsulage et de démolition et des modes opératoires lors des interventions sur des matériaux et équipements contenant de l'amiante, en relation avec l'encadrant de chantier.

Il apporte son expertise auprès du conducteur d'opération en cas d'incidents, de dépassement des niveaux d'empoussièrément attendus.

Il communique sans délai au Référent Amiante-Ressources Humaines les incidents d'exposition survenus aux personnels AP-HP.

En relation avec le Référent Amiante-Ressources Humaines, le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels, le médecin du travail et le responsable de formation local :

- il s'assure du niveau de formation des agents et de la présence de l'attestation de compétence ;
- il coordonne et apprécie les besoins des personnels techniques en rappel de formation et en rappels d'informations (rappels des bonnes pratiques et des apprentissages) en relation avec l'encadrement technique.

Il s'assure des bonnes pratiques dans l'exécution des modes opératoires.

Il alerte sa hiérarchie sur les obligations de signalisation.

Il s'assure de la cohérence de la signalisation des locaux et du Dossier Technique Amiante avec l'encadrant technique et de chantier en relation avec la direction des services techniques.

Avec le Référent Amiante-Ressources Humaines, il s'assure de l'offre locale de formation-information Risques Amiante des personnels et celle des occupants des locaux concernés par une opération liée à l'amiante.

Il s'assure auprès de l'encadrant de chantier de la transmission à la DRH des éléments nécessaires à l'élaboration de la Fiche Individuelle d'Exposition en cas d'exposition accidentelle.

Il contribue à la partie Amiante du BHSCT en relation avec le Conseiller en Prévention des Risques Professionnels.

Il diffuse la veille réglementaire assurée par les référents AP-HP.

Au niveau du site, en articulation avec les référents AP-HP, animation réseau (1/an pour actualisation des informations réglementaires, techniques, retour d'expérience, tableau de bord ou sujets thématiques sur l'amiante).

Les moyens temporels, humains et techniques alloués

Temps alloué : < [nombre d'heures mensuelles](#)>

Éventuels moyens humains (cf. secrétariat) <[description](#)>

<[descriptions des autres moyens techniques](#)>

Si les relations avec les autres acteurs ne sont pas précisées dans chacune des missions, indication générique indispensable suivante :

Pour l'accomplissement de ses missions, il agira en relation avec le médecin du travail, le CHSCT et autres acteurs pour l'exercice de ses missions et participe au comité local Amiante.

Le Référent Amiante-Technique exerce les missions sus décrites, sous l'autorité des directeurs de groupe hospitalier et de site ou des personnes titulaires au sein du groupe hospitalier de délégation de signatures.

Il doit rendre compte régulièrement de l'exercice de ses missions à ses supérieurs hiérarchiques et notamment leur faire part de toute difficulté dans cet exercice.

Ses missions n'impliquent nullement qu'il est personnellement délégataires de délégation de signature et de délégation de pouvoir au sens du droit du travail.

 Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

2.2 - Dispositif de formation

Les formations organisées par le CFTO répondent d'une part aux dispositions de l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante *selon les différentes catégories de travailleurs concernés (encadrement technique, encadrement de chantier, opérateur)*.

Et d'autre part est élargi aux acteurs de la prévention de ce risque avec la formation pour Référents, médecins du travail, CHSCT et CPRP (volet théorique de la formation réglementaire)

Dans le cadre de l'actualisation du plan Amiante, ce dispositif se complète par 1 nouvelle action :

- Conduite d'opérations de travaux sur amiante

Le dispositif complet :

Conduite d'opérations de travaux sur amiante <ul style="list-style-type: none">• savoir rédiger un CCTP et l'analyser techniquement par rapport aux critères « amiante »• donner les moyens d'une bonne évaluation des risques• savoir rédiger un plan de prévention adapté aux opérations « amiante »• être capable de superviser des travaux• savoir mettre en œuvre des mesures en cas d'incidents Pas d'attestation de compétence	Cumul de fonctions Encadrement technique – Encadrement de chantier Opérateur de chantier <p>Telles que définies par arrêté du 23 février 2012</p> <p>La formation cumul de fonction est obligatoire pour les référents Amiante-Technique</p> <p>Les agents ont une attestation de compétence</p>
Formation prévention et informations sur la réglementation et procédures afférentes au risque amiante – module théorique (public : médecin du travail, membre du CHSCT nouvellement élu, référent Amiante-RH, conseiller en prévention des risques professionnels)	

Enfin, un **support type de sensibilisation au risque Amiante et aux moyens de prévention** est proposé en chapitre 2.3. Il est mis à disposition des référents Amiante et autres acteurs de la santé et sécurité au travail pour répondre aux besoins locaux et il se substitue à l'action équivalente organisée par le CFTO de 2014 à 2016.

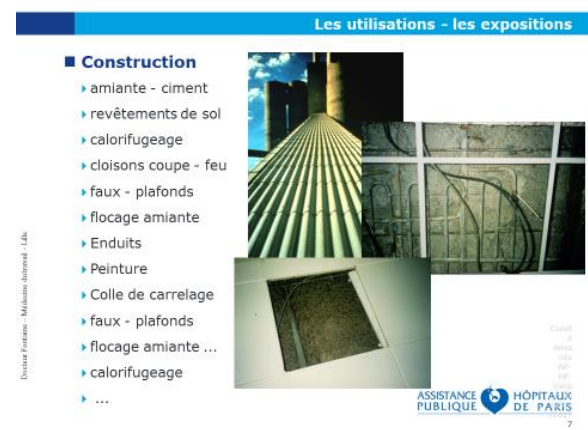
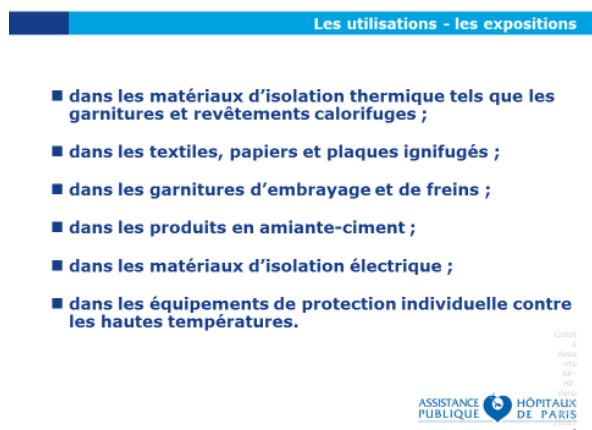
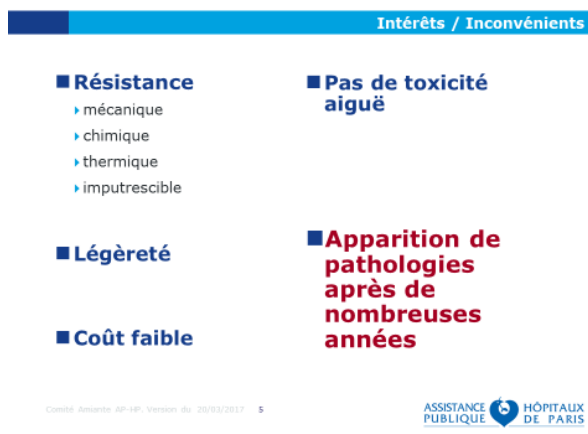
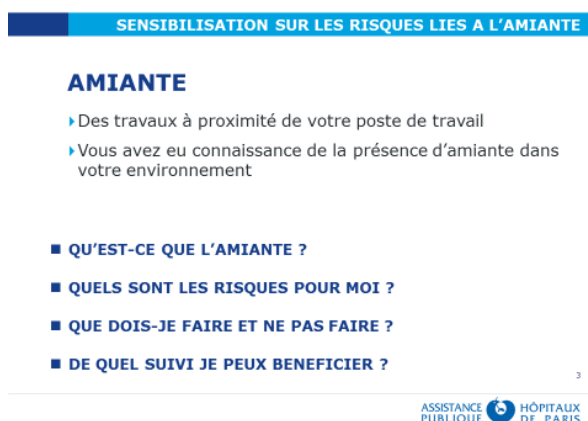
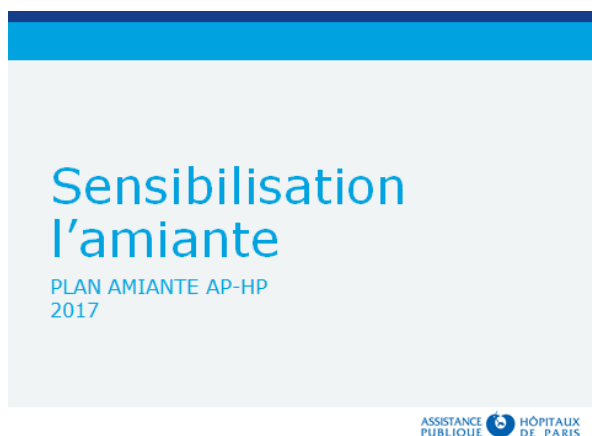
2.3 - Proposition d'un support de sensibilisation Prévention aux risques Amiante

Tout public

Objectifs :

- sensibiliser aux risques Amiante ;
- connaître les mesures à prendre en cas d'incidents.

Cette action à vocation d'information générale sur le risque et les moyens de protection, peut être destinée aux personnels travaillant à proximité d'un chantier sur amiante.



Les utilisations-les expositions

■ Construction


- ▶ calorifugeage
- ▶ joints amiante
- ▶ ...

■ Textile

- ▶ tresses, joints
- ▶ Tissus
- ▶ ...

■ Installations

- ▶ chaufferie
- ▶ ascenseur
- ▶ thermie
- ▶ ...



Dossier Fumées - Médecine du travail - Lila

ASSISTANCE PUBLIQUE HÔPITAUX DE PARIS

Les utilisations - les expositions

■ Construction navale

- ▶ calorifugeage
- ▶ isolation, étanchéité,
- ▶ cloisons coupe-feu ...

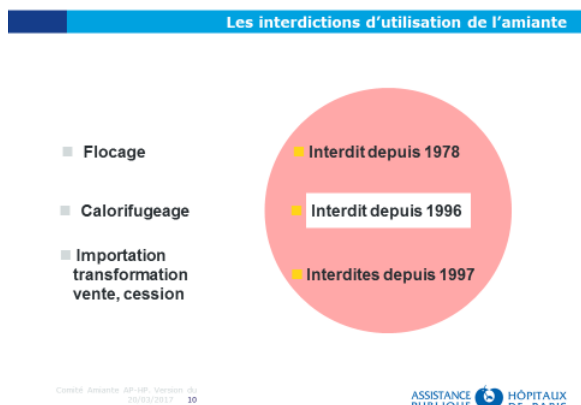
■ Autres utilisations

- ▶ matériels de friction – mécanique auto
- ▶ verrerie ...
- ▶ fours – poupinel – autoclave
- ▶ plaque d'isolation soudage et laboratoire



Dossier Fumées - Médecine du travail - Lila

ASSISTANCE PUBLIQUE HÔPITAUX DE PARIS



Réglementation et interdictions

■ Code de la santé publique

- ▶ Partie 1 - Protection générale de la santé. Livre 3 - Protection de la santé et environnement - Titre 3 - Prévention des risques sanitaires liés à l'environnement et au travail. Chapitre 1 Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante et contre les nuisances sonores. Section 2 - **Prévention des risques liés à l'amiante dans les immeubles bâtis.**

■ Code du travail

- ▶ Partie 4 - Santé et sécurité au travail - Livre 4 - Prévention de certains risques d'exposition - Titre 1 - Risques chimiques. Chapitre 2 : Mesures de prévention des risques chimiques. Section 3 : **Risques d'exposition à l'amiante.**

■ Interdiction de la fabrication, de l'importation et de la mise en vente de produits contenant de l'amiante, notamment l'amiante-ciment

- ▶ Décret 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation

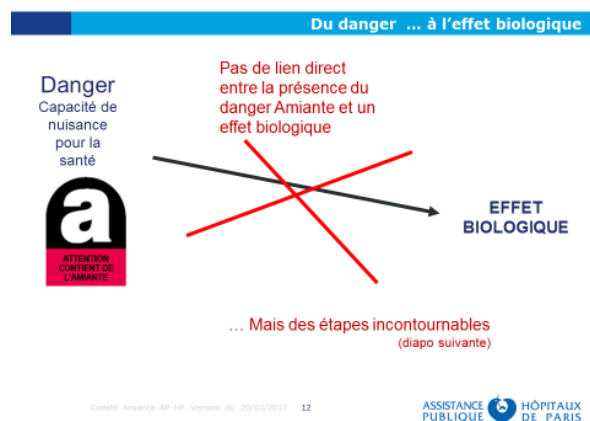
Comité Amiante AP-HP, Version du 20/03/2017 11

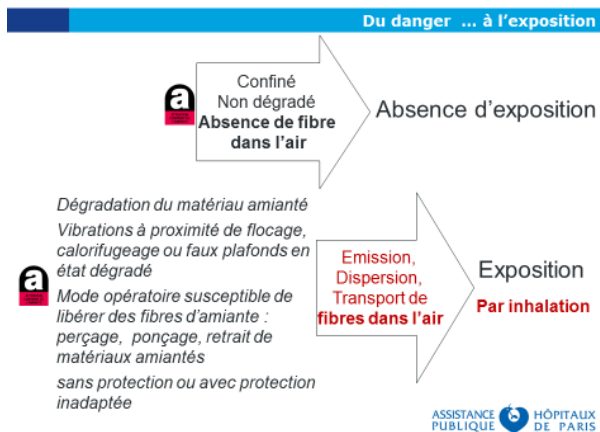
ASSISTANCE PUBLIQUE HÔPITAUX DE PARIS

Le Dossier Technique Amiante (DTA) intéresse les bâtiments, lieux d'habitation et de travail. Ce repérage est à la charge du propriétaire et mis à la disposition des occupants et des entreprises intervenantes à des fins de maintenance et d'entretien, et autres travaux de transformation du bâti.

La présence d'amiante dans les équipements ne doit pas être oubliée.

La démarche d'évaluation des risques professionnels prend en compte toutes les expositions du fait de l'activité sur l'amiante. Voir Document unique d'évaluation des risques professionnels.





La présence d'amiante confiné ou non dégradé dans des locaux ne présente pas de risque pour les personnes en l'absence d'intervention dessus. Le risque pour la santé nécessite qu'il y ait eu l'inhalation de fibres d'amiante.

L'exposition par émission de fibres d'amiante et de poussières contenant des fibres d'amiante correspond aux situations résultant : de la dégradation des matériaux

de la mise en suspension de poussières du fait de courants d'air, ou de vibrations à proximité de flocage, calorifugeage ou faux plafonds en état dégradé, mais également des interventions sur des matériaux contenant de l'amiante avec des modes opératoires susceptibles de libérer des fibres d'amiante, sans confinement et autres moyens de protection.

Ces fibres peuvent alors être dispersées dans l'air et être transportées.

Les principales pathologies liées à l'amiante

L'inhalation de fibres d'amiante peut favoriser l'apparition de maladies respiratoires

Non cancéreuses

- **Plaques pleurales**
 - ▶ Epaissement de la plèvre (enveloppe des poumons), d'apparition fréquente
 - ▶ N'évoluent pas vers un cancer et n'entraînent pas d'insuffisance respiratoire.
 - ▶ Marqueur de l'exposition
- **Asbestose**
 - ▶ Fibrose du poumon, secondaire à des expositions intenses à l'amiante avec une répercussion fonctionnelle respiratoire non systématique. Son apparition est devenue rare.
 - ▶ Elle n'est pas favorisée par le tabagisme
 - ▶ D'évolution variable, certaines formes peuvent conduire à une insuffisance respiratoire.

Cancéreuses

- **Cancer broncho-pulmonaire**
 - ▶ Risque particulièrement aggravé par le tabac
- **Mésothéliomes (cancer primitif de la plèvre)**
 - ▶ Maladie peu fréquente (de 750 à 800 nouveaux cas par an en France) non favorisée par le tabagisme

Arrêt de l'exposition à l'amiante, + cessation de toute exposition active ou passive au tabac (qui est un cofacteur de risque de cancer du poumon) indispensable pour les personnes exposées et/ou ayant été exposées

Comité Amiante AP-HP, Version du 20/03/2017 14

ASSISTANCE PUBLIQUE HÔPITAUX DE PARIS

Caractéristiques communes des pathologies

- **Probabilité d'apparition en fonction de la quantité cumulée d'amiante inhalée**
- **Délai d'apparition des lésions supérieur à 20 ans**
- **Persistance de la probabilité d'apparition des lésions même après cessation de l'exposition**
- **Absence fréquente de traitement**

ASSISTANCE PUBLIQUE HÔPITAUX DE PARIS

Prévention et surveillances

Dispositif local de mise en œuvre et de suivi de la réglementation et du plan amiante actualisé

- **Personnes ressources et structures**
 - ▶ Le CHSCT
 - ▶ Le Conseiller en prévention des risques professionnels :
 - (Nom Fonction Poste)
 - ▶ Les référents techniques et RH Amiante :
 - (Nom Fonction Poste)
 - (Nom Fonction Poste)
 - (Nom Fonction Poste)
 - ▶ Le médecin du travail
 - ▶ Les directions fonctionnelles
 - ▶ Le comité de suivi : (Qui)

Comité Amiante AP-HP, Version du 20/03/2017 15

ASSISTANCE PUBLIQUE HÔPITAUX DE PARIS

Diapositive à compléter en fonction des données locales

Rôle des référents

Le Conseiller en prévention des risques professionnels se doit de coordonner la prévention des risques professionnels.

Le référent technique Amiante au sein des services techniques pilote et coordonne le suivi du DTA auprès du Directeur (constitution du dossier, communication, actualisation, etc. ...), s'assure du respect des modes opératoires lors des interventions concernant la protection des personnels internes et externes et garantit la traçabilité des activités sur amiante des agents des services techniques.

Le référent Amiante au sein de la Direction des Ressources Humaines veille à la réalisation et à la tenue des fiches individuelles d'exposition et apporte son concours dans l'information des agents, la formation sur la prévention et dans les démarches administratives (droit à réparation – déclaration en maladie professionnelle).

Le médecin du travail

A partir de l'analyse des conditions de travail réalisée dans le cadre de son tiers-temps et

■ Identification des locaux et matériaux et autres supports

- Dossier Technique Amiante, accessible et mis à jour informe de la localisation de l'amiante et de son état de conservation, par un contrôle visuel.
- Risques liés à l'amiante rapportés dans le document unique d'évaluation des risques professionnels
- Local tout public avec amiante repéré par signalétique
- Identification des matériaux par pictogramme normalisé



■ Contrôle des matériaux, de l'environnement et des expositions professionnelles

- Repérage et état de conservation des matériaux par organisme certifié (C. santé publique)
 - *Seuil d'action de correction = 5 fibres / litre dans l'air*
- Estimation et contrôle du niveau d'empoussièrement lors des opérations ou interventions sur amiante (C. travail) :
 - *Valeur limite d'exposition professionnelle (sur 8 heures) : 10 fibres / litre*

des éléments de repérage de l'exposition professionnelle, il décidera avec l'agent/le salarié du suivi individuel adapté et répondra à toutes ses interrogations d'ordre médical.

Identification des locaux et matériaux :

Afin d'en informer le personnel, sur la base du DTA, les locaux, même ceux accueillant le public, avec une présence d'amiante seront identifiés avec le pictogramme Amiante.

Dans les immeubles, un repérage visuel et un contrôle visuel de l'état de dégradation des matériaux est assuré par un organisme certifié (code de la santé publique). Celui-ci peut effectuer un contrôle de l'empoussièrement dans l'air et préconiser des actions de correction, obligatoires en cas de présence d'au moins 5 fibres d'amiante par litre d'air. Ces résultats sont consignés dans le Dossier Technique Amiante.

Toute intervention fait l'objet d'un diagnostic avant travaux recherchant la présence d'amiante y compris par méthode destructive.

Pour les professionnels intervenant sur des matériaux contenant de l'amiante, l'estimation du niveau d'empoussièrement lié à l'opération ou à l'intervention doit être réalisée et portée dans le document unique d'évaluation des risques professionnels. Un contrôle de l'empoussièrement est réalisé selon des modalités dépendant de la nature de l'opération. Celui-ci doit être le plus faible possible et permettre le respect de la valeur limite d'exposition professionnelle (sur 8 heures de travail exposant effectivement à l'amiante) fixée à 10 fibres/litre depuis juillet 2015.

Diapositive à compléter en fonction des données locales

■ Des travaux sur amiante

- Retrait
- Encapsulage (recouvrement étanche de matériaux contenant de l'amiante)
- Démolition
- Intervention sur des matériaux ou équipements contenant de l'amiante

■ sont programmés / en cours

■ Dans (localisation)

■ Sur la période du au

■ Vous travaillez à proximité Quelles précautions ?

Un chantier à proximité

- **L'opération, selon sa nature, est assurée**
 - ▶ Par une entreprise certifiée
 - ▶ Par une entreprise mettant en œuvre des modes opératoires validés.
- **Des contrôles préalables des opérations, pendant l'opération et en fin d'opération, avec intervention de l'inspection du travail, de l'organisme de prévention de sécurité sociale**
- **Contrôle environnemental de l'empoussièrement à l'extérieur du chantier dans l'air que vous inhalé**
 - ▶ Pendant l'opération
 - ▶ En fin d'opération
- **Respectez les consignes de sécurité**
 - ▶ Ne portez pas atteinte à l'intégralité du confinement

Prévention et surveillances - Mesures techniques et pédagogiques

- **Pour garantir la protection du public et des professionnels intervenant sur les matériaux contenant de l'amiante,**
 - ▶ **Procédures d'intervention**
 - Basées sur une évaluation des risques
 - Formalisées, validées et contrôlées
 - ▶ **Équipements de protection collective et individuelle**
 - Disponibles
 - Modalités d'utilisation
 - Modalités de gestion
 - ▶ **Professionnels compétents**
 - Formations sanctionnées par une attestation de compétence, à renouveler

Prévention et surveillances - Travaux & protections

- **Si une intervention de maintenance se produit, les techniciens se protègent et vous protègent**

- ▶ Protection collective (modes opératoires, contrôles du niveau d'empoussièrement, formation et équipements adaptés)
- ▶ Protection individuelle (formation et équipements)



Prévention et surveillances : Votre vigilance nous est utile

- **Vous constatez une dégradation d'un matériau dans une pièce où vous travaillez et où l'amiante existe,**
- **Vous constatez une anomalie dans le déroulement du chantier en cours,**

▶ **Contactez les référents Amiante**

- ▶ Vous pouvez exercer votre droit d'alerte et de retrait qui ne doit pas mettre en danger la vie d'autrui (patient et collègue)

Suivi individuel en cas d'une exposition individuelle liée au travail

- **Au cours de votre carrière vous avez été exposé du fait de votre travail**
 - ▶ **Tracabilité de l'exposition** du fait d'une intervention sur l'amiante avec la fiche individuelle d'exposition de votre dossier individuel de suivi des expositions aux risques professionnels
 - ▶ Décision **par le médecin du travail**, après entretien avec l'agent, de vous faire bénéficier d'un **suivi individuel renforcé**, sur la base de la réglementation, des connaissances scientifiques et des recommandations de bonnes pratiques.
 - ▶ **Suivi post-exposition** (après cessation exposition mais en activité à l'AP-HP) et **post-professionnel** (après départ de l'AP-HP) avec une remise de l'attestation d'exposition à l'amiante
- **En cas de pathologie liées à l'inhalation de fibres d'amiante reconnues en maladies professionnelles**
 - ▶ Démarche de déclaration auprès de la gestion du personnel du site d'affectation en cours (ou du dernier site gestionnaire)
 - ▶ Prise en charge financière par l'AP-HP de la surveillance médicale, y compris en tant que retraité
 - ▶ Indemnisation possible au titre de
 - La maladie professionnelle
 - Du FIVA (en complément)

Contributions

- Ce support s'inscrit dans le cadre du dispositif de formation AP-HP
- Mis à la disposition des référents Amiante, son objectif est la sensibilisation aux risques liés à l'amiante. Il est adaptable au contexte local.
- Ce diaporama s'appuie sur
 - ▶ Les supports pédagogiques du Professeur Dominique Choudat – AP-HP & Université Paris Descartes avec son autorisation
 - Crédits photos : Docteur Fontaine – Médecine du travail - Lille
 - ▶ Les travaux du Groupe de travail Technique
 - ▶ Les travaux du Comité Amiante AP-HP.
 - ▶ Les travaux du CHSCT Central

☐ Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

Page vierge

3 - VOLET TECHNIQUE

Le **volet Technique Amiante** identifie un certain nombre de **points de vigilance** aux différentes étapes des opérations en cours et de la gestion du suivi collectif et individuel des personnels.

Table des matières du volet

B - AIDE A LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ACTUALISE AMIANTE - APHP

3 - VOLET TECHNIQUE	65
Base réglementaire	67
Textes de référence	67
PARTIE 1 – DEFINITIONS	71
1.1 - Donneur d'ordre	71
1.2 - Terminologie	72
1.3 - Gestion des opérations et documents liés à l'amiante	75
PARTIE 2 – DECRYPTAGE DE LA REGLEMENTATION SELON LES OPERATIONS	85
2.1 - Dispositions communes à toutes les opérations	85
2.2 - Dispositions spécifiques à la nature de l'opération	89
2.3 - Application des dispositions du décret 2012-639 a l'AP-HP	91
2.4 - Rôle du référent technique amiante	92
2.5 - Évaluation des risques	92
2.6 - Protection de l'environnement	96
2.6.1 - Contrôle de l'empoussièrement environnemental à l'extérieur du chantier	96
2.6.2 - Traitement des déchets	97
PARTIE 3 – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES SPECIFIQUES RELATIVES A LA SOUS -	
SECTION 3 - RETRAIT - ENCAPSULAGE - DEMOLITION	101
3.1 - Objet du mémento	101
3.2 - Finalité	101
3.3 - Domaine d'application	101
3.4 - Acteurs concernés	101
3.5 - Références	102
3.6 - Points de vigilance	102
3.7 - Préparation d'une opération	109
3.8 - Évaluation initiale des risques	109
3.9 - Rôle de la maîtrise d'œuvre dans le suivi de l'opération	112
3.10 - Formation	113
3.11 - Plan de prévention	113
PARTIE 4 – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES SPECIFIQUES RELATIVES A LA SOUS -	
SECTION 4 - INTERVENTION SUR MATERIAUX ET EQUIPEMENTS CONTENANT DE	
L'AMIANTE - IMECA	115
4.1 - Objectif	115
4.2 - Finalité	115
4.3 - Domaine d'application	115

4.4 - Acteurs concernés	115
4.5 - Références	116
4.6 - Points de vigilance	116
4.7 - Préparation d'une opération	131
4.8 - Évaluation initiale des risques	133
4.9 - Rôle de la maîtrise d'œuvre dans le suivi de l'opération	135
4.10 - Formation	135
4.11 - Plan de prévention	136
PARTIE 5 - EN SAVOIR PLUS	139
5.1 - Fiches documentaires des points de vigilance	139
5.2 - Règles techniques et protections collectives	163
5.3 - Protections individuelles :	173
5.4 - Documents Obligatoires	176
5.4.1 - Dossier technique amiante - DTA	176
5.4.2 Diagnostic avant travaux - DAT	179
5.4.3 - Constat amiante avant vente	180
5.5 - Traitement des revêtements de sol en état dégradé	181
5.5.1 - Solutions de traitement	181
5.5.2 Solutions de protection provisoire	182
5.5.3 Entretien	183
5.6 Revêtements bitumineux de chaussées	184

 Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)
3, avenue Victoria
75100 PARIS RP

*Ce guide est une œuvre protégée par les droits d'auteur.
Il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement ce guide sous quelque support que ce soit (article L 122-4 et L 122-5 du code de la propriété intellectuelle) sans autorisation de l'AP-HP.*

Base réglementaire

Le code du travail précise, conformément aux articles L. 4111-6 et L. 4412-1⁶, les modalités selon lesquelles la protection des travailleurs contre les risques d'exposition à l'amiante est assurée, notamment en ce qui concerne la détermination de la valeur limite d'exposition professionnelle, les conditions du contrôle du respect de cette valeur limite ainsi que les modalités de mesurage des empoussièrtements. Le code du travail fixe en outre, les règles techniques, les moyens de prévention collective et les types d'équipements individuels nécessaires à la protection des travailleurs contre ces expositions. Il prévoit, par ailleurs, un dispositif unique de certification des entreprises d'encapsulage ou de retrait de matériaux contenant de l'amiante. Le code de santé publique fixe les obligations du propriétaire. 1^{ère} partie - Livre 3. Le Code de l'environnement fixe les obligations en matière de déchets contenant de l'amiante (ICPE et Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances, Titre IV : Déchets).

Textes de référence

- **Décret 2011-629 du 3 juin 2011**, relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, (code de Santé Publique -SP).
- **Arrêté du 23 février 2012**, définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante (code du Travail).
- **Décret 2012-639 du 4 mai 2012**, relatif aux risques d'exposition à l'amiante (code du Travail).
- **Arrêté du 14 août 2012**, relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrtement, aux conditions de contrôle du respect de la VLE professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages (code du Travail).
- **Arrêté du 12 décembre 2012**, relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage (Co-signé des ministères en charge de la Santé Publique et du Travail).
- **Arrêté du 12 décembre 2012**, relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage (Co-signé des ministères en charge de la Santé Publique et du Travail).
- **Arrêté du 14 décembre 2012** fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant, rendant obligatoire les normes NF X 46-010 et NF X 46-011.
- **Arrêté du 21 décembre 2012**, relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative « dossier technique amiante ».

⁶ Obligations en matière d'évaluation des risques professionnels et dispositions spécifiques à la prévention du risque chimique.

- **Décret n° 2013-594 du 5 juillet 2013** relatif aux risques d'exposition à l'amiante, avec pour objet le délai de mise en conformité avec l'obligation de certification et l'obligation d'accréditation prévues par la réglementation en matière de protection des travailleurs contre les risques d'exposition à l'amiante.
- **Arrêté du 7 mars 2013**, relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- **Arrêté du 8 avril 2013**, relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante (code du Travail).
- **Arrêté du 26 juin 2013**, modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage (Cointégré des ministères en charge de la Santé Publique et du Travail).
 - [Note 14-918 du Directeur général du travail](#), en date du 24 novembre 2014, visant à diffuser différentes positions juridiques de la DGT en matière d'amiante.
 - [Note 14-906 du Directeur général du travail](#), en date du 12 décembre 2014, visant à préciser le cadre juridique applicable aux travaux sur des matériaux de BTP contenant de l'amiante ou des fragments de clivage issus de matériaux naturels.
- **Arrêté du 20 avril 2015**, publié le 24 septembre 2015, modifiant l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante et l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
 - **Note 15-79 du Directeur général du travail en date du 4 mars 2015** diffusant une version actualisée des deux logigrammes élaborés afin de clarifier la frontière entre la sous-section 3 (retrait ou encapsulation) et la sous-section 4 (interventions sur matériaux amiantés) et faciliter le classement des opérations exposant à l'amiante :
 - pour les opérations sur des immeubles par nature ou par destination ;
 - pour les opérations de maintenance sur les équipements industriels, matériels de transport ou autres articles.
- **Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015** relatif aux risques d'exposition à l'amiante
 - [Instruction n° DGT/CT2/2015/238](#) du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- **Ordonnance n°2016-413 du 7 avril 2016** relative au contrôle de l'application du droit du travail - art. 2 avec modification de l'article L4731-1
- **Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016** relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels (1) avec l'article 113 créant un article L. 4412-2 dans le code du travail.

- [Note du Directeur général du travail, en date du 8 décembre 2016](#), visant à rappeler les conditions d'organisation du chantier test de mesurage des empoussièrément d'amiante, en cohérence avec le Questions-Réponses métrologie de septembre 2015 et l'instruction DGT du 16 octobre 2015 concernant la mise en œuvre du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

- **Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016** de modernisation de notre système de santé et notamment son article 48 créant dans le chapitre IV du titre III du livre III de la première partie du code de la santé publique une section 2 intitulée : « Lutte contre la présence d'amiante » et comprenant les articles L. 1334- 12-1 à L. 1334-17.⁷

⁷ Code de la santé publique - Chapitre IV du titre III du livre III de la première partie du code de la santé publique - Section 2 : Lutte contre la présence d'amiante

Article L1334-12-1 : Les propriétaires, ou à défaut les exploitants, des immeubles bâtis y font rechercher la présence d'amiante ; en cas de présence d'amiante, ils font établir un diagnostic de l'état de conservation de l'amiante dans les matériaux et produits repérés et mettent en œuvre, le cas échéant, les mesures nécessaires pour contrôler et réduire l'exposition.

Article L1334-13 : Un état mentionnant la présence ou, le cas échéant, l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante est produit, lors de la vente d'un immeuble bâti, dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 à L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation.

Article L1334-14 (modifié par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 - art. 48) : Les organismes réalisant les repérages et les opérations de contrôle communiquent aux ministres chargés de la santé et de la construction et au représentant de l'Etat dans le département les informations nécessaires à l'observation de l'état du parc immobilier et les informations nécessaires à la gestion des risques.

Les résultats de l'exploitation des données recueillies en vue de l'observation du parc immobilier sont mis à la disposition du public, par le ministre chargé de la santé, sous format dématérialisé.

Les informations recueillies en vue de la gestion des risques sont mises à la disposition des maires concernés.

Article L1334-15 (modifié par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 - art. 48) : Le représentant de l'Etat dans le département peut mettre en demeure le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant d'un immeuble bâti :

1° De mettre en œuvre, dans un délai qu'il fixe, des mesures nécessaires en cas d'inobservation des obligations prévues à l'article L. 1334-12-1 ;

2° De faire réaliser, dans un délai qu'il fixe, une expertise visant à déterminer les mesures nécessaires ou à vérifier que les mesures mises en œuvre ou envisagées au titre de ces obligations sont adaptées.

Article L1334-16 : En cas d'urgence, le représentant de l'Etat peut :

1° Faire réaliser, aux frais du propriétaire ou, à défaut, de l'exploitant de l'immeuble concerné, les repérages et diagnostics mentionnés à l'article L. 1334-12-1 ou l'expertise mentionnée au 2° de l'article L. 1334-15 ;

2° Fixer un délai pour la réalisation des mesures conservatoires nécessaires pour faire cesser l'exposition à l'amiante. Si ces mesures n'ont pas été exécutées à l'expiration du délai, il fait procéder d'office à leur exécution aux frais du propriétaire ou de l'exploitant.

La créance publique est recouvrée comme en matière de contributions directes.

Article L1334-16-1 (Créé par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 - art. 48) : Si, à l'expiration du délai fixé dans la mise en demeure en application de l'article L. 1334-15, le propriétaire ou l'exploitant de l'immeuble bâti n'a pas mis en œuvre les mesures prescrites ou n'a pas fait réaliser l'expertise visant à déterminer les mesures nécessaires ou à les vérifier, le représentant de l'Etat dans le département peut, en cas de danger grave pour la santé, suspendre l'accès et l'exercice de toute activité dans les locaux concernés et prendre toutes mesures pour limiter l'accès aux locaux dans l'attente de leur mise en conformité.

Article L1334-16-2 - (Créé par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 - art. 48) : Si la population est exposée à des fibres d'amiante résultant d'une activité humaine, le représentant de l'Etat dans le département peut, en cas de danger grave pour la santé, ordonner, dans des délais qu'il fixe, la mise en œuvre des mesures propres à évaluer et à faire cesser l'exposition. Faute d'exécution par la personne responsable de l'activité émettrice, le représentant de l'Etat dans le département y procède d'office aux frais de celle-ci.

La créance publique est recouvrée comme en matière de contributions directes.

Article L1334-17 (Modifié par LOI n°2016-41 du 26 janvier 2016 - art. 48) : Les conditions d'application de la présente section sont déterminées par décret en Conseil d'Etat, et en particulier :

1° Les immeubles bâtis et les produits et matériaux concernés ;

2° Les modalités de réalisation des repérages ;

3° Les conditions auxquelles doivent répondre les organismes réalisant les repérages et les opérations de contrôle ainsi que les modalités de contrôle de leur respect ;

4° La nature des mesures à prendre en cas de présence d'amiante ;

5° Les conditions dans lesquelles les organismes réalisant les repérages et les opérations de contrôle communiquent :

a) Aux ministres chargés de la santé et de la construction et au représentant de l'Etat dans le département les informations nécessaires à l'observation de l'état du parc immobilier et les informations nécessaires à la gestion des risques mentionnées à l'article L. 1334-14 ;

b) Au directeur général de l'agence régionale de santé, sur sa demande, les informations nécessaires à l'exercice des missions prévues au 1° de l'article L. 1431-2 et à l'article L. 1435-7. auprès des particuliers sont rendues publiques par le ministre chargé de l'environnement. »

- [Note DGT du 19 janvier 2017](#) apportant différentes précisions relatives au cadre juridique applicable aux opérations sur matériaux contenant de l'amiante relevant de la sous-section 3, notamment en matière de soustraitance et de certification.
 - **Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017** relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations
-

PARTIE 1 – DEFINITIONS

1 1 - Donneur d'ordre

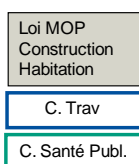
Le donneur d'ordre est le chef de l'entreprise utilisatrice, relatif aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure, ou le maître d'ouvrage (conformément à la loi MOP et au code de la construction et de l'habitation).

L'APHP est donc donneur d'ordre dans tous les cas de figure :

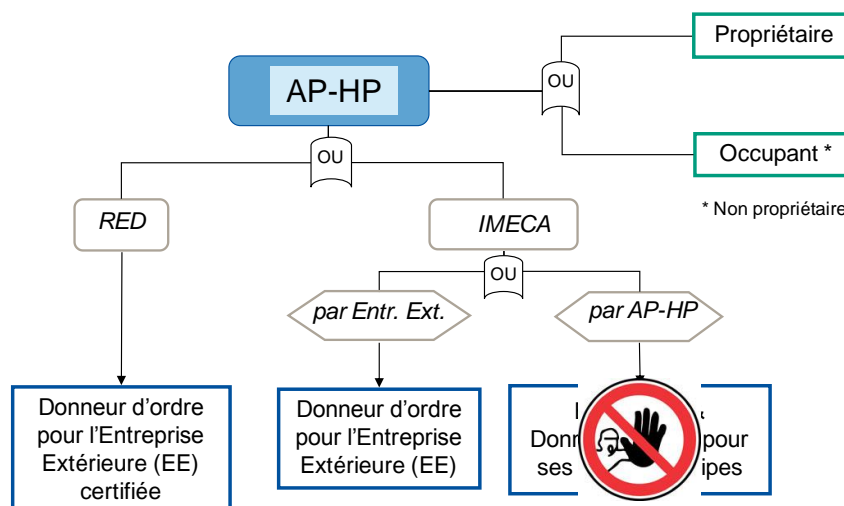
- Lorsque nous faisons intervenir une entreprise pour du Retrait, Encapsulage ou Démolition RED (sous-section 3), nous sommes dans l'obligation de faire intervenir une entreprise certifiée par un organisme certificateur (Afnor, Qualibat).
- Lorsque nous faisons intervenir une société pour une Intervention sur Matériaux et Équipements susceptibles de Contenir de l'Amiante IMECA, (sous-section 4) , et conformément au plan amiante AP-HP actualisé, nous sommes dans l'obligation de faire intervenir une entreprise, disposant de travailleurs formés titulaires du certificat de compétence (arrêté du 23 février 2012) et de modes opératoires validés ou en cours de validation.

Dispositions communes RED & IMECA L'AP-HP assure le rôle de ...

Légende - Réf.
Réglementaire

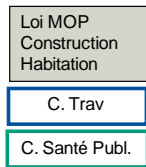


EE = Entreprise
extérieure
RED = Retrait,
Encapsulage, Démolition
IMECA = Intervention
sur matériaux et
équipements contenant
de l'amiante

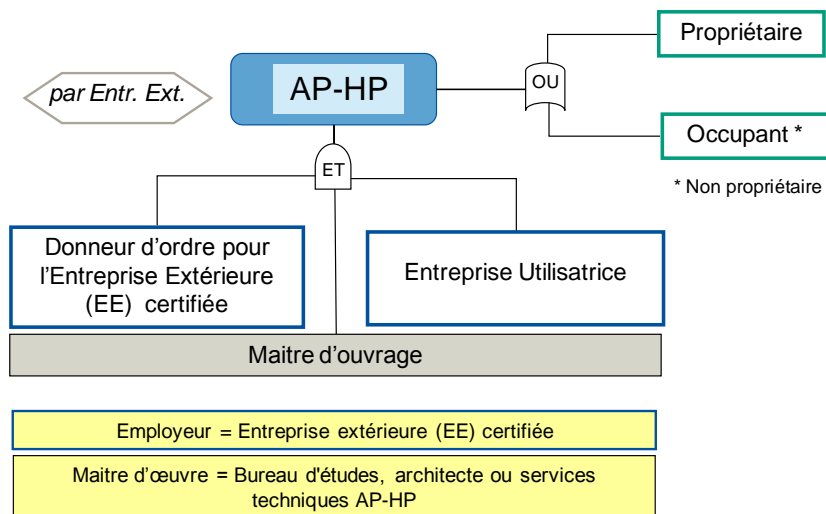


Dispositions spécifiques RED L'AP-HP assure le rôle de ...

Légende - Réf.
Réglementaire



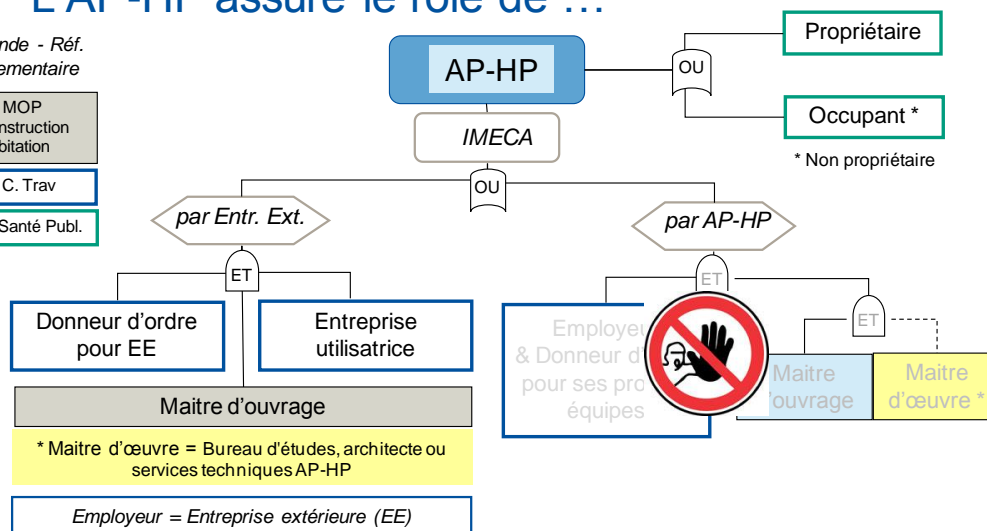
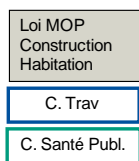
Info
complémentaire



Dispositions spécifiques IMECA L'AP-HP assure le rôle de ...

EE = Entreprise extérieure
IMECA = Intervention sur matériaux et équipements contenant de l'amiante

Légende - Réf.
Réglementaire



1.2 - Terminologie

L'amiante est un minéral essentiellement composé de chrysolite, de serpentine ou amphiboles ; on le trouve sous différentes formes : calorifuges, flocages, faux plafonds, en feuille ou en plaque, amiante tressé ou tissé, amiante incorporé dans les ciments, plâtres ou enduits, amiante incorporé dans des liants résines, bitumes, colles, dalles de sol...

Les caractéristiques des fibres amiante sont les suivantes :

- **fibres OMS (dites longues)** de longueur (L) supérieure ou égale à 5 microns et de diamètre (D) compris entre 0,2 et 3 microns et dont le ratio L/D est supérieur ou égal à 3 ;
- **fibres courtes (FCA)** de longueur inférieure à 5 microns et de diamètre compris entre 0,01 et 3 microns et dont le ratio L/D est supérieur ou égal à 3 ;
- **fibres fines (FFA)** de longueur supérieure ou égale à 5 microns mais de diamètre compris entre 0,01 et 0,2 micron et dont le ratio L/D est supérieur ou égal à 3.

1° Chantier test : le premier chantier au cours duquel est déterminé le niveau d'empoussièrement d'un processus donné.

2° Confinement : isolement de la zone de travail vis-à-vis de l'environnement extérieur évitant la dispersion des fibres.

3° Décontamination (travailleurs, matériel, déchets) : la procédure concourant à la protection collective contre la dispersion de fibres d'amiante hors de la zone de travaux et qui, pour la décontamination des travailleurs, est composée, notamment, du douchage des équipements de protection individuelle utilisés, de leur retrait et du douchage d'hygiène.

4° Donneur d'ordre : chef d'entreprise utilisatrice⁸, mentionné à l'article R. 4511-1 et par le décret n° 77-1321 du 29 novembre 1977 relatif aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure, ou le maître d'ouvrage mentionné à l'article L. 4531-1.

5° Encapsulage : tous les procédés mis en œuvre, tels que encoffrement, doublage, fixation par revêtement, imprégnation, en vue de traiter et de conserver, de manière étanche, l'amiante en place et les matériaux en contenant, afin d'éviter la dispersion de fibres d'amiante dans l'atmosphère.

6° Entreprises certifiées : pour réaliser les travaux d'encapsulage et de retrait d'amiante ou d'article(s) en contenant, le donneur d'ordre fait appel à une entreprise justifiant de sa capacité à réaliser ces travaux par l'obtention de la certification délivrée par des organismes certificateurs. La détermination des activités de l'entreprise qui font l'objet de la certification par les organismes certificateurs est effectuée sur la base de leur document unique d'évaluation des risques professionnels.

7° Niveau d'empoussièrement : niveau de concentration en fibres d'amiante généré par un processus de travail dans la zone de respiration du travailleur, à l'extérieur de l'appareil de protection respiratoire, en fonction duquel sont organisés et mis en œuvre les règles techniques, les moyens de protection collective et les équipements de protection individuelle.

8° Opération : l'un des travaux ou interventions mentionnés à l'article R. 4412-94.

⁸ A l'AP-HP, directeurs de GH et de site utilisateur.

Les dispositions s'appliquent :

- aux activités de confinement et de retrait de l'amiante,
- aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante.

Les opérations sur l'amiante	
<p>■ Retrait, Encapsulage, Démolition – RED</p> <p>□ Finalité : traite le matériau Amiante</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Retrait ● Conservation de manière étanche afin d'éviter la dispersion de fibres d'amiante dans l'atmosphère ● Toutes opérations ayant un caractère répétitif sur un ensemble homogène des interventions IMECA 	<p>■ Intervention sur des Matériaux et Équipements susceptible de libérer des fibres d'Amiante – IMECA</p> <p>□ Finalité : Ne traite pas le matériau Amiante</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Opérations limitées dans le temps et dans l'espace, à l'occasion de réparations relevant de l'entretien courant pour prévenir une dégradation ou une usure ou faire disparaître des dégâts ● Actions de maintenance corrective non prévisibles ● Modifications localisées d'installations ● Intervention sur matériaux contenant de l'amiante (amiante ciment, colles, dalles, peintures, plâtres, ...), sur des équipements et des matériels en contenant ou pollués par de l'amiante ● Intervention de maintenance (travaux d'électricité, de plomberie, etc.) effectuée à proximité de matériaux amiantés susceptibles de provoquer des émissions de fibres d'amiante par heurts, vibrations ou mouvements d'air

9° Phases opérationnelles : les parties de l'opération, simultanées ou successives, susceptibles d'engendrer différents niveaux d'empoussièrement.

10° Processus : les techniques et modes opératoires utilisés, compte tenu des caractéristiques des matériaux concernés et des moyens de protection collective mis en œuvre.

11° Vacation : la période durant laquelle le travailleur porte de manière ininterrompue un appareil de protection respiratoire.

12° Zone de récupération : l'espace à l'extérieur de la zone polluée dans lequel le port d'un équipement de protection individuelle n'est pas nécessaire pour assurer la protection de la santé du travailleur.

1.3 - Gestion des opérations et documents liés à l'amiante

Conformément au plan Amiante actualisé, l'AP-HP confie les travaux de retrait, d'encapsulage et de démolition (RED) à des entreprises certifiées et les interventions sur des matériaux et équipements contenant de l'amiante (IMECA) à des entreprises mettant en œuvre des modes opératoires validés ou en cours de validation.

Compte tenu du retour d'expérience et par précaution, pour renforcer et fiabiliser l'évaluation des risques professionnels et environnementaux, l'AP-HP a décidé bien avant les dispositions législatives de 2016 de rendre obligatoire le diagnostic avant travaux (DAT). Des textes d'application réglementaires sont en attente de publication, à la date de révision de ce guide.

Dans ce contexte, l'AP-HP se doit d'exercer une vigilance particulière aux différentes étapes de la gestion d'une opération sur la base d'une **gestion documentaire actualisée**.

Les opérations sur l'amiante

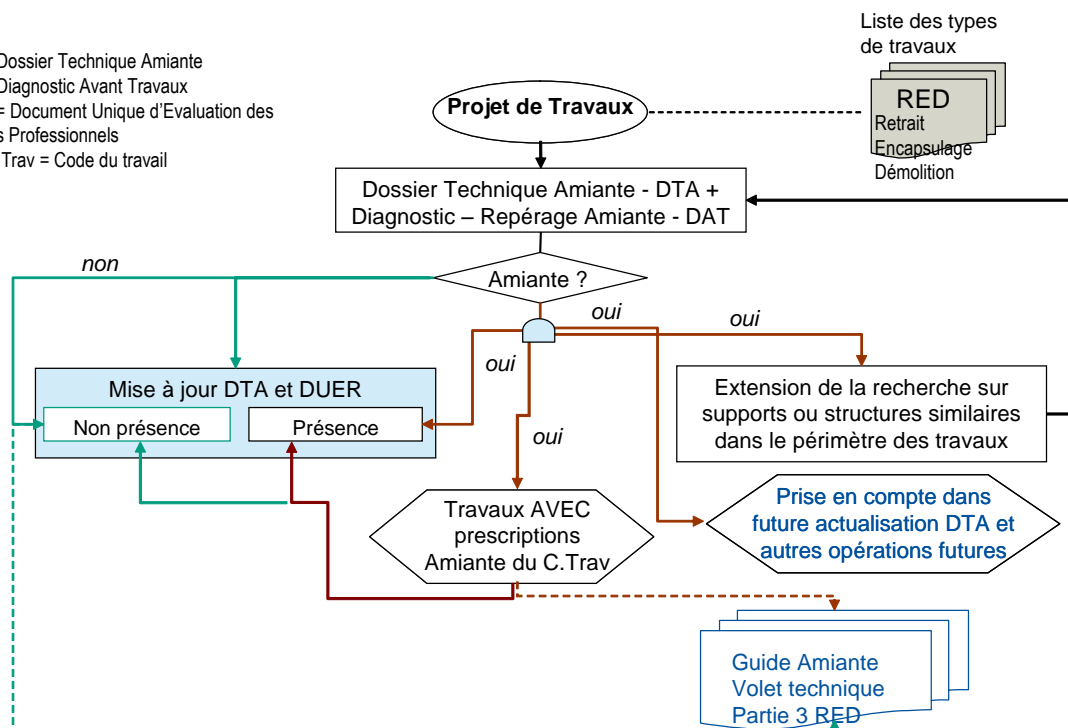
Retrait Encapsulage Démolition - Exemples

- Retrait d'amiante
- Toute technique de maintien avec étanchéité des matériaux en place :
 - Recouvrement avec collage ou autre fixation, doublage, encoffrement, imprégnation d'un matériau avec amiante = encapsulage
- Changement de tous les joints d'une installation
- Percement d'une ouverture dans une paroi contenant de l'amiante
- Remise en état de tout un mur carrelé avec enduit ou colle avec amiante
- Dépose de dalles de sol usées
- Démolition d'une paroi contenant de l'amiante
- etc.

Logigramme – Amiante

Travaux sur bâti hors maintenance

DTA = Dossier Technique Amiante
 DAT = Diagnostic Avant Travaux
 DUER = Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels
 CT – C.Trav = Code du travail



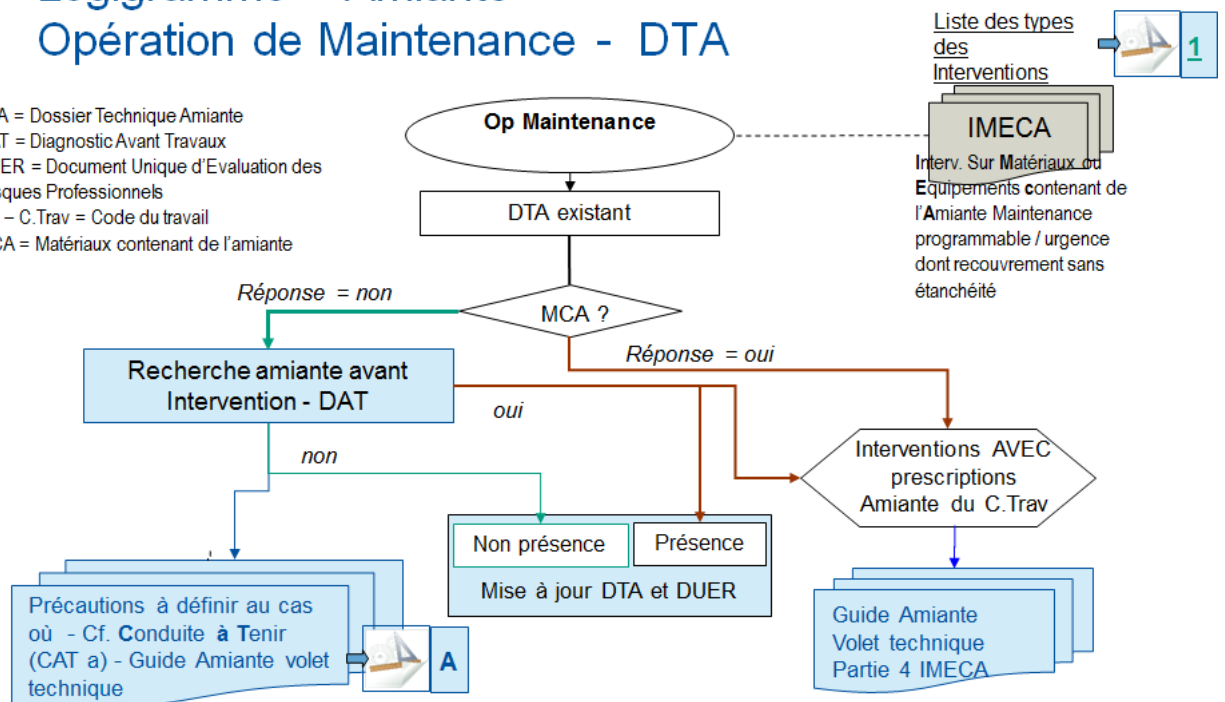
Les opérations sur l'amiante

Interventions sur Matériaux Équipements Contenant de l'Amiante - Exemples

- Recouvrement simple sans étanchéité, permettant l'accès non destructif aux matériaux contenant de l'amiante
- Interventions sur des plaques ou des feuilles de papier ou de carton d'amiante, en place dans des bâtiments, des cheminées, sur des fours, des appareils électriques et électroménagers, pour la réalisation de tablettes ou de plans de travail en contact avec des objets chauds (travaux de verrerie, fers à souder,...), par perçage, ponçage, découpe, frottement, transport et manutention de ces plaques.
- Intervention de décapage sur dalles de sol en vinyle amiantées
- Travaux d'entretien et de maintenance dans des locaux floqués à l'amiante (électricité, chauffage, climatisation, plomberie, pose ou dépose de faux plafonds,...), lorsqu'il y a perçage, grattage ou contact avec le flocage
- Réparations pouvant entraîner
 - Changement d'une ou quelques dalles de sol usées
 - Dépose de plaques amiante-ciment (et non la totalité)
 - Remplacement d'une partie des canalisations en amiante-ciment
 - Changement d'une vanne sur installation calorifugée
- Travaux de réparation de toitures, de bardages, d'éléments de construction en amiante-ciment, impliquant des opérations de découpe, tronçonnage, perçage, ponçage
- Travaux d'usinage (perçage, sciage) de tuyaux, de gaines en amiante-ciment
- Stockage, manutention, transport d'objets à base d'amiante ou des déchets d'amiante
- Remplacement ponctuel (et non en série) d'un produit contenant de l'amiante par un produit sans amiante (cf. équipement, automobile, autoclave, etc.)
- Traversée d'une cloison ou de toiture
- Piquage sur une conduite amiante

Logigramme – Amiante Opération de Maintenance - DTA

DTA = Dossier Technique Amiante
DAT = Diagnostic Avant Travaux
DUER = Document Unique d'Evaluation des
Risques Professionnels
CT – C.Trav = Code du travail
MCA = Matériaux contenant de l'amiante

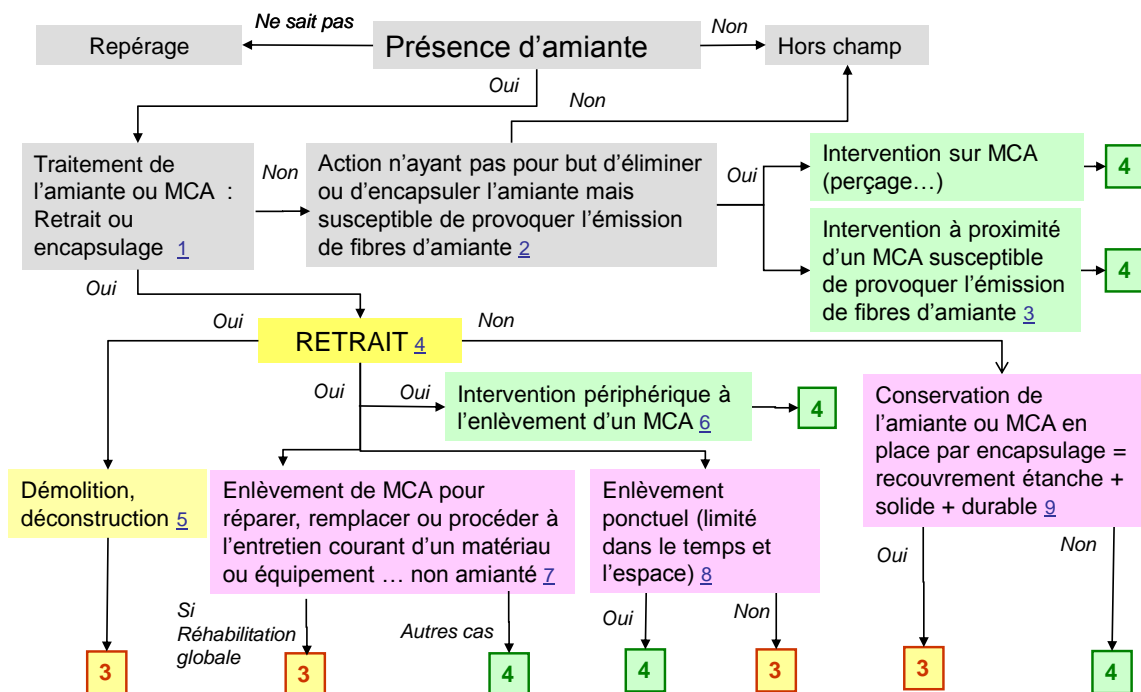


- ☒ Vers Fiche A **Fiche de signalement et Conduite à tenir pour les opérations sans amiante identifié**
- ☒ Vers Fiche 1 liste **IMECA programmables** et liste **IMECA en urgence**

Deux logigrammes clarifiant les frontières « sous-section 3 » – « sous-section 4 » (Site internet Ministère en charge du travail)

D'après : Distinction sous-section 3/sous-section 4 pour les opérations sur des immeubles par nature ou par destination *

Direction générale du travail (DGT) – Bureau des risques chimiques, physiques et biologiques (CT2)) 4 mars 2015



⌘ Sous réserve de lire les notes accompagnant ce logigramme

* Hors équipements de travail, installations industrielles et ouvrages d'art métalliques (canalisations métalliques, ponts roulants, voies ferrées...) qui peuvent avoir la qualité d'immeubles par destination, mais qui nécessitent pour leur mode d'entretien une stratégie de maintenance périodique et qui relèvent de ce fait de la fiche relative aux opérations de maintenance sur les équipements industriels. La notion, issue du code civil, d'immeubles par nature vise les ouvrages indissociables du sol et du sous-sol (immeubles bâtis, enrobés routiers...) tandis que celle d'immeubles par destination (article 524 du code civil) vise les éléments rendus solidaires ou incorporés à des immeubles par nature tels que des canalisations en amiante-ciment par exemple. Les opérations d'entretien ou de maintenance sur ces immeubles relèvent de ce logigramme

Note d'accompagnement

- 1 Le code de la santé publique ne prévoit pas d'obligation de traitement de l'amiante hormis pour les produits de la liste A, c'est à dire les flocages, calorifugeages et faux-plafonds lorsqu'ils sont dégradés (article R. 1334-20 du code de santé publique). En dehors de ces cas, le traitement de l'amiante peut également résulter d'une décision volontaire du donneur d'ordre. Le traitement de l'amiante est une opération qui conduit au final à la gestion de l'amiante, que ce soit par encapsulage étanche, par stockage dans une installation adaptée ou par vitrification.
- 2 Le décret du 4 mai 2012 ne s'applique pas :
 - aux situations d'exposition passive ; Dans ce cas, la réglementation risque chimique ne trouve pas à s'appliquer non plus (cf. circulaire DRT n° 12 du 24 mai 2006). Néanmoins, l'employeur doit prendre en compte ces situations d'exposition au titre de la mise en œuvre des principes généraux de prévention.
 - aux intervenants du chantier, tels que les agents de contrôle, qui n'ont pas une action susceptible d'entraîner un contact avec les matériaux (cf. fiche DGT n° 2009-02) ; La réglementation CMR est en revanche applicable à ces intervenants.
 - aux situations « de recouvrement par un nouveau matériau » d'un matériau contenant de l'amiante (MCA) dès lors que ce dernier n'est pas directement accessible et que le mode opératoire permet d'éviter tout contact avec celui-ci (ex : pose d'une cloison devant une faïence collée avec de la colle amiantée sans action sur celle-ci).
- 3 Il s'agit principalement des réparations et des opérations d'entretien courant sur les bâtiments (maintenance). Dans ce cas, il n'y a pas enlèvement de l'amiante et l'intervention sur le MCA est limitée à la réparation. La notion de caractère limité dans le temps et dans l'espace ne doit pas être prise en compte. Exemple : perçage d'une cloison recouverte de peinture amiantée pour remplacement d'un radiateur, réparation d'un tronçon de vide-ordures en amiante-ciment qui fuit...

La notion d'intervention à proximité d'un MCA vise uniquement les matériaux émissifs par contact direct, vibration ou du fait de leur dégradation (ex : passage de câbles électriques au-dessus d'un faux plafond amianté).

- 4 Les travaux relevant de la sous-section 3 sont des travaux qui permettent de traiter l'amiante ou le MCA, c'est à dire de gérer l'amiante, au sens où l'entend le code de la santé publique, que ce soit par stockage dans une installation adaptée, par vitrification ou par recouvrement total et étanche. La notion de retrait doit être interprétée, non au sens physique ou littéral du terme mais au sens juridique de l'action de traitement du matériau, de sa gestion jusqu'à son élimination finale. Cf. note du DGT du 24 novembre 2014

Le retrait préalable au stockage ou à la vitrification peut être réalisé sur place ou bien, si c'est techniquement possible et dans un objectif de protection des travailleurs et de l'environnement, dans une installation fixe de désamiantage. Dans ce cas, l'opération peut être scindée en deux sur le plan contractuel : une opération intermédiaire de déconstruction réalisée sur le chantier qui relève de la sous-section 4, une opération principale de traitement final par enlèvement de l'amiante dans l'installation fixe qui relève de la sous-section 3.

Ex : retrait de fenêtres avec joints amiantés (SS4) et traitement des joints en installation fixe (SS3).

S'il n'y a pas enlèvement des joints amiantés et que les fenêtres sont évacuées dans leur intégralité dans une installation de stockage, il s'agit bien d'une opération de traitement de l'amiante au sens du code de la santé publique qui relève de la SS3 au sens du code du travail.

- 5 Il peut s'agir d'opérations de démolition mais aussi de déconstruction de chaussées par exemple pour retirer les enrobés routiers. Le terme déconstruction est appliqué aux opérations d'enlèvement des couches de chaussée par des techniques autres que le rabotage, au moyen d'engins d'extraction tels que pelles hydrauliques, chargeuses-pelleteuses, chargeuses. Il ne faut pas confondre cette notion propre aux opérations sur enrobés routiers avec celle de déconstruction des MCA en vue d'un traitement final dans une installation fixe de désamiantage.

- 6 Il s'agit d'une intervention (SS4) associée à une opération de retrait de MCA (SS3) pouvant engendrer l'émission de fibres d'amiante notamment par dégradation du MCA comme par exemple la destruction d'une cloison avant l'enlèvement de dalles de sol amiantées ou le retrait par désassemblage sur un élément bâti d'une structure complète de menuiserie (dormant et ouvrant) comportant des joints amiantés emprisonnés dans les éléments de la menuiserie, préalablement à leur enlèvement en installation fixe de désamiantage.

- 7 Il s'agit des interventions qui consistent en l'enlèvement partiel de MCA pour faire des réparations, de l'entretien courant ou un remplacement d'équipement ou matériau non amianté.

Dans ce cas, il faut savoir si l'opération est faite au cas par cas au changement de locataire par exemple ou si elle s'inscrit dans la réhabilitation globale d'un immeuble.

Exemples :

- enlèvements de quelques carreaux de faïence sur colle amiantée lors de la dépose d'une baignoire, de toile de verre fixée sur un support amianté, dépose d'un sanitaire fixé sur des dalles vinyle amiante, etc., de tous les logements d'un immeuble en même temps (SS3) ou au fil du temps chaque fois qu'un locataire quitte un logement (SS4),
- un bailleur social souhaite changer quelques gouttières en zinc en mauvais état de 8 pavillons individuels dont la couverture est en ardoise amiantée. L'intervention de remplacement des gouttières oblige l'enlèvement de la dernière rangée d'ardoises. Il ne s'agit pas d'une réhabilitation globale des 8 pavillons concernés mais d'une intervention consistant à enlever partiellement des MCA et relevant de la réparation et de l'entretien courant : SS4.

- 8 La limitation dans le temps et dans l'espace peut difficilement être prédéterminée sur la base de critères précis et appelle généralement une appréciation au cas par cas d'autant plus qu'il faut y adjoindre le plus souvent une notion de proportionnalité qui ne peut pas elle non plus être prédéterminée. Cf. note du DGT du 14 novembre 2014 : « Dans ce contexte, si la notion de proportionnalité n'est pas à écarter car de fait sous-jacente des raisonnements fondant le classement de l'opération entre la SS3 [...] et la SS4 [...], il n'est pas possible d'en prédéfinir une valeur réglementaire, les circonstances d'espèce devant être examinées par le donneur d'ordre à la lumière des critères définis dans les logigrammes [...] »

Exemple : retirer 6 plaques en amiante-ciment sur toiture pour pose d'un lanterneau ou retirer 6 plaques en amiante-ciment qui constituent l'intégralité de la couverture d'un appentis.

Attention : l'opération peut relever de la SS4 si le traitement de l'amiante est réalisé dans une installation fixe (cf. point 3).

Autres exemples :

Enrobés routiers : principalement 3 types d'opérations sur MCA :

- Déconstruction de chaussées par des techniques autres que le rabotage au moyen d'engins d'extraction tels que pelles hydrauliques, chargeuses-pelleteuses chargeuses. :SS3 ;
- Rabotage de chaussées : SS3 ;
- Interventions « ponctuelles » sur les revêtements routiers (ouverture de tranchée par exemple, sciage d'enrobés,...) : SS4

Canalisations en amiante-ciment :

- Réfection complète d'un tronçon de réseau (une rue, une commune,...) : enlèvement du réseau amiante-ciment et repose d'un nouveau réseau + repiquage des branchements individuels sur ce nouveau réseau : SS3 ;
- Réfection complète d'un tronçon de réseau (une rue, une commune,...) : le réseau AC reste en place et un nouveau réseau est posé en parallèle + repiquage des branchements individuels sur ce nouveau réseau : 1ère phase : CMR et 2e phase repiquage : SS4 ;
- Interventions d'urgence nécessitant un renouvellement de certains tronçons de conduites, de gaines de vide-ordures ou une réfection de branchements (suite à fuite par exemple, travaux sur collier de fixation etc.) : SS4

Opérations de réhabilitation de logements sociaux :

- Réparation ponctuelle de décollement de dalles sur colle amiantée (1 à 5 dalles par appartement) : SS3 ou SS4 selon la proportion : si réfection d'un seul appartement : SS4, si réfection d'un immeuble entier : SS3, si réfection d'un immeuble entier au

- changement de locataire : SS4 ;
- Dépose ou casse d'un rang de faïence lors de la dépose d'une baignoire : si travaux au changement de locataire : SS4 ; si enlèvement dans le cadre d'une réhabilitation : SS3 ;
- Découpe joint sanitaire lors de la dépose ancien bac à douche : si travaux au changement de locataire : SS4 ; si enlèvement dans le cadre d'une réhabilitation : SS3 ;
- Dépose d'anciennes canalisations (ex : colonnes montantes traversées de dalles) : si travaux au changement de locataire : SS4 ; si enlèvement dans le cadre d'une réhabilitation : SS3 ;
- Dépose ou casse de plinthes faïence sur colle : si remplacement complet SS3.

Mode opératoire pour les travaux de plus de 5 jours:

Le mode opératoire visé à l'article R. 4412-148 est un document de mise en œuvre et d'adaptation de l'EVR initiale (via le mode opératoire générique) à des interventions sur MCA qui, tout en conservant individuellement leur caractère limité dans le temps et dans l'espace, font partie intégrante de travaux plus étendus ne concernant pas l'amiante qui s'étalent sur plus de 5 jours.

Chaque intervention prise isolément a un caractère ponctuel et limité dans le temps et dans l'espace (perçage de flocage par un électricien pour poser des interrupteurs par exemple, ou bien changement de joints amiantés dans le cadre d'une action de maintenance sur une chaufferie urbaine) mais les travaux dans lesquels s'intègrent ces interventions sur MCA s'échelonnent sur plus de 5 jours.

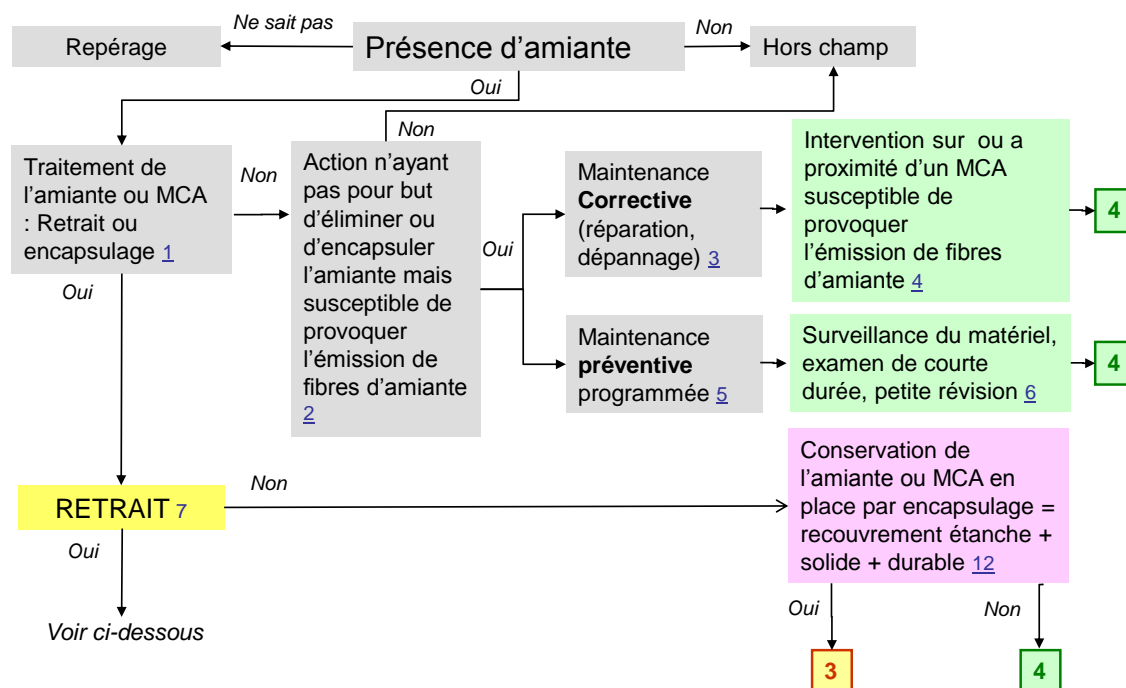
- 9 L'encapsulage (appelé confinement dans le code de santé publique) est prévu par le code de la santé publique pour les produits de la liste A (flocages, calorifugeages et faux-plafonds), lorsqu'ils sont dégradés. Pour être considérées comme encapsulage de MCA, les techniques doivent répondre aux 3 conditions suivantes : étanchéité, durabilité et solidité.

Ce sera le cas d'une chape béton, de certaines résines mais pas :

- d'une moquette ou d'un linoléum collé par scotch double face sur des dalles vinyle ;
- de l'encoffrement d'un tuyau amiante-ciment par des plaques de placoplatre percées d'une bouche d'aération.

D'après : Distinction sous-section 3/sous-section 4 pour les opérations exposant à l'amiante sur les installations et équipements industriels, matériels de transport ou autres articles

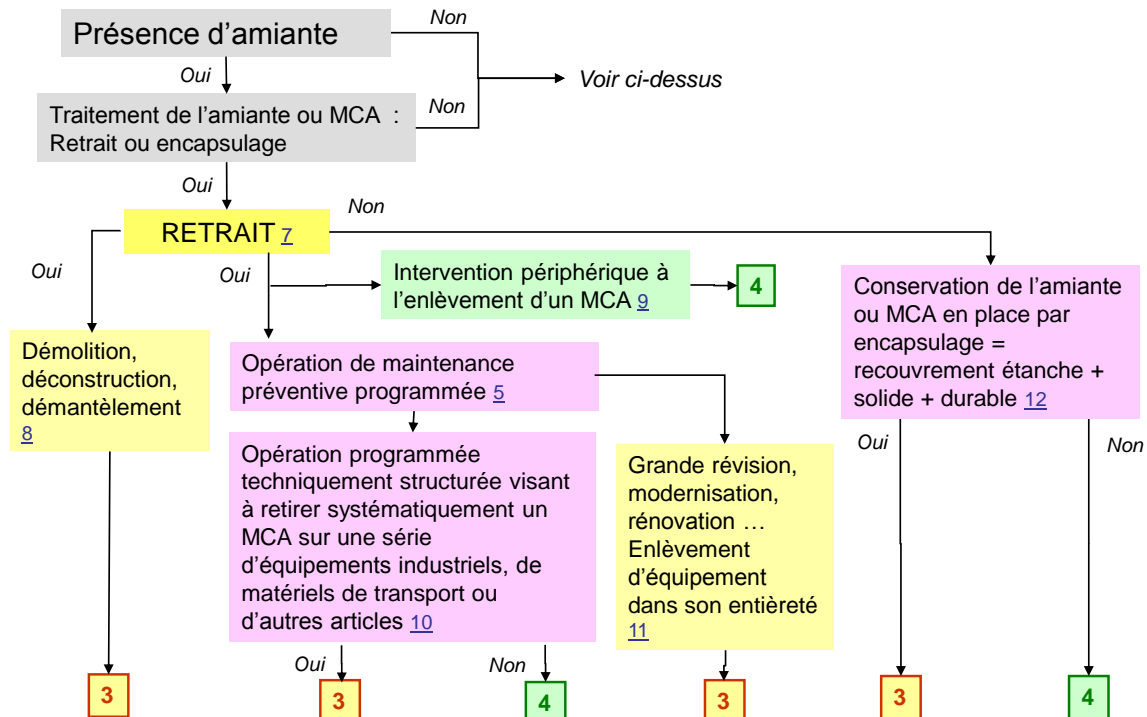
Direction générale du travail (DGT) – Bureau des risques chimiques, physiques et biologiques (CT2) 4 mars 2015



⌘ Sous réserve de lire les notes accompagnant ce logigramme

D'après : Distinction sous-section 3/sous-section 4 pour les opérations exposant à l'amiante sur les installations et équipements industriels, matériels de transport ou autres articles - suite

Direction générale du travail (DGT) – Bureau des risques chimiques, physiques et biologiques (CT2) 4 mars 2015



X Sous réserve de lire les notes accompagnant ce logigramme

La norme AFNOR NF EN 13306 d'octobre 2010 classe les tâches de maintenance en fonction de leur complexité par ordre croissant selon 5 niveaux de maintenance à l'intérieur du cycle de maintenance et du cycle de vie de l'équipement du bien concerné :

- niveau 1 = actions simples exécutées par du personnel ayant une formation minimale
- niveau 2 = actions de base qu'il convient d'exécuter par du personnel qualifié utilisant des procédures détaillées.
- niveau 3 = actions complexes exécutées par du personnel technique qualifié utilisant des procédures détaillées.
- niveau 4 = actions qui impliquent la maîtrise d'une technique ou d'une technologie et sont exécutées par du personnel technique spécialisé.
- niveau 5 = actions qui impliquent un savoir-faire détenu par le fabricant ou une société spécialisée à l'aide d'un équipement de support logistique industriel.

Note d'accompagnement

- 1 Le traitement de l'amiante est une opération qui conduit au final à la gestion de l'amiante, que ce soit par encapsulage étanche, par stockage dans une installation adaptée ou par vitrification.
- 2 Le décret du 4 mai 2012 ne s'applique pas :
 - aux situations d'exposition passive ;
Dans ce cas, la réglementation risque chimique ne trouve pas à s'appliquer non plus (cf. circulaire DRT n° 12 du 24 mai 2006). Néanmoins, l'employeur doit prendre en compte ces situations d'exposition au titre de la mise en œuvre des principes généraux de prévention.
 - aux intervenants qui n'ont pas une action susceptible d'entraîner un contact avec les matériaux, tels les agents de contrôle (cf. fiche DGT n° 2009-02) ;
La réglementation CMR est en revanche applicable à ces intervenants.
 - aux situations « de recouvrement par un nouveau matériau » d'un matériau contenant de l'amiante (MCA) dès lors que ce dernier n'est pas directement accessible et que le mode opératoire permet d'éviter tout contact avec celui-ci.
- 3 Les opérations de maintenance correctives (curatives ou palliatives), lorsqu'elles portent sur des MCA, relèvent des dispositions de la sous-section 4 car il s'agit d'interventions de remise en fonction (réparations, dépannage) de ces installations industrielles, appareils, matériel de transport.
Il s'agit des réparations consécutives à une panne (avérée ou imminente), une avarie, sans notion de prévisibilité.

Pour les entreprises qui se réfèrent à la norme AFNOR NF EN 13306, la maintenance sans notion de prévisibilité est ainsi définie :
Maintenance corrective : maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise.
A noter que la maintenance corrective peut consister à intervenir en maintenance palliative après défaillance (intervention provisoire

permettant pour le matériau d'assurer tout ou partie de la fonction requise) ou en maintenance curative (intervention durable de remplacement du matériau permettant la remise en état initial pour assurer la fonction requise).
Maintenance d'urgence : maintenance corrective exécutée sans délai après détection d'une panne afin d'éviter des conséquences inacceptables.

- 4 Dans ce cas, il n'y a pas enlèvement de l'amiante et l'intervention sur le MCA est limitée à la réparation (ex : retrait de peinture sur les écrous d'un capot en vue de la réparation d'un rotor, pose d'une rustine bitumineuse sur une cuve avec une isolation en amiante dégradée).

La notion de caractère limité dans le temps et dans l'espace ne doit pas être prise en compte.

La notion d'intervention à proximité d'un MCA vise uniquement les matériaux émissifs par contact direct, vibration ou du fait de leur dégradation.

- 5 Il s'agit des opérations de maintenance qui ne relèvent pas de la maintenance de type réparation ou dépannage. Pour les équipements industriels, les articles, ces opérations sont le plus souvent programmées selon un calendrier préétabli dans le cycle de vie du matériel concerné. Les opérations réalisées sont, selon les cycles, plus ou moins lourdes et nécessitent une technicité ou un savoir-faire plus ou moins important.

Ces opérations de maintenance avec notion de prévisibilité peuvent donc selon le cas relever de la sous-section 4, lorsqu'il y a probabilité d'une défaillance, ou de la sous-section 3 lorsqu'il s'agit d'opérations lourdes et complexes, exigeant un savoir-faire spécifique.

Afin de pouvoir déterminer dans quel niveau de maintenance se situe l'opération envisagée, il est important de connaître précisément la stratégie d'organisation de la maintenance propre au donneur d'ordre, qui dépend des spécificités des matériels, des équipements ou installations ou des contraintes particulières du secteur d'activité.

Ex : sécurité des installations au regard de la population (ICPE, INB...)

A noter que ce n'est pas l'opération portant sur le MCA qui est programmée mais l'opération de maintenance sur l'équipement, le matériel ou l'article (périodicité programmée par l'organisation de la maintenance propre à l'installation ou équipement).

Cf. note du DGT du 24 novembre 2014 : « Pour la bonne applicabilité des critères définis par le logigramme de la DGT afin de classer les opérations de maintenance effectuées sur des installations industrielles, appareils ou matériels de transport, il importe de définir précisément l'organisation des opérations de maintenance retenue, selon les préconisations du fabricant, notamment par types de matériel (voire par séries de fabrication), et d'identifier les opérations sur MCA réalisées à cette occasion, leur durée et si l'action est réalisée avant ou après la panne.

A titre d'exemple, dans le cas d'installations de chauffage, cette analyse portera utilement, outre sur la chaudière elle-même, sur les canalisations calorifugées, les joints de brides ou autres accessoires de robinetterie dont la maintenance obéit à une stratégie prédéfinie.

De même, il conviendra d'examiner selon ce cadre les opérations sur MCA et celles qui ne le sont pas, de manière à envisager le cas échéant des opérations groupées de retrait permettant la bonne mise en œuvre des moyens de prévention adéquats. »

Certaines entreprises industrielles (ex : SNCF) se réfèrent à la norme européenne AFNOR NF EN 13306 (indice de classement X 60-319) d'octobre 2010 qui définit la notion de maintenance ainsi que les types, stratégies de maintenance et niveaux de maintenance, la durée et le temps d'intervention, l'action avant ou après la panne.

Ce mode d'organisation est adapté aux installations industrielles, appareils, matériel de transport et non à la gestion des travaux sur des immeubles par nature ou par destination.

Cette norme définit ainsi la maintenance avec notion de prévisibilité :

Maintenance préventive : *maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinée à réduire la probabilité d'une défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien.*

Si l'on se réfère à la classification posée par la norme précitée, la notion de maintenance préventive est une composante de la maintenance avec notion de prévisibilité de par le fait qu'elle comporte des phases de préparation, de programmation des travaux par tranches.

Cette norme classe les tâches de maintenance en fonction de leur complexité par ordre croissant selon 5 niveaux de maintenance à l'intérieur du cycle de maintenance et du cycle de vie de l'équipement du bien concerné :

Le niveau 1 est caractérisé par des actions simples exécutées par du personnel ayant une formation minimale

Le niveau 2 est caractérisé par des actions de base exécutées par du personnel qualifié utilisant des procédures détaillées.

Le niveau 3 est caractérisé par des actions complexes exécutées par du personnel technique qualifié utilisant des procédures détaillées.

Le niveau 4 est caractérisé par des actions qui impliquent la maîtrise d'une technique ou d'une technologie et sont exécutées par du personnel technique spécialisé.

Le niveau 5 est caractérisé par des actions qui impliquent un savoir-faire détenu par le fabricant ou une société spécialisée à l'aide d'un équipement de support logistique industriel.

Ex : Opérations sur les conduites en fonte, conduites forcées, pipelines recouverts d'enduits anti-corrosion (amiante/brai de houille/plomb) :

- Réfection complète du réseau entraînant le renouvellement de conduites : SS3 ;
- Réfection de l'enduit anti corrosion dans le cadre d'une action de maintenance préventive (qui porte sur un tronçon déterminé) : SS3 ;
- Interventions d'urgence nécessitant un renouvellement de certains tronçons de conduites ou une réfection de branchements (suite à fuite par exemple, travaux sur collier de fixation, etc.). Ces réparations nécessitent l'enlèvement préalable de l'enduit anti corrosion ou le sciage de la conduite : SS4

- 6 Les travaux de maintenance programmée relatifs à la surveillance du matériel, à des interventions de courte durée ou des examens

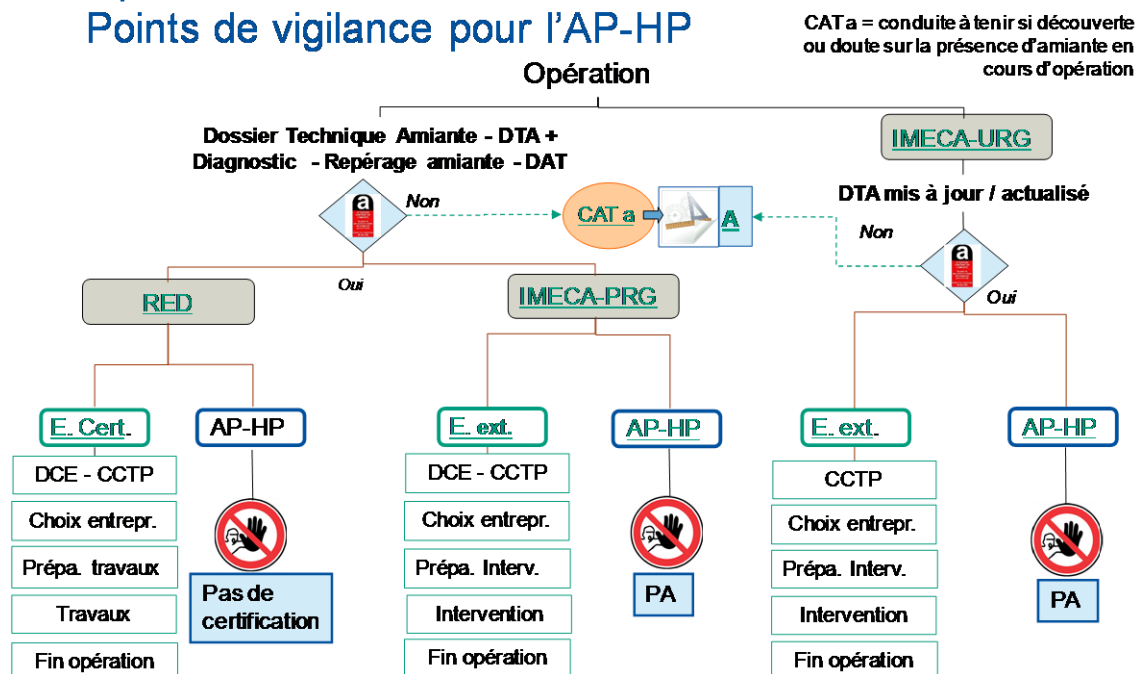
ou petites révisions qui s'inscrivent dans un cycle de maintenance relèvent plutôt de la sous-section 4, en particulier lorsqu'il s'agit d'une remise en état au regard d'un risque de panne ou d'usure identifié.
Pour les entreprises qui se réfèrent à la norme AFNOR NF EN 13306, il s'agit des travaux de niveaux 1 et 2 et de certains travaux de niveau 3.

- 7 Les travaux relevant de la sous-section 3 sont des travaux qui permettent de traiter l'amiante ou le MCA, c'est à dire de gérer l'amiante, au sens où l'entend le code de la santé publique, que ce soit par stockage dans une installation adaptée, par vitrification ou par recouvrement total et étanche. La notion de retrait doit être interprétée, non au sens physique ou littéral du terme mais au sens juridique de l'action de traitement du matériau, de sa gestion jusqu'à son élimination finale.
Il s'ensuit que le seul enlèvement d'un équipement dans son entièreté ne suffit pas à lui seul à entraîner l'application des dispositions de la sous-section 3. En effet, si l'équipement en entier est envoyé directement en installation de stockage : SS3. L'opération peut aussi être décomposée en deux étapes : l'enlèvement sur site de l'équipement dans son entièreté (SS4) et son démantèlement en installation fixe pour retirer les MCA qui y sont intégrés en vue d'une valorisation des déchets (SS3).
Cf. note du DGT du 24 novembre 2014
- 8 S'agissant des installations et équipements industriels, le terme de démantèlement est utilisé plutôt que celui de démolition.
- 9 Il s'agit d'une intervention (SS4) associée à une opération de retrait de MCA (SS3) pouvant engendrer l'émission de fibres d'amiante notamment par dégradation du MCA comme par exemple la découpe de tuyaux métalliques d'une installation industrielle en vue de son désamiantage dans une installation fixe.
- 10 Les opérations de courte durée ou de petite révision programmées, techniquement structurées, et organisées relèvent de la sous-section 3, lorsque les 2 conditions suivantes sont remplies :
- elles visent à retirer systématiquement un matériau ou une pièce amiantée,
 - elles concernent un ensemble ou une série d'équipements, de matériels ou d'articles, par exemple à l'occasion de visites périodiques.
- Pour les entreprises qui se réfèrent à la norme AFNOR NF EN 13306, il s'agit de certaines opérations de niveau 3 qui visent également à retirer systématiquement un matériau ou une pièce amiantée, sur l'ensemble d'une série de véhicules par exemple, à l'occasion de visites périodiques.
Il peut arriver que pour les besoins d'une opération de maintenance sur un organe non amianté, la dépose puis la remise en place d'une pièce ou d'un élément contenant de l'amiante soit nécessaire. Il s'agit là d'une opération intermédiaire ne constituant pas un traitement du MCA qui relève alors de la SS4 (cf. instruction DGT n° 2011/07 du 14 septembre 2011 relative aux opérations effectuées sur le matériel roulant ferroviaire).
- 11 Les travaux de maintenance programmée de grande révision ou de structure, techniquement structurés et organisés, qui s'inscrivent dans le cycle de maintenance, les grosses réparations, opérations de modernisation, de rénovation, les modifications importantes du matériel relèvent de la sous-section 3.
Il en va de même pour l'enlèvement d'un équipement dans son entièreté, sauf si cette opération se décompose en deux étapes (cf. point 7).
Pour les entreprises qui se réfèrent à la norme AFNOR NF EN 13306, il s'agit des opérations de niveaux 4 et 5.
Attention : l'enlèvement de MCA et sa remise en place après modernisation ou révision relève de la SS4 car il n'y a pas traitement de l'amiante (cf. 1).
Ex : Opérations sur un ouvrage d'art métallique : dépose et remplacement de la suspension d'un pont (câbles et suspente) par découpe des câbles à certains endroits, pose en goulotte puis enroulement de chaque câble sur dévidoir : SS3.
- 12 L'encapsulation (appelé confinement dans le code de la santé publique) est prévu par le code de la santé publique pour les produits de la liste A et pour les immeubles bâtis, ce qui n'empêche pas qu'il peut être utilisé en lieu et place du retrait pour les équipements, matériels, articles. Pour être considérées comme encapsulation de MCA, les techniques doivent répondre aux 3 conditions suivantes : étanchéité, durabilité et solidité.

Les différents points de vigilance ont été identifiés pour chacune des étapes des opérations, étapes détaillées dans le logigramme suivant.

Opérations & amiante

Points de vigilance pour l'AP-HP



Recours **Marché Bons de commande par GH (CCTP type)** sans mini, ni maxi. **PA**

☒ Vers Fiche A *Fiche de signalement et Conduite à tenir pour les opérations sans amiante identifié*

☒ Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

PARTIE 2 – DECRYPTAGE DE LA REGLEMENTATION SELON LES OPERATIONS

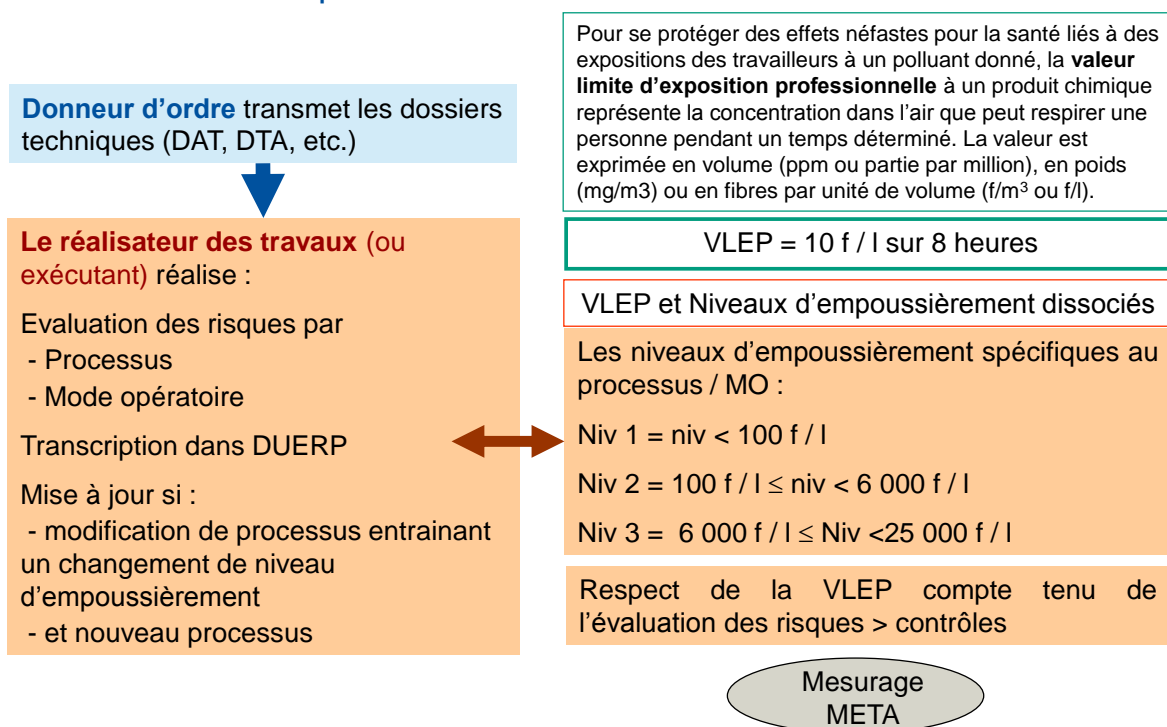
La protection des personnels exposés s'appuie sur des dispositions prises au titre du code du travail et du code de santé publique.

Les dispositions du code du travail prennent en compte l'état des connaissances et l'évolution des techniques de mesurage des fibres d'amiante.

Quelle que soit la nature de l'opération, des dispositions communes sont opposables. D'autres dispositions sont spécifiques à la nature de l'opération envisagée (RED / IMECA).

2.1 - Dispositions communes à toutes les opérations

R. 4412-98, R. 4412-100 & R. 4412-110 - Dispositions communes L'évaluation des risques



Objet	Stratégie d'échantillonnage 1/1/2013 (Arrêté du 14 août 2012 – résultats avec notion de sensibilité des mesures 10% de la VLEP + seuil CSP 5/f/l)	Organisation du travail (durée vacation, nombre quotidien de vacations, temps habillage, déshabillage, décontamination, temps de pauses additionnels après vacation) + APR pour réduction de l'exposition	Information des travailleurs – Notice de poste (rédaction et communication)	Contrôle des VLEP Conditions et résultats
Acteurs	Appel à un organisme accrédité, indépendant des entreprises contrôlées	Employeur de la structure exécutant les opérations	Employeur de la structure exécutant les opérations	
CHSCT Délégués du pers.	Consultation de l'instance de l'employeur exécutant les travaux sur le projet, avec avis à transmettre à l'organisme de contrôle	Consultation de l'instance de l'employeur	Avis du médecin du travail communiqué au CHSCT de l'employeur	Communiqués par employeur
Médecin du travail	Consultation du médecin du travail de l'employeur exécutant les travaux sur le projet, avec avis à transmettre à l'organisme de contrôle	Consultation du médecin de l'employeur	Avis sur la notice de poste par le médecin du travail de l'employeur	Communiqués par employeur
Inspection du travail				Tenus à disposition (y compris au médecin inspecteur du travail)
Service Prévention Sécurité Sociale				Tenus à disposition

Suspension des opérations

Objet	Niveau d'Empoussièrement supérieur à : - VLEP - ou estimation dans DUERP	Niveau supérieur à 5 f/l (seuil CSP) dans bâtiments, équipements environnements, installations, structures dans lesquels une opération est réalisée
Acteurs	Employeur de la structure exécutant les travaux suspend si - Niveau constaté > niveau estimé dans DUERP et si VLEP non garantie. Mesures correctrices + contrôle du niveau d'empoussièrement. - Si niveau d'empoussièrement constaté > niveau 3 d'empoussièrement, suspension et alerte le donneur d'ordre, l'inspection du travail et l'agent des services de prévention des organismes de sécurité sociale + Mise en œuvre des mesures réduisant le niveau d'exposition	Employeur suspend et informe sans délai le donneur d'ordre et le préfet (lieu du chantier) du dépassement, de ses causes et des mesures correctrices et préventives
CHSCT (ou délégués du pers.)		
Médecin du travail		
Inspection du travail	Si niveau d'empoussièrement constaté > niveau 3 d'empoussièrement, est alertée par employeur de la structure exécutant les travaux	
Service Prévention Sécurité Sociale	Si niveau d'empoussièrement constaté > niveau 3 d'empoussièrement, est alerté par l'employeur de la structure exécutant les travaux	

- Dépassement du niveau estimé dans le DUER pour le processus de travail utilisé et respect de la VLEP non garanti
 - ☐ Suspension des opérations jusqu'à mise en œuvre des mesures correctrices
 - ☐ Contrôle du niveau d'empoussièrement vérifiant l'efficacité des mesures
 - ☐ *L'entreprise extérieure en informe sans délai le donneur d'ordre (non réglementaire- bonne pratique)*
 - Exposition des travailleurs (VLEP) : niveau supérieur au 3ème niveau d'empoussièrement soit > 25 000 fibres / litre
 - ☐ Suspension des travaux par l'employeur exécutant les opérations
 - ☐ Alerte du donneur d'ordre, inspection du travail et services prévention de la sécurité sociale du lieu de l'opération
 - ☐ Mise en œuvre des moyens visant à réduire l'empoussièrement
 - ☐ *Information du CHSCT et du médecin du travail AP-HP dans les 2 cas*
 - Environnement à l'extérieur du chantier (5 f/l)
 - Arrêt sans délai des opérations
 - Mise en place des mesures correctrices et préventives pour respecter le seuil
 - Information sans délai du
 - ☐ donneur d'ordre par l'employeur
 - ☐ préfet compétent (lieu du chantier)
 - ☐ Dépassement, causes, mesures prises.
 - ☐ *Information du CHSCT et du médecin du travail AP-HP*
-

2.2 - Dispositions spécifiques à la nature de l'opération

Code du travail (Décret 2012-639)	Retrait Encapsulage Démolition - RED Sous-section 3 Art. R. 4412-125 à Art. R. 4412-143	Intervention sur Matériaux et Équipements Contenant de l'Amiante - IMECA sous sect. 4 Art. R. 4412-144 à Art. R. 4412-143
Entreprise exécutant les opérations	Titulaire d'un certificat de qualification délivré par organismes accrédités	Pas de certification. Mais modes opératoires adressés à l'inspection du travail et CRAMIF-CARSAT et vérifiés périodiquement
Evaluation initiale des risques	Employeur sur la base des - Dossier amiante – parties privées (CSP) - DTA (Matériaux A & B – CSP) - Rapport de repérage des matériaux (C - CSP) - Diagnostic sur déchets de démolition (C Constr) Ou Document équivalent de repérage des MCA joints aux documents de consultation des entreprises par le donneur d'ordre	Employeur sur la base des - Dossier amiante – parties privées (CSP) - DTA (Matériaux A & B – CSP) - Rapport de repérage des matériaux (C - CSP) - Diagnostic sur déchets de démolition (C Constr) Ou Document équivalent de repérage des MCA joints aux documents de consultation des entreprises par le donneur d'ordre
Documents préparatoires	Plan de RED + Plan de prévention	Mode opératoire + Plan de prévention
Interdiction d'emploi	CDD et intérim, moins de 18 ans⁹	CDD et intérim, moins de 18 ans⁸
Formation des travailleurs	Attestation de compétences délivrée par organisme de formation certifié par un organisme accrédité	Attestation de compétences délivrée par organisme de formation ou l'employeur ayant dispensé la formation

⁹ Le décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013 a modifié la liste des travaux interdits et réglementés pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans. Une disposition spécifique à l'amiante de ce décret a été annulée par décision du Conseil d'État en date du 18 décembre 2015 :


- Art. D. 4153-18 (texte initial).-I. Code du travail— Il est interdit d'affecter les jeunes à des opérations susceptibles de générer une exposition à un niveau d'empoussièrement de fibres d'amiante de niveau 1,2 et 3 définis à l'article R. 4412-98.
« II. — Il peut être dérogé à l'interdiction mentionnée au I pour des opérations susceptibles de générer une exposition à des niveaux d'empoussièrement de fibres d'amiante de niveau 1 ou 2 définis à l'article R. 4412-98 dans les conditions et formes prévues à la section 3 du présent chapitre.
- Décision du Conseil d'État n° 373968 du 18 décembre 2015 :
Article 1er : Le décret n° 2013-915 du 11 octobre 2013 est annulé en tant qu'il prévoit, au II de l'article D. 4153-18 du code du travail, qu'il peut être dérogé à l'interdiction fixée au I du même article pour des opérations susceptibles de générer une exposition au niveau 2 d'empoussièrement de fibres d'amiante.


De fait, une dérogation est possible pour le niveau 1 d'empoussièrement (empoussièrement inférieur à 10 fibres / litre – soit la VLEP applicable à compter du 2 juillet 2015) dans les conditions prévues aux articles R. 4153-18 et suivants du code du travail.

Les dispositions R.4153-9 à R.4153-43 précisent les conditions à remplir par l'entreprise ou l'établissement, ainsi que les procédures à suivre. Cette dérogation est soumise à validation de l'inspecteur du travail.

Code du travail (Décret 2012-639)	Retrait Encapsulage Démolition - RED Sous-section 3 Art. R. 4412-125 à Art. R. 4412-143	Intervention sur Matériaux et Équipements Contenant de l'Amiante - IMECA sous sect. 4 Art. R. 4412-144 à Art. R. 4412-143
	Pré-requis = aptitude médicale (APR)	Pré-requis = aptitude médicale (APR)
Information des travailleurs	Notice de poste FIE (R. 4412-120)	Notice de poste FIE (R. 4412-120)
Contrôle d'empoussièrément	Organisme accrédité indépendant des entreprises contrôlées	Organisme accrédité indépendant des entreprises contrôlées

2.3 - Application des dispositions du décret 2012-639 a l'AP-HP

Décret 2012-639	Dispositions Spécifiques - Travaux Retrait Encapsulage Démolition - RED		
Document	Plan de Retrait, d'Encapsulage, de Démolition		
Exécutant	Entreprise Extérieure certifiée / processus		AP-HP
Acteurs	Entreprise Extérieure	AP-HP	Non concerné
CHSCT Délégués du pers.	Avis de son instance	Information de son instance (bonne pratique)	 <p>L'AP-HP ne dispose pas de la certification pour ces opérations</p>
Médecin du travail	Avis de son médecin	Information de son médecin (bonne pratique)	
Inspection du travail	Transmis (lieu de l'opération) 1 mois avant démarrage des travaux 8 j si urgence sauf opposition de l'inspection du travail		
Service Prévention Sécurité Sociale	Transmis (lieu de l'opération) 1 mois avant démarrage des travaux 8 j si urgence sauf opposition l'inspection du travail		

Décret 2012-639	Dispositions Spécifiques. Intervention sur MECA – Maintenance programmée et en urgence		
Document	Mode opératoire		
Exécutant	Entreprise extérieure		AP-HP
Acteurs	Entreprise extérieure	AP-HP	Non concerné
CHSCT Délégués du pers.	Avis de son instance (établissement et modification)	Information de son instance (établissement et modification)	 <p>Position institutionnelle dans le cadre du plan Amiante actualisé : exclusion des interventions par le personnel AP-HP</p> <p>Absence de moyens de protection collective et individuelle adaptés. Gestion lourde des modes opératoires.</p>
Médecin du travail	Avis de son médecin (établissement et modification)	Information de son médecin (établissement et modification)	
Inspection du travail	Transmis (établissement et modification) – du ressort du siège de l'entreprise ** et celui du lieu de la 1 ^{ère} mise en œuvre.		
Service Prévention Sécurité Sociale	Transmis (établissement et modification) du ressort du siège de l'entreprise **		

** Si cumul d'opérations > 5 j, transmission supplémentaire à l'inspection du travail & Service Prévention du lieu de l'opération – Cf. Fiche C et fiche 6 - Mode opératoire.

2.4 - Rôle du référent technique amiante

Le rôle des référents technique Amiante des sites (un par site) est primordial, car il est l'une des personnes-ressource en capacité d'assister les décideurs et d'apporter le support technique nécessaire pour pouvoir estimer la dangerosité ou la conformité des opérations - voir chapitre lettre de mission des référents amiante.

Ce référent aura reçu préalablement la formation d'encadrant technique et chantier (voir chapitre 2.2 Dispositif de formation) et disposera d'une notice de poste. Cette habilitation lui permettra d'entrer en zone chantier en cas d'incident pendant les opérations si nécessaire et en fin de chantier pour le suivi des mesures libératoires.

Nota : important, il ne s'agit pas d'un transfert de responsabilité, car le directeur de Groupe Hospitalier reste le donneur d'ordre.

Notice de poste

- Au titre de la réglementation Risques chimiques - ACD (CT-R4412-39) et de l'obligation d'informations des travailleurs pour le risque Amiante (R4412-116)
- Réalisée par l'employeur
- Transmise pour avis au médecin du travail
- Avis du médecin du travail communiqué au CHSCT
- Une notice par poste de travail ou situation de travail exposant à un ACD (R4412-39)
 - **Notice par activité de surveillance de bonne exécution de chantier et activité de secours** (Techniques – mode opératoire utilisé compte tenu des matériaux concernées des protections collectives mises en œuvre)
 - INRS – ED6027: Tâche à effectuer en plusieurs phases par un opérateur / Procédé en plusieurs étapes par un ou plusieurs opérateurs / suivi d'un produit chimique de la réception à l'élimination

Contenu de la notice de poste

- Règles d'hygiène applicables
- le cas échéant, Consignes relatives à l'emploi des équipements de protection collective ou individuelle.
- Exemple
 - Description des différentes phases de travail avec les étapes sûres, les phases critiques, les interventions, les situations anormales prévisibles, et les opérations annexes
 - Identification des risques
 - Mesures de prévention et consignes de sécurité
 - Protection collective
 - Consignes sur le port des EPI
 - Règles d'hygiène
 - Mesures d'urgence en cas de dysfonctionnement
 - Dispositifs de 1er secours

2.5 - Évaluation des risques

Dans le cadre de l'évaluation des risques, il appartient à l'entreprise extérieure de déterminer le niveau d'empoussièrement généré par chaque processus de travail et d'effectuer son classement selon trois niveaux.

L'empoussièrement, estimé en trois niveaux, n'est pas déterminé en fonction de la valeur limite d'exposition professionnelle.

Celle-ci représente la concentration moyenne en fibre d'amiante dans l'air inhalé par le travailleur sur huit heures de travail. La Valeur Limite d'Exposition Professionnelle (VLEP) prend en compte les fibres OMS et les fibres fines. Elle est fixée à 10f/l sur 8h depuis le 1^{er} juillet 2015.

Ainsi les niveaux d'empoussièrtements correspondent aux valeurs suivantes:

Niveaux d'empoussièrtement	Empoussièrtement
Niveau 1	< 100 f/l
Niveau 2	>= 100 et < 6 000 f/l
Niveau 3	>= 6 000 et < 25 000 f/l

Pour un empoussièrtement supérieur à 25 000 f/l, il n'existe pas d'appareils de protection respiratoire adaptés compte tenu des facteurs de protection assignés de ces équipements actuellement sur le marché. Un processus présentant un tel niveau d'empoussièrtement ne doit pas être entrepris en présence du personnel mais peut être robotisé.

Ces dispositions renforcent les conditions de vérification du respect de la VLEP par les employeurs.

Ces 3 niveaux d'empoussièrtement déterminent les moyens de protection collective (arrêté du 8 avril 2013) et les équipements de protection individuelle dont les appareils de protection respiratoires (arrêté du 7 mars 2013) qui doivent graduellement mis en oeuvre.

À savoir :
Source : INRS

L'INRS met à disposition l'outil [Scol@miante](#). Cette application permet « à tout utilisateur de réaliser une évaluation *a priori* des expositions à l'amiante lorsqu'il est face à une situation de travail mettant en jeu des matériaux amiantés. »

« L'utilisation de Scol@miante ne peut pas se substituer à l'évaluation réglementaire des niveaux d'empoussièrtement des processus qui incombe à l'employeur telle qu'elle est fixée dans l'article R.4412-98 du code du travail.

Elle permet néanmoins d'informer l'utilisateur sur les niveaux d'empoussièrtement *a priori* susceptibles d'être générés par les processus mis en œuvre, et lui transmettre des recommandations de prévention appropriées vis-à-vis du risque d'exposition aux fibres d'amiante en fonction de ces niveaux. »

Les conditions de mesurage des empoussièrtements et de contrôle de la VLEP sont effectuées par des organismes accrédités qui définissent la stratégie d'échantillonnage, dans les conditions fixées par l'arrêté du 14 août 2012. Les organismes sont obligatoirement indépendants des entreprises qu'ils contrôlent.

L'analyse META (Microscope Electronique à Transmission Analytique) est la seule qui permet d'analyser et de compter à la fois les fibres longues et les fibres fines et de définir des niveaux d'empoussièrtement par comptage, conformément à la norme NF X 43-050.

L'entreprise détermine son analyse de risques en fonction des matériaux concernés, elle évalue le niveau d'empoussièrement et le mode opératoire qu'elle va mettre en œuvre, ainsi que les moyens de protections collectives et individuelles, dont les appareils respiratoires, conformément au Code du travail et notamment dans le cadre de la démarche d'évaluation des risques professionnels (article L. 4121-2).

L'AP-HP, se doit d'assurer au titre du code de la santé publique un niveau d'empoussièrement environnemental inférieur à 5f/l à l'extérieur du chantier en prenant comme critère la présence d'occupant autre que les opérateurs amiante du chantier.

Les principes et moyens à mettre en œuvre par l'entreprise¹⁰ doivent réduire le plus bas possible techniquement la durée et le niveau d'exposition des travailleurs et garantir l'absence de pollution des bâtiments et de l'environnement dans lesquels les opérations sont réalisées.

L'entreprise doit mettre en œuvre des mesures visant à :

- L'abattage des poussières ;
- L'aspiration des poussières à la source ;
- La sédimentation des poussières à la source ;
- La décontamination par les moyens appropriés.

¹⁰ Cf. L'arrêté du 8 avril 2013, relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Niveau d'empoussièrement et VLEP Ne pas confondre

Définition et hypothèse

Exemple

- | | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ■ Niveau d'empoussièrement <ul style="list-style-type: none"> □ Évaluation du niveau d'empoussièrement par processus. Une opération peut comporter plusieurs processus. □ Un opérateur peut cumuler plusieurs processus. ■ Appareil de protection respiratoire : facteur de protection = 30
pour ½ masque à ventilation assistée ■ Temps d'exposition effective = 1/2 heure ■ L'exposition professionnelle est évaluée sur une base de 8 heures. | <ul style="list-style-type: none"> ■ Pour un processus <ul style="list-style-type: none"> □ Pour un niveau d'empoussièrement initial = 6000 f/l ■ Niveau d'exposition avec APR : <ul style="list-style-type: none"> □ $6000 / 30 = 200 \text{ f/l}$ ■ Niveau d'exposition avec le temps de ¼ heure d'exposition <ul style="list-style-type: none"> □ $200 / 16$ <ul style="list-style-type: none"> • 16 demi-heures dans 8 heures, □ soit 12,5 f/l à comparer à <ul style="list-style-type: none"> • 10 f/l pour la VLEP opposable. |
|--|--|

Dans tous les cas, même sous la VLEP, le niveau doit être le plus faible possible.

Pour approfondir :

Notes Techniques. Amiante : Recommandations pour vérifier le respect de la VLEP. Céline Eypert-Blason, Anita Romero-Hariot, Raymond Vincent, INRS. Hygiène et sécurité du travail – n° 231 – juin 2013

Au cas où la société constate que le niveau d'empoussièrement dépasse le niveau estimé dans le document unique d'évaluation des risques, elle doit suspendre les opérations jusqu'à rétablissement de la situation.

La société qui constate un dépassement de la limite supérieure du niveau 3 doit immédiatement suspendre les opérations et alerter le donneur d'ordre.

Code du travail - Dispositions communes
Conduite à tenir en cas d'incident : dépassement des seuils

- Dépassement du niveau estimé dans le DUER pour le processus de travail utilisé et respect de la VLEP non garanti
 - Suspension des opérations jusqu'à mise en œuvre des mesures correctrices
 - Contrôle du niveau d'empoussièrement vérifiant l'efficacité des mesures
 - *L'entreprise extérieure en informe sans délai le donneur d'ordre (non réglementé)*
- Exposition des travailleurs : niveau supérieur au 3^{ème} niveau d'empoussièrement
 - Suspension des travaux par l'employeur exécutant les opérations
 - Alerte du donneur d'ordre, inspection du travail et services prévention de la sécurité sociale du lieu de l'opération
 - Mise en œuvre des moyens visant à réduire l'empoussièrement
 - *Information du CHSCT et du médecin du travail AP-HP dans les 2 cas*
- Environnement à l'extérieur du chantier (5 f/l)
 - Arrêt sans délai des opérations
 - Mise en place des mesures correctrices et préventives pour respecter le seuil
 - Information sans délai du
 - donneur d'ordre par l'employeur
 - préfet compétent (lieu du chantier)sur les causes du dépassement, et sur les mesures prises.
 - *Information du CHSCT et du médecin du travail AP-HP*

2.6 -Protection de l'environnement

2.6.1 - Contrôle de l'empoussièrement environnemental à l'extérieur du chantier

La protection de l'environnement du chantier est fixée par le code de santé publique et notamment le décret du 3 juin 2011, le dépassement du seuil de 5f/l à l'extérieur du chantier entraîne sans délai, l'arrêt des opérations et la mise en place de mesures correctrices et préventives permettant de rétablir le seuil. L'entreprise informe sans délai le donneur d'ordre ainsi que le préfet en expliquant les raisons et causes ainsi que les mesures prises pour y remédier.

**Contrôle de l'empoussièrement environnemental
à l'extérieur du chantier 5 f/l – C. Santé Publique
Critères**

- **Obligatoire**
 - ☐ RED
 - ☐ IMECA à proximité du public si le niveau d'empoussièrement (évaluation des risques) est supérieur ou égale à 10f/l (Ex : Toutes interventions dans un lieu où le public accède à la proximité du chantier - Cf. circulation, salles de consultation, etc.)
 - ☐ Y compris dans la phase de qualification du mode opératoire
- **Non obligatoire**
 - ☐ Toutes interventions dans un lieu clos dans lequel le public n'accède pas (exemple chaufferie)
- **Fréquence conseillée si le niveau d'empoussièrement est supérieur ou égale à 10 fibres par litre**
 - ☐ 2 fois par semaine minimum si zone occupée, sinon 1 fois par semaine
- ***Réception sous 48 h des résultats de l'empoussièrement environnemental. Adressage d'une copie immédiate au directeur chargé des travaux ou son représentant qui transmettra aux référents Amiante / Encadrants technique et chantier***

2.6.2 - Traitement des déchets

L'AP-HP a pris la décision de manière institutionnelle de traiter les déchets, **sauf re-vêtements bitumineux de chaussées**, par INERTAGE, solution qui consiste à rendre inerte l'amiante. De ce fait, nous ne sommes pas propriétaires des déchets dès lors que nous avons la preuve de leur valorisation finale (inertage) et nous participons, de fait, à une démarche de développement durable. Pour ce qui concerne les déchets amiantés issus de travaux sur chaussées, le traitement par inertage est inapproprié et polluant : l'AP-HP reste propriétaire de ces derniers déchets qui font l'objet d'un stockage.

En ce qui concerne les autres déchets contenant de l'amiante issus du chantier (équipements de protection individuelle, filtres, chiffons souillés, boues, liquides pollués...), ils sont considérés comme des déchets dangereux contenant de l'amiante et doivent être éliminés comme tel.

Déchets

- ☐ **Documents indispensables**
 - ☐ Certificat d'acceptation préalable des déchets avant le début des travaux (dans tous les cas, inertage ou stockage adapté)
 - ☐ Certificat d'élimination des déchets avec procédés d'inertage (dans le cas général)

- ☐ Bordereau de suivi des déchets amiantés
 - Un BSDA par type de matériau (code déchet)
 - Exemples :
 - Plâtre et briques liés dans un même « big bag » = 1 BSDA
 - EPI dans un « big bag » = 1 BSDA
 - Mitres ou conduit de cheminée dans un « big bag » ou emballage spéciale double peau pour les grandes longueurs. = 1 BSDA
 - Déchets issu de travaux sur chaussées amiantées = 1 BSDA
 - Délai de conservation du BSDA final : 5 ans.
 - La numérisation de ce BSDA est fortement recommandée et permet une conservation plus longue.
- ☐ **Statut du bon de réception des déchets dans les installations du prestataire d'inertage (cas général) ou de stockage (cas des revêtements routiers) avant BSDA**
- ☐ Paiement service fait qui entraînerait une réduction des délais d'obtention du BSDA
- ☐ **Démarches DREAL** : les conditions d'exécution des marchés centraux relatifs aux opérations sur amiante précisent les modalités de prise en charge des déchets amiantés. Aucune démarche de déclaration ou d'autorisation auprès de la DREAL n'est nécessaire.
- ☐ **Protocole de sécurité** (pour les opérations de chargement-déchargement - article 4515-4 à 11 du code du travail)
 - ☐ Le document dit protocole de sécurité remplace le plan de prévention pour les opérations de chargement et déchargement. Il s'applique à l'amenée et l'enlèvement du conteneur à déchets 6 faces.
- ☐ **Procédure Transport de matières dangereuses – voir INRS ED 6028**
 - ☐ Vérification de l'attestation ADR, de la signalétique du véhicule
 - ☐ Tous les « big bags » peuvent être transportés dans un même véhicule disposant de la spécialité ADR et en possession des différents BSDA correspondants.
- ☐ **Conditionnement**
 - ☐ Favoriser pour le rangement des sacs de type « big bag » les conteneurs type maritime fermés sur 6 faces et étanches – Recommandation à ajouter dans les CCTP
 - ☐ Ne pas mélanger les déchets de nature différente dans un même sac ou « big bag »
 - Exemples :
 - Tuyauterie de ventilation dans un sac,
 - EPI, filtres dans un autre sac
 - Revêtement amianté sur gravats dans un « big bag »,
 - Tôle fibro-ciment dans un emballage spécifique
 - ☐ Mise sur palette adaptée au poids des sacs de type « big bag »
 - Nota : le gerbage des « big bags » est interdit
 - ☐ Accessibilité du local « déchets Amiante » ou des conteneurs pour les camions prenant en charge les déchets

☐ **Scellé des « bigs bags »**

- ☐ Déchets issus des matériaux de la liste A et des matériaux dégradés de la liste B >> Scellé obligatoire, nom, n° SIRET et n° de lot conformément au décret du 28 avril 1988
- ☐ Locaux des déchets
- ☐ Conformité aux normes des installations classées selon le régime de déclaration ou d'autorisation

A noter :

Le protocole convenu avec le prestataire d'inertage contient un plan de management de la qualité pour le respect des bonnes pratiques. Il est accessible auprès du service en charge du suivi technique du dossier amiante au siège de l'AP-HP.
Les BSDA doivent être archivés pendant 5 ans

☐ Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

PARTIE 3 – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES SPECIFIQUES RELATIVES A LA SOUS - SECTION 3 - RETRAIT - ENCAPSULAGE - DEMOLITION

3.1 - Objet du memento

Conduire les opérations de travaux « de retrait ou d'encapsulage » sur des matériaux susceptibles de libérer des fibres d'amiante, conformément à la réglementation en vigueur, afin de protéger la santé et la sécurité des personnes (pour la maintenance, se référer à la partie 4 du volet technique de ce guide amiante).

3.2 - Finalité

Préserver la santé des opérateurs des entreprises extérieures, des agents de l'AP-HP et du public à l'occasion de travaux, en prenant en compte l'évolution des connaissances liées aux fibres courtes et fines.

3.3 - Domaine d'application

☞ **Dans tous les locaux dont l'AP-HP est propriétaire.**

Préalablement à l'application des règles de protection relatives aux risques d'exposition à l'amiante fixées aux articles R. 4412-94 du Code du travail, dont les dispositions s'appliquent :

- 1° aux travaux de retrait, ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements, des matériels ou des articles en contenant, y compris dans les cas de démolition,
- 2° aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de libérer des fibres d'amiante¹¹. »

Il convient pour tous les acteurs concernés de mettre en perspective l'opération projetée au regard de la réglementation applicable aux opérations de bâtiment et de génie civil.

3.4 - Acteurs concernés ¹²

- les entreprises extérieures de travaux (**employeur**)
- les prestataires de diagnostic avant travaux (DAT), de contrôle d'empoussièrement et d'examen visuel.

¹¹ cf. Partie 4 du volet Technique de ce guide Amiante.

¹² Ne sont pas cités pas en compte les corps de contrôle et d'inspection figurant dans le Code de santé publique (art. R.1334-29-4 et art. R. 1334-29-5).

AP-HP (donneur d'ordre) :

- Directeur de l'établissement
- Directeurs des investissements et des travaux
- Ingénieurs Travaux
- Référents amiante des sites (encadrant technique, encadrant chantier)
- Directeur des ressources humaines (cf. CHSCT, formation)
- Conseiller en prévention des risques professionnels
- Médecin du travail
- CHSCT
- Comité Amiante
- Tous les agents des services techniques et tous les agents des services

Contrôle :


- Inspecteur du travail
- Contrôleur des services prévention de la Sécurité Sociale
- Inspecteur des installations classées.

3.5 - Références

1. Textes réglementaires :
 - Code du travail (4^{ème} partie)
 - Code de santé publique (1^{ère} partie - Livre 3)
 - Code de l'environnement (ICPE et Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances, Titre IV : Déchets)
2. Recommandations :
 - Haut Conseil de la Santé Publique
 - Direction Générale du travail
 - Institut National de Recherches et de Sécurité INRS
3. Sources réglementaires et normatives :
 - Caisse Régionale d'Assurance Maladie Ile de France, CRAMIF
 - Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail, CARSAT
 - Association française de normalisation, AFNOR
 - Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail ANSES (ex AFSSET)

3.6 - Points de vigilance

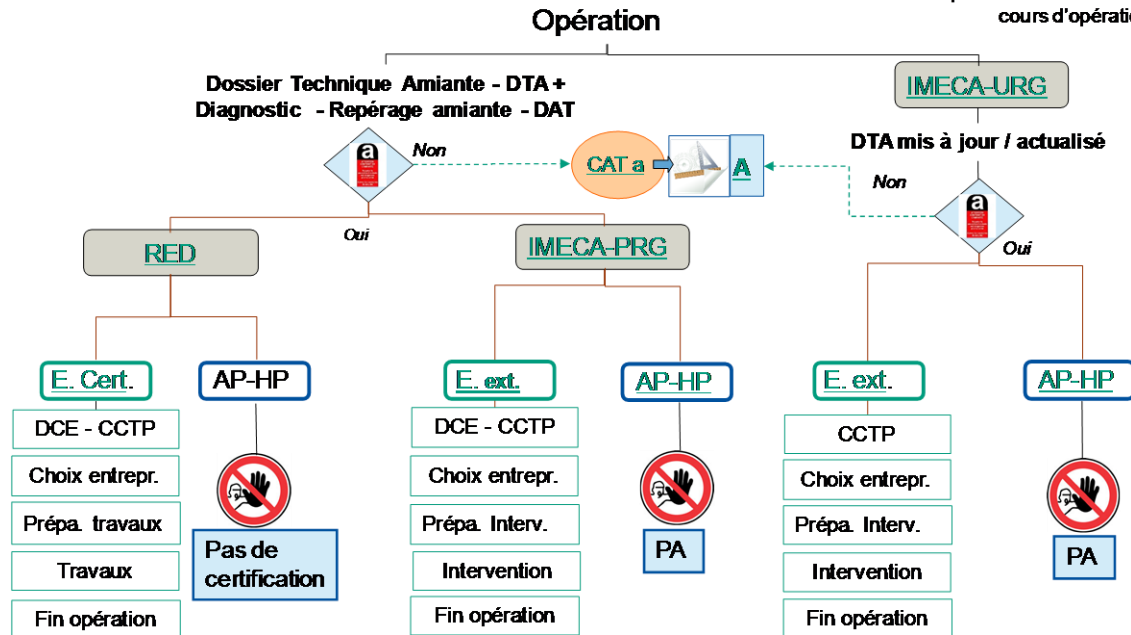
Les points de vigilance identifiés sont présentés sous forme de check list.

Le repère de type  signale les points faisant l'objet d'un complément d'information ou d'un support d'aide présenté dans la partie 5 « En savoir + ». Dans la version numérique, la sélection de l'icône permet l'accès direct à la fiche, ainsi que les liens identifiés par ☐ et les mots soulignés en bleu.

Opérations & amiante

Points de vigilance pour l'AP-HP

CAT a = conduite à tenir si découverte ou doute sur la présence d'amiante en cours d'opération



Recours **Marché Bons de commande par GH (CCTP type)** sans mini, ni maxi. **PA**

☒ Vers

Fiche A Conduite à tenir pour les opérations sans amiante identifié

Fiche A Fiche de signalement

Fiche 1 IMECA programmables

Fiche 1 IMECA en urgence

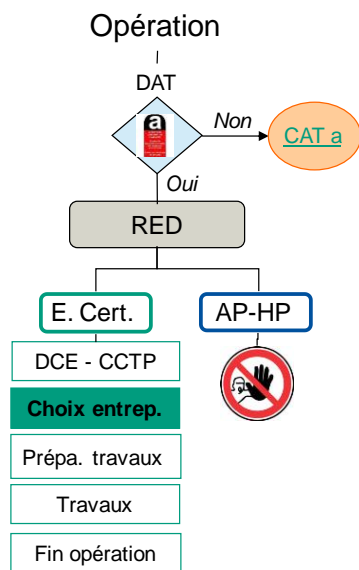
[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

Opération	Description précise de l'opération souhaitée et de sa localisation		<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Demande de la <u>partie Amiante du DUER</u> de l'entreprise 		<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Demande des modalités et des moyens de contrôle du niveau d'empoussièrement de l'environnement à l'extérieur du chantier et à l'intérieur du chantier (examen visuel, test de fumée, empoussièrement) pendant la durée du chantier (fréquence, type, nombre, localisation) 		<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Demande du nombre de salariés présents sur le chantier avec copie de leur attestation de compétence 		<input type="checkbox"/>
	<p>Proposition d'un <u>cahier des charges type</u></p>		<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Acceptation ou refus de financer le chantier-test pour l'opération visée 		<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Demande d'attestation de non emploi de CDD, d'intérim ou de jeunes en formation. 		<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Demande d'attestation sur l'honneur sur le recours à un organisme indépendant agréé pour le mesurage d'empoussièrement et autres contrôles 		<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'AP-HP rend obligatoire l'inertage des <u>déchets</u> amiantés (sauf revêtement bitumeux de chaussée traité par stockage). 		<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Entreposage des « big bags » contenant les <u>déchets</u> amiantés dans des conteneurs type maritime fermés sur 6 faces et étanches à favoriser 		<input type="checkbox"/>
	<p>Prise en compte de la <u>composante amiante dans la conduite d'une opération</u> de travaux</p>		<input type="checkbox"/>

☒ Vers

Fiche A **Conduite à tenir pour les opérations sans amiante identifié**

Fiche A **Fiche de signalement**



■ Vérification du processus proposé par rapport à l'opération souhaitée et de sa localisation avec les éléments du [document unique d'évaluation des risques professionnels](#) (DUER) communiqués et notamment l'estimation de l'empoussièrement par un organisme agréé (chantier- test)



■ Vérification des attestations de compétence



■ Vérification de la présence d'attestation du non emploi de CDD ou d'intérim ou de jeunes en formation



■ Vérification de la présence d'attestation du recours à un laboratoire accrédité indépendant de l'entreprise candidate pour le contrôle de l'empoussièrement



■ Vérification des modalités et moyens de [contrôle du niveau d'empoussièrement](#) à l'extérieur du chantier



■ Vérification du conditionnement des [déchets](#) (favoriser les conteneurs type maritime fermés sur 6 faces et étanches)



■ Vérification de la prise en charge des déchets avec inertage (sauf revêtement bitumeux de chaussée traité par stockage).



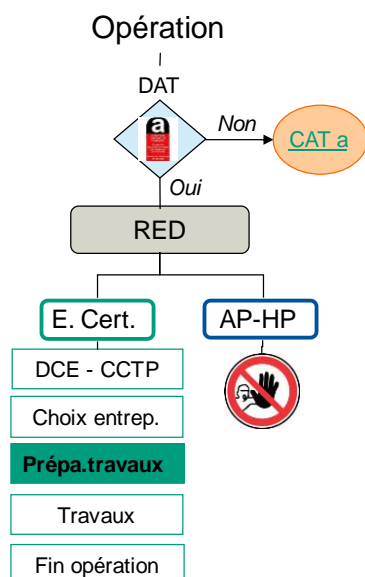
☐ En cas d'absence de processus certifié, l'entreprise avec 2 chantiers tests validés est mieux notée que celle qui n'en a qu'un



Opération RED

Points de vigilance pour l'AP-HP

En savoir +



- Pour l'évaluation des risques Amiante, transmission de tous les [documents techniques de repérage](#) à l'entreprise extérieure



- Recevoir le plan RED avec copie de la transmission à l'inspection du travail et à l'agent de contrôle de l'organisme de sécurité sociale

☐

- Exiger que le hublot permette une bonne visualisation de la zone de désamiantage ou prévoir caméras étanches

☐

- Vérifier les modalités de mesurage de l'empoussièrément et la stratégie de prélèvements

☐

- Avoir connaissance des résultats des chantiers – tests

- Obtenir l'identité de l'encadrant de chantier

☐

- Informer le CHSCT du site AP-HP de ces éléments

PA

☐

- [Informez les personnels AP-HP](#) présents dans l'environnement immédiat du chantier sur la nature de l'opération et les protections mises en œuvre ([Formation](#), [Balisage](#)).

PA

☐

- Informer les services techniques et ceux de la sécurité incendie et de la sécurité anti-malveillance de l'existence du chantier et du respect des confinements et autres consignes

☐

- Rédiger le plan de prévention après visite d'inspection commune pour les activités communes aux abords du chantier et sur les voies de circulation utilisées pour l'acheminement des équipements, le stockage temporaire et l'évacuation des déchets, sauf chantier soumis à coordination de sécurité et protection de la santé (chantier clos et indépendant)

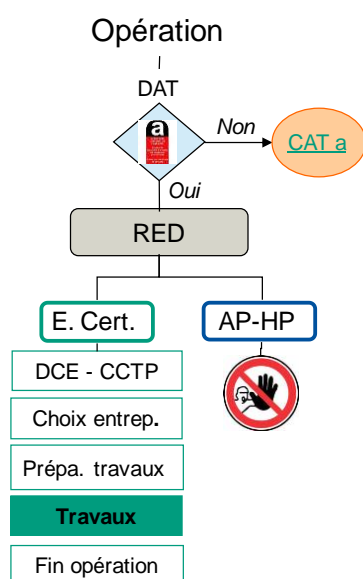
☐

- Rédiger le protocole de sécurité pour l'amenée et l'enlèvement du conteneur (6 faces) de conditionnement des déchets

☐

- Vérifier le certificat d'acceptation préalable des [déchets](#)

☐



■ Accès aux différents documents [registre chantier] sans pénétrer dans la zone de chantier

■ Vérifier l'application du plan de retrait, d'encapsulage ou de démolition et du programme de contrôle de l'entreprise

■ Vérifier régulièrement la validité du plan de prévention défini dans le cas de chantier non clos et non indépendant

■ Contrôle hebdomadaire de l'atmosphère dans la zone environnante du chantier ou locaux affectés (META) mandaté par le donneur d'ordre et réalisé par un organisme indépendant de celui de l'entreprise pour évaluer l'impact du chantier dans l'environnement et le risque des personnes séjournant à l'extérieur de la zone de travail - Cf. INRS Ed6091

■ S'assurer du contrôle de l'empoussièrisme environnemental à l'extérieur du chantier (5 f/l) par l'entreprise dont la fréquence dépend de l'occupation du site (2 fois par semaine minimum si occupé, sinon 1 fois par semaine)

■ Vérifier la validité des conditions de stockage temporaire et d'élimination des déchets

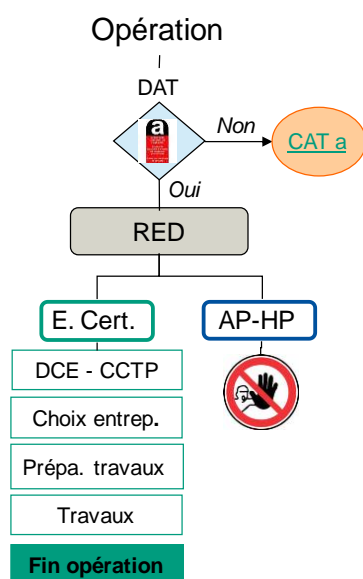
■ Vérifier la permanence téléphonique 24/24 pour contacter l'encadrant de chantier pendant le déroulement effectif du chantier.

■ Vérifier la permanence du dispositif de confinement et des sources électriques.

Fin opération

Opération RED Points de vigilance pour l'AP-HP

En sa-
voir +



- | | | |
|--|--|--------------------------|
| ■ Contrôle (META) par l'entreprise du niveau d'empoussièrement après nettoyage du chantier avant enlèvement du confinement et avant restitution | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Faire procéder par l'expert chargé du diagnostic à l'examen visuel en l'absence de pollution de la zone de travaux (soit après réception des résultats de contrôle META avant restitution) après dépose de l'isolement et du calfeutrement pour s'assurer de la qualité du retrait et du nettoyage | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Contrôle d'analyse libératoire (META) après le repli du chantier, mandaté par le donneur d'ordre et réalisé par un organisme indépendant de celui de l'entreprise pour contrôler l'absence d'amiante dans l'atmosphère – cf. INRS Ed6091 | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Obtenir et archiver le rapport de fin de travaux de Retrait, d'Encapsulation ou de Démolition | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Mettre à jour sans délai le Dossier Technique Amiante et le document unique d'évaluation des risques professionnels | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Vérifier la cohérence de la signalisation | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Déchets : Vérification du conditionnement des déchets (favoriser les conteneurs type maritime fermés sur 6 faces et étanches) – L'inertage des déchets est imposé (sauf revêtement bitumeux de chaussée traité par stockage). | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Prise en charge effective des déchets en inertage (sauf revêtement bitumeux de chaussée traité par stockage). | | <input type="checkbox"/> |

3.7 - Préparation d'une opération

Une opération de désamiantage se construit dans chacune des quatre étapes suivantes:

- a. Définition du programme dont l'étude de faisabilité
- b. Repérage de l'amiante (Diagnostic avant travaux – DAT)
- c. Rédaction du CCTP
- d. Choix des entreprises

Voir partie 1 et fiches de vigilance de la partie 5.1.

Pour réaliser les travaux d'encapsulage et de retrait d'amiante ou d'article(s) en contenant, le donneur d'ordre fait appel à une entreprise justifiant de sa capacité à réaliser ces travaux par l'obtention de la certification délivrée par des organismes certificateurs. Ces travaux sont assujettis à la rédaction d'un plan de retrait.

3.8 - Évaluation initiale des risques

Dans le cadre de l'évaluation des risques, il appartient à l'entreprise extérieure de déterminer le niveau d'empoussièrement généré par chaque processus de travail, et d'effectuer son classement selon trois niveaux.

Niveaux d'empoussièrement	Empoussièrement
Niveau 1	< 100 f/l
Niveau 2	>= 100 et < 6 000 f/l
Niveau 3	>= 6 000 et < 25 000 f/l

Pour un empoussièrement supérieur à 25 000 f/l, il n'existe pas d'appareils de protection respiratoire adaptés compte tenu des facteurs de protection assignés de ces équipements actuellement sur le marché¹³. Un processus présentant un tel niveau d'empoussièrement ne doit pas être entrepris, sauf recours à la robotisation sans présence de personnel.

L'analyse META (Microscope Électronique à Transmission Analytique) permet d'analyser et de compter les fibres longues, les fibres courtes et les fibres fines et de définir des niveaux d'empoussièrement par comptage.

L'entreprise détermine son analyse de risques en fonction des matériaux concernés, elle évalue le niveau d'empoussièrement et le mode opératoire qu'elle va mettre en œuvre, ainsi que les moyens de protections individuelle et collective, dont

¹³ La protection des appareils de protection respiratoire est caractérisée par leur Facteur de Protection Nominal (FPN) qui est calculé selon des essais normalisés (conditions de laboratoire) par la fuite totale vers l'intérieur du masque. Plus le FPN est réduit, plus l'équipement de protection respiratoire est inefficace ou plus la fuite vers l'intérieur de cet équipement est importante. Le Facteur de Protection Assigné (FPA) correspond au niveau de protection atteint en situation de travail par 95 % des opérateurs entraînés au port de cet équipement utilisé correctement et entretenu. Pour une situation donnée, le facteur de protection requis est déterminé (rapport du niveau d'empoussièrement à la VLEP) puis comparé aux FPN et FPA des appareils proposés, ces coefficients devant être supérieurs au facteur de protection requis.

les appareils respiratoires, conformément au Code du travail et notamment dans le cadre de la démarche d'évaluation des risques professionnels (article L. 4121-2).

Le donneur d'ordre AP-HP joint les dossiers et documents techniques qui permettent à l'entreprise extérieure d'effectuer son analyse de risques, conformément au Code de santé publique et au Code de la construction et de l'habitation et du Code de l'environnement :

- DTA (partie concernée par l'opération)¹⁴
- fiche récapitulative du DTA
- Diagnostic avant travaux (DAT)
- Plan de repérage
- Rapport de fin de travaux d'une zone traitée antérieurement ou à proximité de celle devant faire l'objet d'une opération¹⁵.
- Situation des locaux ou équipements à traiter dans l'environnement global avec indication des réseaux dont l'arrêt est impossible pour des raisons de sécurité sanitaire et technique.

Tout démarrage de chantier de retrait, d'encapsulage ou de démolition doit obligatoirement être précédé d'un diagnostic précis d'Amiante Avant Travaux (DAT). Toute entreprise **certifiée** devant réaliser des travaux de désamiantage doit, au préalable, intégrer dans son plan de retrait la méthodologie utilisée et détaillée, conformément au Code du travail, notamment l'article R. 4412-133 par :

- 1° la localisation de la zone à traiter ;
- 2° les quantités d'amiante manipulées ;
- 3° le lieu et la description de l'environnement de chantier où les travaux sont réalisés ;
- 4° la date de démarrage et la durée probable des travaux ;
- 5° le nombre de travailleurs impliqués ;
- 6° le descriptif du ou des processus mis en œuvre avec l'attestation de la **certification** des entreprises d'encapsulage ou le retrait des matériaux de démolition pour le processus visé ;
- 7° le programme de mesures d'empoussièrement du ou des processus mis en œuvre ;
- 8° les modalités des contrôles d'empoussièrement avec la nouvelle méthode META, les analyses devant être réalisées par des **laboratoires accrédités** conformément à l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages;

¹⁴ Les plans de retrait, d'encapsulage, de démolition permettent de mettre en évidence les zones qui n'auraient pas été désamiantées dû à la présence de cloison de chantier et qui seront à déposer ultérieurement.

¹⁵ « Art. R. 4412-139. – En fin de travaux, l'employeur établit un rapport de fin de travaux contenant tous les éléments relatifs au déroulement des travaux notamment les mesures de niveau d'empoussièrement, les certificats d'acceptation préalable des déchets et les plans de localisation de l'amiante mis à jour.

« Le rapport de fin de travaux est remis au donneur d'ordre qui l'intègre, le cas échéant, au dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage. Il peut être consulté dans les conditions prévues à l'article R. 4412-134.

- 9° les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- 10° les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- 11° les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- 12° les procédures de gestion des déblais, des remblais et des déchets ;
- 13° les durées et temps de travail déterminés ;
- 14° les dossiers techniques ;
- 15° les notices de poste ;
- 16° un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- 17° la liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier. Elle mentionne les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;
- 18° dans le cas d'une démolition, les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait ;
- 19° la fin des travaux et les mesures d'empoussièrement (<5 f/l code de santé publique) ;
- 20° le circuit des déchets dans l'établissement et les conditions d'entreposage temporaire des déchets contenant de l'amiante.

Le plan de retrait doit obligatoirement être transmis par l'entreprise à l'Inspection du travail et au donneur d'ordre, dans un délai d'au moins un mois avant le début des travaux.

Ce plan de retrait, d'encapsulage ou de démolition est soumis à l'avis du CHSCT et du médecin du travail de l'entreprise. Les bonnes pratiques autorisent l'information du CHSCT et du médecin du travail de l'AP-HP sur ce plan de retrait, d'encapsulage ou de démolition.

L'entreprise, conformément au Code du travail et notamment les articles R4412-134 et 136, doit tenir à disposition sur le chantier, le plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage (Voir également Partie 5.2 Règles techniques), afin qu'il puisse être consulté par :

- ♦ les membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) ou à défaut, les délégués du personnel ;
- ♦ le médecin du travail ou les membres de l'équipe pluridisciplinaire des services de santé au travail ;
- ♦ l'inspecteur du travail du lieu de l'opération ;
- ♦ les agents des services de prévention de sécurité sociale du lieu de l'opération ;
- ♦ les agents de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics du lieu de l'opération ;
- ♦ les auditeurs des organismes de certification.

Les plans de démolition, de retrait ou d'encapsulage sont communiqués une fois par trimestre au médecin du travail, au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) ou à défaut aux délégués du personnel de l'entreprise réalisant l'opération.

Pendant l'exécution du chantier, si le niveau d'empoussièrement constaté est supérieur,

1. au niveau estimé dans le document unique d'évaluation des risques professionnels pour le processus utilisé, l'entreprise doit :
 - suspendre l'opération jusqu'à mise en œuvre des mesures correctrices,
 - contrôler le niveau d'empoussièrement vérifiant l'efficacité des mesures.
2. au troisième niveau (25.000 f/l), l'entreprise doit sans délai :
 - arrêter le chantier et alerter le donneur d'ordre,
 - alerter l'inspecteur du travail et l'agent des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale,
 - mettre en œuvre les moyens visant à réduire le niveau d'empoussièrement.
3. au seuil de 5 f/l dans l'environnement du chantier, l'entreprise doit :
 - arrêter sans délai les opérations,
 - mettre en place les mesures correctrices et préventives pour respecter ce seuil,
 - informer sans délai le donneur d'ordre et le préfet compétent (lieu de l'opération).

3.9 - Rôle de la maîtrise d'œuvre dans le suivi de l'opération

Dans l'organisation d'un projet, le **maître d'ouvrage** ou la **maîtrise d'ouvrage** est le donneur d'ordre au profit duquel l'ouvrage est réalisé.

Le maître d'ouvrage est la personne publique (AP-HP et par délégation l'entité interne, GH, hôpitaux non rattachés à un GH, PIC) pour le compte de laquelle est réalisé l'ouvrage. Il en est le commanditaire et celui qui en supporte le coût financier.

Le maître d'ouvrage peut recourir à l'intervention d'un conducteur d'opération pour une assistance générale à caractères administratif, financier et technique (en règle générale la direction des investissements de l'entité interne à l'AP-HP, GH, hôpitaux non rattachés à un GH ou PIC).

Le conducteur d'opération doit recourir à l'intervention d'un maître d'œuvre qui apportera une réponse architecturale, technique et économique au programme (désamianter ou encapsuler).

Le maître d'œuvre peut être interne (direction technique de l'entité interne à l'AP-HP) ou externe (architecte ou bureau d'études spécialisé). Son rôle est de concevoir le projet, d'élaborer le cahier des charges techniques (CCTP) et de contrôler la bonne exécution des travaux.

En aucun cas, il ne peut être chargé de les effectuer lui-même, puisqu'il ne doit pas avoir de liens juridiques avec les entreprises travaillant sur le chantier, le choix de ces dernières revenant au maître d'ouvrage.

Sur les chantiers traités en interne, l'AP-HP peut également être maître d'ouvrage et maître d'œuvre, sous réserve que la direction technique des travaux sur amiante soit pilotée par l'entreprise commanditée; de ce fait, les deux obligations lui incombent et dans le cadre du décret 2012-639 du 4 mai 2012, l'AP-HP est le donneur d'ordre.

3.10 - Formation

Conformément à l'arrêté du 23 février 2012, l'employeur (entreprise réalisant l'opération) a l'obligation de formation pour ses employés par un organisme certifié (encadrant technique, encadrant chantier, opérateur de chantier).

L'AP-HP, donneur d'ordre, s'assure que les intervenants de l'entreprise ont l'attestation de compétences délivrée par un organisme certifié.

L'AP-HP, organise une formation « Conduite d'opération de travaux sur amiante » à destination de ses cadres techniques et biomédicaux : directeur des investissements, ingénieurs, TSH, ou tout cadre qui doit remplir cette fonction de conduite d'opération. L'ensemble du dispositif de formation est décrit dans le volet commun Ressources humaines-Technique de ce guide.

3.11 - Plan de prévention

Conformément à la Directive européenne de 2008.

Décret n°92-158 du 20 février 1992.

Articles R.4511-1 à R.4511-12, R.4512-1 à R.4512-16, R.4513-1 à R.4513-13, R.4514-1 à R.4514-10 du code du travail

Arrêté du 25 février 2003.

Arrêté du 19 mars 1993.

Guide de l'INRS, ED 941

Intranet DRH : Travailler à l'AP-HP – Sécurité et Santé au travail - Évaluation des risques professionnels – Lien : [Le plan de prévention](#).

A noter que les dispositions spécifiques aux chargements et déchargements sont traitées dans les articles R.4515-1 à R.4515-15 (cf. autres équipements de travail et prises en charge des déchets d'amiante).

Pour l'amenée et l'enlèvement du conteneur (6 faces) destiné au stockage des déchets amiantés, il sera établi un protocole de sécurité qui remplace le plan de prévention pour les opérations de chargement et déchargement (art.4515-4 à 4515-11 du code du travail).

Pour les chantiers non clos (y compris circulation des personnes et des matériaux et engins)

Le donneur d'ordre a l'obligation d'informer des mesures de sécurité à mettre en œuvre lors d'opérations faisant intervenir du personnel d'entreprises extérieures aux fins d'exécuter une intervention ou de participer à l'exécution d'une intervention, quelle que soit sa nature, industrielle ou non, dans un établissement dit « entreprise utilisatrice ». L'élaboration de ce document relève de la responsabilité du donneur d'ordre. Le plan de prévention, mis au point lors d'une visite d'inspection commune, doit être écrit et arrêté avant les travaux.

- Pour toute opération continue ou discontinuée d'une durée supérieure à 400 heures sur une période inférieure ou égale à 12 mois.
- Pour toute opération comportant au moins un des travaux dangereux (dont l'amiante) définis dans la liste fixée par l'arrêté en application de l'article R4512-7 du Code du travail, quelle que soit la durée de l'opération.

Règles communes à toutes les opérations

- ♦ Inspection commune des lieux de travail, qui permet d'analyser les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels et d'arrêter d'un commun accord un plan de prévention définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.
- ♦ Inspection commune du matériel éventuellement mis à disposition de l'entreprise extérieure.
- ♦ Délimitation du secteur de l'intervention.
- ♦ Matérialisation des zones de ce secteur qui peuvent présenter des dangers.
- ♦ Communication aux chefs des entreprises extérieures des consignes de sécurité applicables à l'opération.
- ♦ Analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités.
- ♦ CHSCT AP-HP : il est informé de la date d'inspection commune. Les membres désignés participant à ces visites donnent un avis sur les mesures de prévention. Le CHSCT accède au plan de prévention écrit et est informé de ces mises à jour.

 Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

PARTIE 4 – OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES SPECI- FIQUES RELATIVES A LA SOUS - SECTION 4 - INTERVEN- TION SUR MATERIAUX ET EQUIPEMENTS CONTENANT DE L'AMIANTE - IMECA

4.1 - Objectif

Conduire des interventions sur des matériaux et équipements susceptibles de libérer des fibres d'amiante, conformément à la réglementation en vigueur, afin de protéger la santé et la sécurité des personnes (*Pour mémoire, les travaux de retrait, d'encapsulage et de démolition sont traités dans la partie 3 du volet technique de ce guide amiante*).

4.2 - Finalité

Préserver la santé des opérateurs des entreprises extérieures, des agents AP-HP et le public lors des interventions sur des matériaux et équipements contenant de l'amiante en prenant en compte l'évolution des connaissances liées aux fibres courtes et fines.

4.3 - Domaine d'application

☞ Dans tous les locaux dont l'AP-HP est propriétaire et locataire en fonction des conventions contractualisées avec le propriétaire.

Préalablement à l'application des règles de protection relatives aux risques d'exposition à l'amiante fixées aux articles R.4412-94 du code du travail, dont les dispositions s'appliquent :

1° aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de libérer des fibres d'amiante

Il convient pour tous les acteurs concernés de mettre en perspective l'opération projetée au regard de la réglementation applicable aux modes opératoires.

4.4 - Acteurs concernés

Sociétés :

- les entreprises extérieures effectuant des modes opératoires, sous-section 4,
- les prestataires de diagnostic avant travaux (DAT) de contrôle d'empoussièrement et d'examen visuel (laboratoire) figurant dans le marché de diagnostic AP-HP.

AP-HP (donneur d'ordre):

- Directeur de l'établissement
- Directeurs des investissements et des travaux
- Ingénieurs Travaux et Maintenance
- Référents amiante des sites (encadrant technique, encadrant chantier)
- Directeur des ressources humaines (cf. CHSCT, formation)

- Conseiller en prévention des risques professionnels
- Médecin du travail
- CHSCT
- Comité Amiante
- Tous les agents des services techniques et tous les agents des services
- Inspecteur des installations classées.

Contrôle :


- Inspecteur du travail
- Contrôleurs des services prévention de la Sécurité Sociale

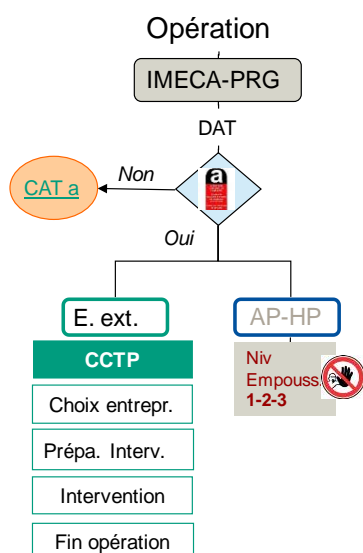
4.5 - Références

1. Textes réglementaires :
 - Code du travail (4^{ème} partie)
 - Code de santé publique (1^{ère} partie - Livre 3)
 - Code de l'environnement (ICPE et Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances, Titre IV : Déchets)
2. Recommandations :
 - Haut Conseil de la santé Publique
 - Direction Générale du travail
 - Institut national de recherches et de sécurité INRS
3. Sources réglementaires et normatives :
 - Caisse Régionale d'Assurance Maladie Ile de France, CRAMIF
 - Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail, CARSAT
 - Association française de normalisation, AFNOR
 - Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail ANSES (ex AFSSET)

4.6 - Points de vigilance

Les points de vigilance identifiés sont présentés sous forme de check list.


Le repère de type  signale les points faisant l'objet d'un complément d'information ou d'un support d'aide présenté dans la partie 5 « En savoir + ». Dans la version numérique, la sélection de l'icône permet l'accès direct à la fiche, ainsi que les liens identifiés par ☒ et les mots soulignés en bleu.



■ Marché à bon de commande – Voir CCTP type		<input type="checkbox"/>
■ APHP – marché à bons de commande par GH		<input type="checkbox"/>
■ Demander les modes opératoires et l'évaluation des risques associés		<input type="checkbox"/>
■ Demander les équipements de protections collectives et individuelles mis en place et les moyens de leur décontamination		<input type="checkbox"/>
■ Demander la notice de poste		<input type="checkbox"/>
■ Le suivi des déchets		<input type="checkbox"/>
■ La durée du temps de travail des opérateurs par vacation et nombre quotidien de vacations		<input type="checkbox"/>
■ Demande des modalités et des moyens de contrôles du niveau d'empoussièrement de l'environnement à l'extérieur du chantier et à l'intérieur du chantier		<input type="checkbox"/>
■ Transmettre le DTA mis à jour et le DAT		<input type="checkbox"/>
■ Recevoir les avis du médecin du travail et du CHSCT de l'entreprise sur les modes opératoires		<input type="checkbox"/>
■ S'engage à informer de la démarche de renouvellement des attestations de compétence et fournir les justificatifs des attestations en cours		<input type="checkbox"/>
■ Demande de formulaire de non emploi de CDD, d'intérim ou de jeunes en formation ou de moins de 18 ans, y compris dans la sous-traitance, ou document de preuve portant sur la validation de la dérogation pour l'emploi de jeunes de moins de 18 ans		<input type="checkbox"/>
■ Demande de transmission de la partie Amiante du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUEP) avec les résultats des mesures d'empoussièrement associés aux modes opératoires proposés.		<input type="checkbox"/>
■ Demande de la justification de la transmission à l'inspecteur du travail ou à l'organisme de la SS du mode opératoire, à défaut, la traçabilité de l'envoi		<input type="checkbox"/>
■ Traçabilité de transmission au médecin du		<input type="checkbox"/>

Points de vigilance pour l'AP-HP

travail et au CHSCT ou aux délégués du
personnel de l'entreprise

- | | |
|--|---|
| ■ Demande d'un encadrant de chantier unique pour toute la durée de l'opération | <input type="checkbox"/> |
| ■ Demande de transmission des attestations de compétence. | <input type="checkbox"/> |
| ■ Engagement de l'Entreprise Extérieure à mettre à disposition le même encadrant de chantier pour la durée de l'intervention | <input type="checkbox"/> |
| ■ Signaler les interventions en milieu occupé et autres contraintes d'exploitation | <input type="checkbox"/> |
| ■ L'AP-HP rend obligatoire l'inertage des déchets amiantés (sauf revêtement bitumeux de chaussée traité par stockage) | <div>PA</div> <input type="checkbox"/> |
| ■ Favoriser l'entreposage des sacs de type « big bag » dans des conteneurs type maritime fermés sur 6 faces et étanches | <div></div> <input type="checkbox"/> |

 Vers

Fiche A Conduite à tenir pour les opérations sans amiante identifié

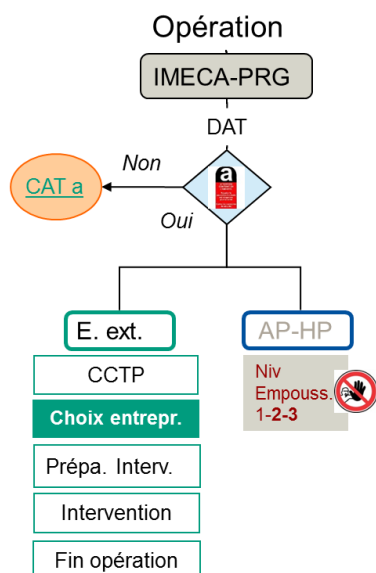
Fiche A Fiche de signalement

Choix entrepr.

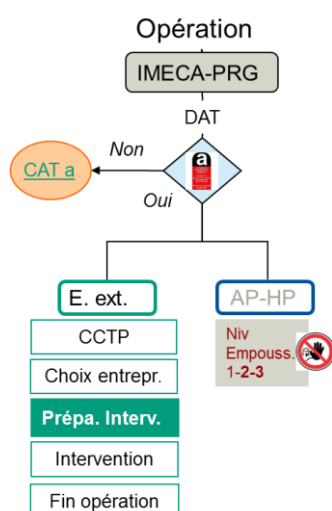
Opération IMECA programmable par E. Ext

En savoir +

Points de vigilance pour l'AP-HP



- | | | |
|--|--|--------------------------|
| ■ Analyses de l'exhaustivité des modes opératoires proposés par rapport à la gamme d'interventions possibles | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Vérification des attestations de compétence et de leur durée effective et de l'engagement du recyclage le cas échéant | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Vérification de la présence d'attestation du non emploi de CDD ou d'intérim ou de jeunes en formation | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Vérification des modalités et moyens de contrôle du niveau d'empoussièrement à l'extérieur du chantier si pris en charge par Entreprise Extérieure et/ou organismes missionnés par l'AP-HP | | <input type="checkbox"/> |
| ■ La certification de l'entreprise est un plus | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Vérification du conditionnement des déchets (favoriser les conteneurs type maritime fermés sur 6 faces et étanches) | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Vérification de la prise en charge des déchets, avec option inertage (sauf revêtement bitumeux de chaussée traité par stockage) | | <input type="checkbox"/> |



■ Prendre en compte la notion d'intervention supérieure à 5 jours, obligation pour l'entreprise extérieure d'assurer les démarches administratives supplémentaires



■ Pour l'évaluation des risques Amiante et vérification de la validité du mode opératoire avec les mesures d'empoussièrement associées, transmission de tous les documents techniques de repérage DAT & DTA mis à jour et actualisés par le propriétaire des locaux à l'entreprise intervenante



■ Vérification des modes opératoires proposés par rapport à l'opération souhaitée et de sa localisation

■ Vérification de la compatibilité du mode opératoire avec les interventions en milieu occupé et autres contraintes d'exploitation y compris organes de sécurité



■ Avec bon de commande, transmission du Diagnostic avant travaux spécifique à l'intervention et demande du mode opératoire envisagé

■ Vérification de la validité des attestations de compétence aux dates de l'intervention

■ Informer le CHSCT du site AP-HP de ces éléments (Bonnes pratiques)



■ Organiser la visite commune d'inspection selon disposition du code du travail sur l'élaboration du plan de prévention

■ Rédiger le plan de prévention pour les activités communes aux abords du chantier et sur les voies de circulation utilisées pour l'acheminement des équipements, le stockage temporaire et l'évacuation des déchets. Y inclure les modalités précises de vérification des informations

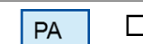


■ Rédiger le protocole de sécurité

■ Vérifier la présence du balisage et autres éléments de sécurisation du chantier

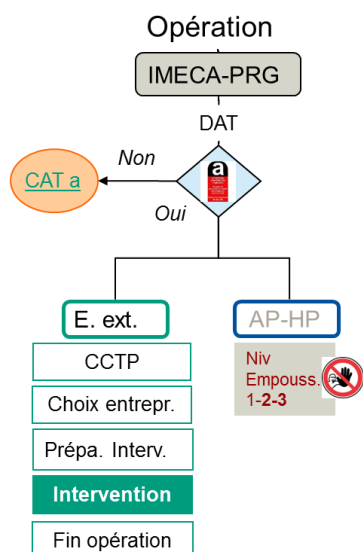






■ Informers les personnels AP-HP présents dans l'environnement immédiat du chantier sur la nature de l'opération et les protections collectives mises en œuvre (avec traçabilité + formation + visite des lieux)



■ Information des services techniques, de sécurité incendie et anti-malveillance de l'existence du chantier et autres consignes (Cf. pas de pointage dans la zone travaux)

Points de vigilance pour l'AP-HP



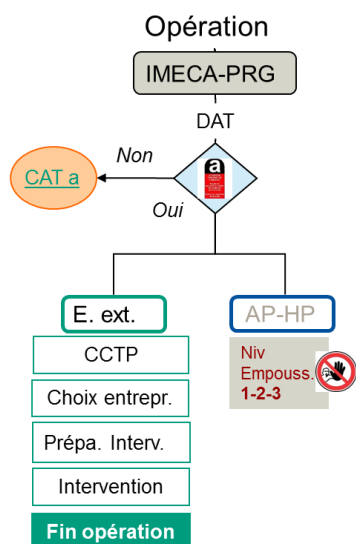
- Vérifier la présence du [balisage](#) (et autres éléments de sécurisation du chantier)  ☐
- Veiller à ce que l'entreprise extérieure justifie auprès de l'encadrant de chantier Amiante / référent technique Amiante du site à tout moment l'application du mode opératoire qu'elle a prévu ☐
- Obtenir de l'entreprise le résultat des contrôles d'empoussièrement au poste de travail en cours d'intervention  ☐
- S'assurer de [l'empoussièrement environnemental](#) à l'extérieur du chantier (5 f/l) par AP-HP en prenant comme critère la possible présence d'occupants autres que les opérateurs amiante  ☐
- Vérifier régulièrement la validité du plan de prévention défini
- Vérifier les conditions de stockage temporaire AP-HP clos et couvert et fermé à clé et des conditions d'élimination des [déchets](#) : conteneurs fermés étanches à privilégier  ☐






Fin opération

Opération IMECA programmable par E. Ext

En savoir +

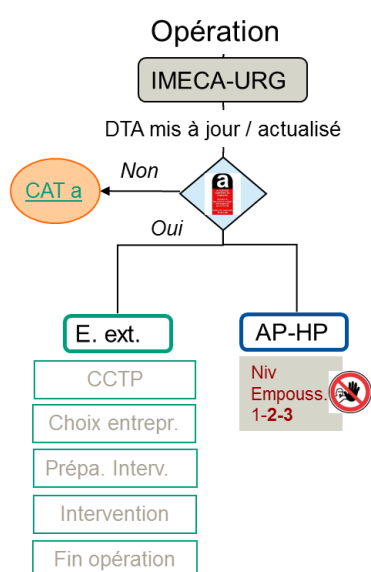
Points de vigilance pour l'AP-HP



- | | |
|--|--|
| ■ Examen visuel avec l'entreprise par les encadrants techniques ou de chantier | <input type="checkbox"/> |
| ■ Obtenir un rapport de fin d'intervention |  <input type="checkbox"/> |
| ■ Mettre à jour le Dossier technique Amiante et le document unique d'évaluation des risques professionnels |  <input type="checkbox"/> |
| ■ Vérifier la cohérence de la signalisation |  <input type="checkbox"/> |
| ■ S'assurer de la traçabilité des déchets |  <input type="checkbox"/> |
| ■ L'AP-HP rend obligatoire l'inertage des déchets amiantés (sauf revêtement bitumeux de chaussée traité par stockage). |  <input type="checkbox"/> |

Opération IMECA en urgence Points de vigilance pour l'AP-HP

En sa-
voir +



- Liste des [interventions en urgence](#) concernées répondant aux critères



☐

- ☐ Les opérations pour lesquelles il est fait appel à la garde technique de nuit et de WE :

☐

- Faire face à effraction-vol
- Mettre en sécurité des personnes et des biens
- Respecter la chaîne des soins,
- Assurer la continuité de l'activité
- Impossibilité d'isoler la zone des patients et des usagers

☐

☐

☐

☐

☐

- Par AP-HP uniquement à titre exceptionnel en situation d'urgence ¹⁶ et si l'entreprise extérieure ne peut intervenir sur des [circuits d'une zone d'intervention Amiante](#) en cours, sans dévoiement possible, et sous réserve de :



☐

- ☐ Un [mode opératoire](#) préalablement écrit, validé ou en cours de validation



☐

- ☐ ET une opération de sécurisation à durée limitée

☐

- ☐ ET les opérateurs titulaires de [l'attestation Opérateur de chantier](#)

☐

- ☐ ET des [EPC et EPI](#) adaptés mis à disposition et utilisés



☐

- ☐ ET un [contrôle d'empous-sièremment](#) de la zone ouverte effectué après intervention



☐

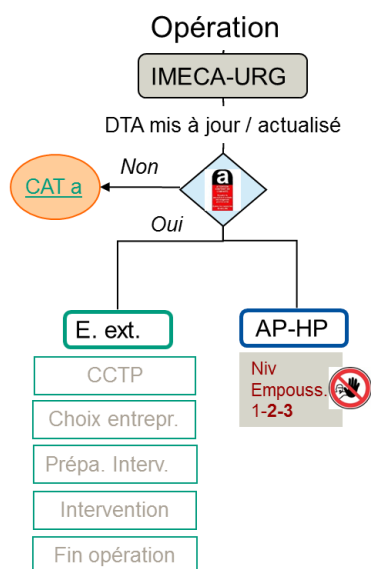
- ☐ Recours au [DTA](#) mis à jour et actualisé



☐

¹⁶ Concernant l'éventuelle intervention de personnel de garde de l'APHP, après avis de l'ingénieur de garde, en cas d'urgence à proximité de matériau amianté. L'objet de cette procédure n'est pas d'intervenir sur le matériau amianté mais de répondre à une situation d'urgence extrême qui peut mettre en péril le fonctionnement de l'hôpital.

Points de vigilance pour l'AP-HP



- Marché à bon de commande – Voir [CCTP type](#)



□

- APHP – marché à bons de commande par GH.



□

- Demander les modes opératoires et [l'évaluation des risques associés](#) (voir fiche [mode opératoire](#))



□

- Demander les [équipements de protections](#) collective et individuelle mis en place et les moyens de leur décontamination



- Demander la [notice de poste](#)



□

- Le suivi des [déchets](#)



□

- La durée du temps de travail des opérateurs par vacation et le nombre quotidien de vacations

□

- Demande des modalités et des moyens de contrôles du niveau d'empoussièrement de l'environnement à l'extérieur du chantier et à l'intérieur du chantier

□

- Transmettre le [Dossier Technique Amiante](#)



□

- Recevoir les avis du médecin du travail et du CHSCT de l'entreprise sur les modes opératoires

□

- S'engage à informer de la démarche de renouvellement des attestations de compétence et à fournir les justificatifs des attestations en cours

□

- Demande d'un encadrant de chantier unique pour toute la durée de l'opération

□

- Demande d'attestation de non emploi de CDD, d'intérim ou de jeunes en formation ou de moins de 18 ans, y compris dans la sous-traitance, ou document de preuve portant sur la validation de la dérogation pour l'emploi de jeune de moins de 18 ans

□

- Demande de transmission de la partie Amiante du [Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels](#) avec les résultats des mesures d'empoussièrement associés aux [modes](#)




□



Points de vigilance pour l'AP-HP

[opérateurs](#) proposés.

- | | |
|--|--|
| ■ Demande de la justification de la transmission à l'inspecteur du travail ou à l'organisme de sécurité sociale du mode opératoire, à défaut, la traçabilité de l'envoi. | <input type="checkbox"/> |
| ■ Traçabilité de la transmission au médecin du travail et au CHSCT ou aux délégués du personnel de l'entreprise. | <input type="checkbox"/> |
| ■ Demande de transmission des attestations de compétence. | <input type="checkbox"/> |
| ■ Engagement de l'entreprise extérieure à mettre à disposition le même encadrant de chantier pour la durée de l'intervention (et non du marché). | <input type="checkbox"/> |
| ■ Signaler les interventions en milieu occupé et autres contraintes d'exploitation. | <input type="checkbox"/> |
| ■ L'AP-HP assure la gestion de l'inertage. | <div style="border: 1px solid black; padding: 2px; display: inline-block;">PA</div> <input type="checkbox"/> |
| ■ Favoriser l'entreposage des sacs de type « big bag » dans des conteneurs type maritime fermés sur 6 faces et étanches. |  <input type="checkbox"/> |

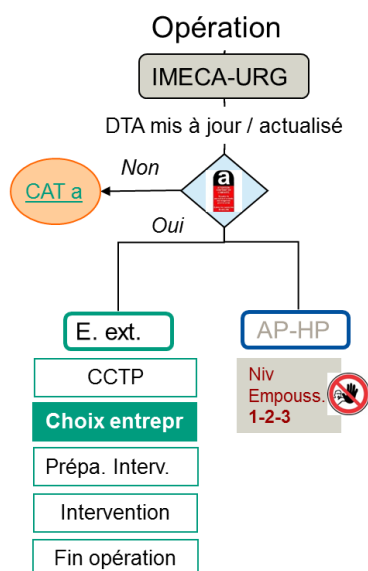
 VersFiche A **Conduite à tenir pour les opérations sans amiante identifié**Fiche A **Fiche de signalement**

Choix entrepr.

Opération IMECA en urgence par E. Ext

En savoir +

Points de vigilance pour l'AP-HP



■ Analyse de l'exhaustivité des [modes opératoires](#) proposés par rapport à la gamme d'interventions possibles


☐

■ Vérification des attestations de compétence, de leur durée effective et de l'engagement du recyclage

☐

■ Vérification de la présence d'attestation du non emploi de CDD ou d'intérim ou de jeunes en formation

☐

■ Vérification des modalités et moyens de [contrôle du niveau d'empoussièrement à l'extérieur](#) du chantier


☐

■ La certification de l'entreprise est un plus

☐

■ Vérification du conditionnement des [déchets](#) (favoriser les conteneurs type maritime fermés sur 6 faces et étanches)

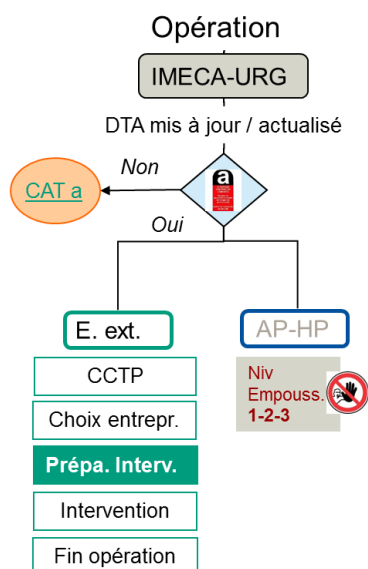

☐

■ Vérification de la prise en charge des déchets inertés (sauf revêtement bitumeux de chaussée traité par stockage)

PA

☐

Points de vigilance pour l'AP-HP



- | | | |
|--|----------|--------------------------|
| ■ Prendre en compte la notion d' intervention supérieure à 5 jours , obligation pour l'Entreprise extérieure | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Pour l' évaluation des risques Amiante et vérification de la validité du mode opératoire avec les mesures d'empoussièrement associées, transmission obligatoire de tous les documents techniques de repérage mis à jour et actualisés par le propriétaire des locaux à l'entreprise intervenante |

 | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> Si le degré d'urgence le permet, le repérage Diagnostic Avant Travaux est à privilégier dans les délais (réserver un créneau auprès du labo pour restitution sous 24 h). | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Vérification des modes opératoires proposés par rapport à l'opération souhaitée et de sa localisation | | |
| ■ Vérification de la compatibilité du mode opératoire avec les interventions en milieu occupé et autres contraintes d'exploitation | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Avec bon de commande, transmission de la traçabilité de mise à disposition du Dossier Technique Amiante actualisé et demande du mode opératoire envisagé | | <input type="checkbox"/> |
| <input type="checkbox"/> L'absence de mention d'amiante dans le Dossier Technique Amiante ne signifie pas l'absence réelle d'amiante >> Précautions à transmettre | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Vérification de la validité des attestations des compétences aux dates de l'intervention | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Informer le CHSCT du site AP-HP de ces éléments (Bonnes pratiques – modalités à définir dans actualisation PA) | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Organiser la visite commune d'inspection selon disposition du code du travail sur l'élaboration du plan de prévention | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Rédiger le plan de prévention pour les activités communes aux abords du chantier et sur les voies de circulation utilisées pour l'acheminement des équipements, le stockage temporaire et l'évacuation des | | <input type="checkbox"/> |

Opération IMECA en urgence par E. Ext

En savoir +

Points de vigilance pour l'AP-HP

déchets. Y inclure les modalités précises de vérification des informations.

- Rédiger le protocole de sécurité


☐

- Vérifier la présence du [balisage](#) (et autres éléments de sécurisation du chantier)


☐

- Informer les personnels AP-HP présents dans l'environnement immédiat du chantier sur la nature de l'opération et les protections collectives mises en œuvre (avec traçabilité + formation + visite des lieux)



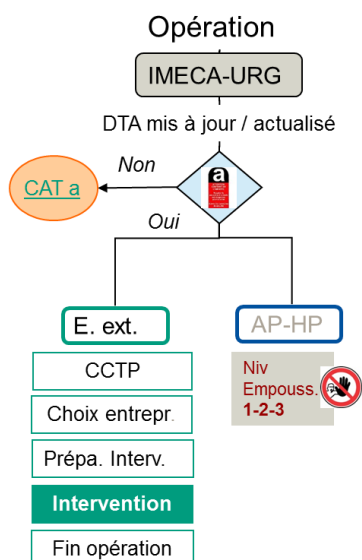
- Information des services techniques, de sécurité incendie et anti-malveillance de l'existence du chantier et autres consignes (Cf. pas de pointage dans la zone travaux)

Intervention

Opération IMECA en urgence par E. Ext

En savoir +

Points de vigilance pour l'AP-HP



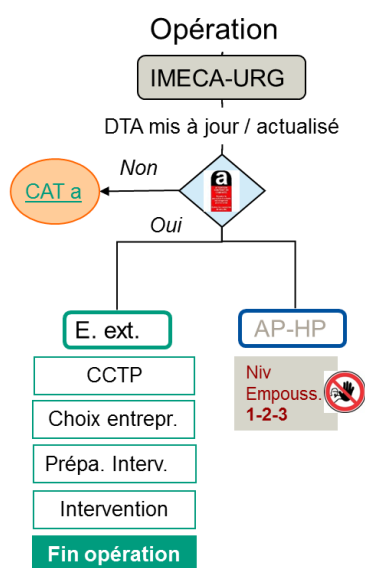
- | | | |
|---|--|--------------------------|
| ■ Vérifier la présence du balisage (et autres éléments de sécurisation du chantier) | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Veiller à ce que l'entreprise extérieure justifie auprès de l'encadrant de chantier Amiante / référent technique Amiante du site à tout moment l'application du mode opératoire qu'elle a prévu | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Obtenir de l'entreprise le résultat des contrôles d'empoussièrement au poste de travail en cours d'intervention | | <input type="checkbox"/> |
| ■ Vérifier régulièrement la validité du plan de prévention défini | | <input type="checkbox"/> |
| ■ S'assurer de l' empoussièrement environnemental à l'extérieur du chantier (5 f/l) par AP-HP en prenant comme critère la possible présence d'occupants autres que les opérateurs amiante | | |
| ■ Vérifier les conditions de stockage temporaire AP-HP clos et couvert et fermé à clé et les conditions d'élimination des déchets : conteneurs fermés étanches à privilégier | | <input type="checkbox"/> |






Fin opération

Opération IMECA en urgence par E. Ext

En savoir +

Points de vigilance pour l'AP-HP



- Examen visuel avec l'entreprise par les encadrants techniques ou de chantier ☐
- Obtenir un [rapport de fin d'intervention](#)  ☐
- Mettre à jour le [Document Technique Amiante](#) et le [document unique](#) d'évaluation des risques professionnels  ☐
- Vérifier la cohérence de la [signalisation](#)  ☐
- S'assurer de la traçabilité des [déchets](#)  ☐
- L'AP-HP rend obligatoire l'inertage des déchets amiantés (sauf revêtement bitumeux de chaussée traité par stockage)  ☐

4.7 - Préparation d'une opération

Une intervention programmée ou non sur des matériaux contenant de l'amiante se construit dans chacune des quatre étapes suivantes:

- a. Définition de l'intervention
- b. Repérage de l'amiante (Dossier Technique Amiante - DTA et Diagnostic avant travaux – DAT)
- c. Rédaction du CCTP
- d. Choix des entreprises
- e. Devis du marché à bon de commande
- f. Validation du devis

Pour réaliser les interventions sur des matériaux ou équipements contenant de l'amiante, le donneur d'ordre fait appel à une entreprise justifiant de modes opératoires validés ou en cours de validation.

De l'évaluation des risques professionnels liés à une intervention à la rédaction du mode opératoire

■ Points d'attention

- ☐ Température
- ☐ Posture (dont travail en hauteur)
- ☐ Charges physiques
- ☐ Etc.

■ Ayant des impacts sur les équipements de travail et protections collectives

- ☐ Les équipements de travail et de protection collective à mettre en œuvre pour éviter les accidents du travail et la nécessité d'intervention des secours
 - Cf. travail en hauteur sans échelle mais sur plateforme, transports mécanisés des matériels, équipements nécessaires au chantier et des matériaux (cf. palan), etc.
- ☐ L'adaptation des techniques utilisées
- ☐ Le nombre d'intervenants
- ☐ La durée du chantier
- ☐ Etc.

■ Ayant des impacts sur les protections individuelles (port effectif, pénibilité, etc.)

- ☐ Le type d'EPI
- ☐ Le temps de travail avec port d'EPI
 - Apport d'air réchauffé si travaux extérieurs par temps froid, et inversement.
- ☐ Etc.

Le mode opératoire définit la nature de l'intervention, le type de matériaux concernés et l'évaluation des risques pour chaque processus mis en œuvre, en tenant compte de la fréquence et des modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement.

Il comprend également un descriptif des méthodes de travail et des moyens techniques mis en œuvre par l'entreprise, ainsi que les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que la protection des personnes situées dans l'environnement du chantier (arrêté du 8 avril 2013). Une fiche de poste définit les missions de chaque opérateur, ainsi que la durée du temps de travail, la gestion des xs doit être organisée, la société doit pouvoir fournir sur le chantier le Certificat d'Acceptation Préalable (CAP) des déchets.

Le maître de l'ouvrage doit fournir tous les éléments à sa disposition sur le repérage de l'amiante issus du Dossier Technique Amiante (DTA) et du Diagnostic Avant Travaux DAT, à la société qui intervient pour réaliser le mode opératoire.

La rédaction du cahier des charges ou du CCTP est fortement conseillée, un document type est en annexe de ce guide.

Les salariés des entreprises retenues doivent avoir suivi une formation de sous section 4 et disposer d'une assurance professionnelle.

Mode opératoire	■ Contenu du mode opératoire
<ul style="list-style-type: none"> ■ Pour intervention sur MECA / Par processus ■ Résulte de <u>l'évaluation des risques</u> ■ Est annexé au DUER ■ Avis du médecin du travail, du CHSCT de l'exécutant de l'intervention ■ Transmis à l'inspection du travail et au service prévention des organismes de sécurité sociale du ressort du lieu d'intervention ■ Mise à jour = idem ■ Si intervention > 5 jours, transmission à IT et service de prévention de la sécurité sociale du lieu d'intervention (procédure supplémentaire) : <ul style="list-style-type: none"> □ Lieu, date et durée probable de l'intervention □ Localisation de la zone à traiter □ Description de l'environnement de travail du lieu d'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> □ Nature de l'intervention □ Matériaux concernés □ Fréquence et modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la VLEP □ Si le niveau d'empoussièrement attendu est de 2 ou 3, modalités de mise en œuvre du test de la fumée >> <ul style="list-style-type: none"> • Si confinement statique, bilan aérodynamique validé par test fumée ne sert pas. • Si dynamique, test nécessaire. □ Descriptif de la méthode de travail et moyens techniques mis en œuvre □ Notices de poste □ Caractéristiques des équipements de protection des travail-

<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Dossiers techniques (repérage amiante, DTA, etc.) <input type="checkbox"/> Liste des travailleurs impliqués avec date de délivrance des attestations de compétence des travailleurs, date de visite médicale et nom des travailleurs secouristes du travail affectés au chantier avec date de validité de la formation 	<p>leurs</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Caractéristiques des équipements de décontamination des travailleurs <input type="checkbox"/> Moyens de protection des personnes à proximité de la zone d'intervention <input type="checkbox"/> Procédures de décontamination des travailleurs et des équipements <input type="checkbox"/> Procédures de gestion des déchets (y compris la phase de stockage provisoire) <input type="checkbox"/> Durée et temps de travail du port ininterrompu des APR, habillage, déshabillage, décontamination et pause après vacation, nombre quotidien de vacations
--	---

4.8 - Évaluation initiale des risques

Dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels, il appartient à l'entreprise extérieure de déterminer le niveau d'empoussièrement généré par chaque processus de travail, et d'effectuer son classement selon trois niveaux.

Niveaux d'empoussièrement	Empoussièrement
Niveau 1	< 100 f/l
Niveau 2	>= 100 et < 6 000 f/l
Niveau 3	>= 6 000 et < 25 000 f/l

Pour un empoussièrement supérieur à 25 000 f/l, il n'existe pas d'appareils de protection respiratoire adaptés compte tenu des facteurs de protection assignés de ces équipements actuellement sur le marché¹⁷. Un processus présentant un tel niveau d'empoussièrement ne doit pas être entrepris sauf recours à la robotisation sans présence de personnel.

L'analyse META (Microscope Électronique à Transmission Analytique) permet d'analyser et de compter les fibres longues, les fibres courtes et les fibres fines et de définir des niveaux d'empoussièrement par comptage.

L'entreprise détermine son analyse de risques en fonction des matériaux concernés, elle évalue le niveau d'empoussièrement et le mode opératoire qu'elle va

¹⁷ La protection des appareils de protection respiratoire est caractérisée par leur Facteur de Protection Nominal (FPN) qui est calculé selon des essais normalisés (conditions de laboratoire) par la fuite totale vers l'intérieur du masque. Plus le FPN est réduit, plus l'équipement de protection respiratoire est inefficace ou plus la fuite vers l'intérieur de cet équipement est importante. Le Facteur de Protection Assigné (FPA) correspond au niveau de protection atteint en situation de travail par 95 % des opérateurs entraînés au port de cet équipement utilisé correctement et entretenu. Pour une situation donnée, le facteur de protection requis est déterminé (rapport du niveau d'empoussièrement à la VLEP) puis comparé aux FPN et FPA des appareils proposés, ces coefficients devant être supérieurs au facteur de protection requis.

mettre en œuvre, ainsi que les moyens de protections collectives et individuelles, dont les appareils respiratoires, conformément au Code du travail et notamment dans le cadre de la démarche d'évaluation des risques professionnels (article L. 4121-2).

Le donneur d'ordre AP-HP joint les dossiers et documents techniques qui permettent à l'entreprise extérieure d'effectuer son analyse de risques, conformément au Code de santé publique et au Code de la construction et de l'habitation et du Code de l'environnement :

- DTA (partie concernée par l'opération) ¹⁸
- Fiche récapitulative du DTA
- DAT
- Plan de repérage
- Rapport de fin de travaux d'une zone traitée antérieurement ou à proximité de celle devant faire l'objet d'une opération ¹⁹.
- Situation des locaux ou équipements à traiter dans l'environnement global avec indication des réseaux dont l'arrêt est impossible pour des raisons de sécurité sanitaire et technique.

Pendant l'exécution du chantier, si le niveau d'empoussièrement constaté est supérieur,

1. au niveau estimé dans le document unique d'évaluation des risques professionnels pour le processus utilisé, l'entreprise doit :
 - suspendre l'opération jusqu'à mise en œuvre des mesures correctrices,
 - contrôler le niveau d'empoussièrement vérifiant l'efficacité des mesures.
2. au troisième niveau > 25000 f/l, l'entreprise doit sans délai :
 - arrêter le chantier et alerter le donneur d'ordre,
 - alerter l'inspecteur du travail et l'agent des services de prévention des organismes de Sécurité Sociale,
 - mettre en œuvre les moyens visant à réduire le niveau d'empoussièrement.
3. au seuil de 5 f/l dans l'environnement du chantier, l'entreprise doit :
 - arrêter sans délai les opérations,
 - mettre en place les mesures correctrices et préventives pour respecter ce seuil,
 - informer sans délai le donneur d'ordre et le préfet compétent (lieu de l'opération).

Nota : une entreprise qui dispose de mesures d'empoussièrement sur des modes opératoires peut les reconduire sur d'autres chantiers pour des conditions identiques d'exécution.

¹⁸ Les plans de retrait, d'encapsulage, de démolition permettent de mettre en évidence les zones qui n'auraient pas été désamiantées dû à la présence de cloison de chantier et qui seront à déposer ultérieurement.

¹⁹ « Art. R. 4412-139. – En fin de travaux, l'employeur établit un rapport de fin de travaux contenant tous les éléments relatifs au déroulement des travaux notamment les mesures de niveau d'empoussièrement, les certificats d'acceptation préalable des déchets et les plans de localisation de l'amiante mis à jour.

« Le rapport de fin de travaux est remis au donneur d'ordre qui l'intègre, le cas échéant, au dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage. Il peut être consulté dans les conditions prévues à l'article R. 4412-134.

A contrario, une entreprise qui réalise pour la première fois un mode opératoire doit systématiquement mettre en œuvre les règles techniques applicables pour un niveau d'empoussièrément supérieur, en se basant sur les résultats de la campagne META, cf. : rapport INRS 2011 et des données de la base SCOLA (cf. instruction DGT 2011-10 du 23 novembre 2011).

4.9 - Rôle de la maîtrise d'œuvre dans le suivi de l'opération

Dans l'organisation d'un projet, le **maître d'ouvrage** ou la **maîtrise d'ouvrage** est le donneur d'ordre au profit duquel l'ouvrage est réalisé.

Le maître d'ouvrage est la personne publique (AP-HP et par délégation l'entité interne, GH, hôpitaux non rattachés à un GH, PIC) pour le compte de laquelle est réalisé l'ouvrage. Il en est le commanditaire et celui qui en supporte le coût financier.

Le maître d'ouvrage peut recourir à l'intervention d'un conducteur d'opération pour une assistance générale à caractères administratif, financier et technique (en règle générale la direction des investissements de l'entité interne à l'AP-HP, GH, hôpitaux non rattachés à un GH ou PIC).

Le conducteur d'opération doit recourir à l'intervention d'un maître d'œuvre qui apportera une réponse architecturale, technique et économique au programme

Le maître d'œuvre peut être interne (direction technique de l'entité interne à l'AP-HP) ou externe (architecte ou bureau d'études spécialisé). Son rôle est de concevoir le projet, d'élaborer le cahier des charges techniques (CCTP) et de contrôler la bonne exécution des travaux.

En aucun cas, il ne peut être chargé de les effectuer lui-même, puisqu'il ne doit pas avoir de liens juridiques avec les entreprises travaillant sur le chantier, le choix de ces dernières revenant au maître d'ouvrage.

Sur les chantiers traités en interne, l'AP-HP peut également être maître d'ouvrage et maître d'œuvre, sous réserve que la direction technique de l'intervention sur amiante soit pilotée par l'entreprise commanditée ; de ce fait, les deux obligations lui incombent et dans le cadre du décret 2012-639 du 4 mai 2012, l'AP-HP est le donneur d'ordre.

4.10 - Formation

Conformément à l'arrêté du 23 février 2012, l'employeur (entreprise réalisant l'opération) a l'obligation de formation pour ses employés avec délivrance d'une attestation de compétence par un organisme de formation ou l'employeur lui-même.

L'AP-HP, donneur d'ordre, s'assure que les intervenants de l'entreprise ont l'attestation de compétences délivrée par un organisme certifié.

L'AP-HP organise une formation « Conduite d'opération de travaux sur amiante » à destination de ses cadres techniques et biomédicaux : directeur des investissements, ingénieurs, TSH, ou tout cadre qui doit remplir cette fonction de conduite d'opération.

L'ensemble du dispositif de formation est décrit dans le volet commun Ressources Humaines – Technique ce guide.

4.11 - Plan de prévention

Conformément à la Directive européenne de 2008.

Décret n°92-158 du 20 février 1992.

Articles R.4511-1 à R.4511-12, R.4512-1 à R.4512-16, R.4513-1 à R.4513-13, R.4514-1 à R.4514-10 du code du travail.

Arrêté du 25 février 2003.

Arrêté du 19 mars 1993.

Guide de l'INRS, ED 941.

Intranet DRH : Travailler à l'AP-HP – Sécurité et Santé au travail - Evaluation des risques professionnels – Lien : [Le plan de prévention](#).

A noter que les dispositions spécifiques aux chargements et déchargements sont traitées dans les articles R.4515-1 à R.4515-15 (cf. autres équipements de travail et prises en charge des déchets d'amiante).

Pour les chantiers non clos (y compris circulation des personnes et des matériaux et engins) :

Le donneur d'ordre a l'obligation d'informer des mesures de sécurité à mettre en œuvre lors d'opérations faisant intervenir du personnel d'entreprises extérieures aux fins d'exécuter une intervention ou de participer à l'exécution d'une intervention, quelle que soit sa nature, industrielle ou non, dans un établissement dit « entreprise utilisatrice ». L'élaboration de ce document relève de la responsabilité du donneur d'ordre. Le plan de prévention doit être écrit et arrêté avant les travaux.

- Pour toute opération continue ou discontinue d'une durée supérieure à 400 heures sur une période inférieure ou égale à 12 mois.
- Pour toute opération comportant au moins un des travaux dangereux (dont l'amiante) définis dans la liste fixée par l'arrêté en application de l'article R4512-7 du Code du travail, quelle que soit la durée de l'opération.

Règles communes à toutes les opérations

- ♦ Inspection commune des lieux de travail, qui permet d'analyser les risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels et d'arrêter d'un commun accord un plan de prévention définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.
- ♦ Inspection commune du matériel éventuellement mis à disposition de l'entreprise extérieure.
- ♦ Délimitation du secteur de l'intervention.
- ♦ Matérialisation des zones de ce secteur qui peuvent présenter des dangers.
- ♦ Communication aux chefs des entreprises extérieures des consignes de sécurité applicables à l'opération.
- ♦ Analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités.

- CHSCT AP-HP : il est informé de la date d'inspection commune. Les membres désignés participant à ces visites donnent un avis sur les mesures de prévention. Le CHSCT accède au plan de prévention écrit et est informé de ces mises à jour.

☐ Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

PARTIE 5 - EN SAVOIR PLUS

5.1 - *Fiches documentaires des points de vigilance*

Conduite à tenir pour les opérations sans amiante identifié dans le DAT & le DTA



L'absence de mention d'amiante dans un DTA ne signifie pas l'absence réelle d'amiante



Intervention PRG ou URG

- Masque FFP3 conseillé (port moins d'un quart d'heure)
- Fiche de signalement *
- ☐ Arrêt de chantier
- ☐ Recherche Amiante – Diagnostic avant travaux (DAT)
- ☐ Mise à jour dans Dossier Technique Amiante et Document Unique d'Evaluation des Risques professionnels
- ☐ Traçabilité dans Fiche individuelle d'Exposition – Dossier Individuel de Suivi d'Exposition aux Risques Professionnels

* Fiche de signalement en page suivante.

 Vers
[3 - VOLET TECHNIQUE](#)
[Table des matières générale](#)

Fiche de signalement de suspicion d'amiante non répertorié dans le DTA ou le DAT ou de présence d'amiante dégradé



Signalement de suspicion d'amiante non répertorié dans le DTA ou le DAT ou de présence d'amiante dégradé

A adresser à <Référént Amiante Technique + Référént Amiante Ressources Humaine>

Date du signalement : / /

Nature du signalement : Suspicion ☐

Dégradation ☐

Signalant : Service AP-HP ☐

Entreprise intervenante ☐

Identité de la personne signalant : _____

Coordonnées de la personne signalant : _____

Localisation

Local ☐

Équipements ☐

Type d'équipement : _____

N° pièce _____

Bâtiment _____

Site _____

Affectation de la pièce :

Local technique ☐

Local professionnel ☐

Local ouvert au public ☐

Caractéristique de la présence suspectée de l'amiante ou de l'amiante dégradé

Sol ☐

Joint ☐

Calorifugeage ☐

Conduit-Gaine ☐

Cloison ☐

Plaque isolante ☐

Autre ☐ Préciser : _____

Complément d'information _____

Signature

Suivi du signalement

	Date du contrôle	Résultat		
Contrôle visuel par opérateur de repérage		Présence Amiante A : Etat de conservation :	Oui <input type="checkbox"/> 1 <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/> 2 <input type="checkbox"/> 3 <input type="checkbox"/>
Analyse d'échantillon (prélèvement de matériau)		Présence Amiante B : Recommandation :	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Mesure d'empoussièrement dans l'air		Concentration dans l'air	Fibres / litre	

Date de mise à jour du DTA : / /

Date de mise à jour du DUERP : / /

Signalisation de la présence d'amiante dans les locaux



■ Recours à une signalisation normalisée.

- Finalités : remise à disposition in situ du contenu du DTA pour informer l'opérateur de la présence d'un danger et l'inciter à regarder le DTA, en complément des autres moyens d'information (plaquette,

- Règles :

- entrée sortie d'un couloir ou tous les 25 mètres
- tous les locaux y compris ceux accueillant du public

■ S'assurer de l'actualisation de cette signalisation en cohérence avec le DTA et le DUER

■ Avertir que l'absence de signalisation ne signifie pas absence de danger

■ Mise sur intranet de chaque site du DTA et du DUER.



■ Absence de mention d'amiante dans un DTA

■ Absence de signalisation Amiante

ne signifient pas l'absence réelle d'amiante

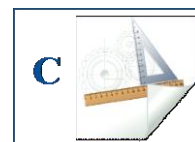


☞ Vers

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

Opération IMECA par Entreprise Extérieure Points de vigilance pour l'AP-HP



Opération IMECA par E. Ext Points de vigilance pour l'AP-HP		En savoir +
	<p>■ Si > 5 jours, transmission à l'inspecteur du travail et aux agents de la CRAMIF-CARSAT du lieu d'intervention</p>	<input type="checkbox"/>
	<p><input type="checkbox"/> Lieu, date du commencement et durée probable de l'intervention</p>	<input type="checkbox"/>
	<p><input type="checkbox"/> Localisation de la zone à traiter</p>	<input type="checkbox"/>
	<p><input type="checkbox"/> Description de l'environnement de travail du lieu d'intervention</p>	<input type="checkbox"/>
	<p><input type="checkbox"/> <u>Dossiers techniques</u> (Cf. code de la santé publique et code de la construction et de l'habitation) et autre document de repérage.</p>	<input type="checkbox"/>
	<p><input type="checkbox"/> Liste des travailleurs impliqués avec date de délivrance des attestations de compétence, date de visite médicale et le cas échéant le nom des travailleurs secouristes du travail affectés au chantier avec date de la validation de leur formation</p>	<input type="checkbox"/>

☐ Vers

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)
[Table des matières générale](#)

Notice de poste



- Au titre de la réglementation Risques chimiques - ACD (CT-R4412-39) et de l'obligation d'informations des travailleurs pour le risque Amiante (R4412-116)
- Réalisée par l'employeur
- Transmise pour avis au médecin du travail
- Avis du médecin du travail communiqué au CHSCT
- Une notice par poste de travail ou situation de travail exposant à un ACD (R4412-39)
 - **Notice par activité de surveillance de bonne exécution de chantier et activité de secours** (Techniques – mode opératoire utilisé compte tenu des matériaux concernées des protections collectives mises en œuvre)
 - INRS – ED6027: Tâche à effectuer en plusieurs phases par un opérateur / Procédé en plusieurs étapes par un ou plusieurs opérateurs / suivi d'un produit chimique de la réception à l'élimination

■ Contenu de la notice de poste

- Règles d'hygiène applicables
- le cas échéant, Consignes relatives à l'emploi des équipements de protection collective ou individuelle.
- Exemple
 - Description des différentes phases de travail avec les étapes sûres, les phases critiques, les interventions, les situations anormales prévisibles, et les opérations annexes
 - Identification des risques
 - Mesures de prévention et consignes de sécurité
 - Protection collective
 - Consignes sur le port des EPI
 - Règles d'hygiène
 - Mesures d'urgence en cas de dysfonctionnement
 - Dispositifs de 1er secours

☒ Vers
[3 - VOLET TECHNIQUE](#)
[Table des matières générale](#)



Autres acteurs

■ Procédures travaux et hygiène hospitalière

- ☐ Information du **service d'hygiène** sur les travaux RED
- ☐ Interfaces à organiser pour l'alimentation du chantier et l'évacuation des déchets

■ Déchets Amiante : Transport de matières dangereuses et Conseillère sécurité TMD

- ☐ Identification de la matière dangereuse :
 - ☐ Amiante blanc (chrysotile, actinolite, anthophyllite, trémolite) / 2590 :
 - Classe 9 – Numéro danger 90 - Groupe emballage III - Catégorie de transport 3
 - ☐ Amiante bleu (crocidolite) ou brun (amosite ou mysorite) / 2212 :
 - Classe 9 – Numéro danger 90 - Groupe emballage II - Catégorie de transport 23
- ☐ La **conseillère sécurité AP-HP** pour le transport des matières dangereuses est votre interlocuteur.
 - Voir site intranet : Thèmes et Métiers : Politique médicale – Transport des Matières dangereuses
 - Pour éviter tout accident, le transporteur doit avoir en sa possession le plan de masse (format A 4) avec les caractéristiques du circuit de circulation (hauteur max et largeur des voies, tonnage maximal supporté, sens unique et zone de circulation strictement interdite).
 - Un modèle de protocole de sécurité est accessible dans le CCTP du marché d'inertage sur le site d'ACHAT.

■ Déchets Amiante : Protocole avec le prestataire d'inertage

- ☐ Un accord entre l'AP-HP et le prestataire de l'inertage peut conduire à distinguer les déchets selon leur appartenance à la liste A et liste B du code de Santé. Ceci conduit à un conditionnement différencié de ces déchets, tout en respectant les règles applicables au transport des matières dangereuses.

Opérations IMECA en urgence

Liste non exhaustive des interventions



- Famille : Joints & Calorifuge.
 - ☐ Remplacement d'un joint vapeur amianté avec calorifuge non amianté +++
 - ☐ Remplacement joint vapeur non amianté avec calorifuge amianté +++
 - ☐ Remplacement joint vapeur amianté avec calorifuge amianté +++
 - ☐ Joint d'eau amianté avec calorifuge amianté (y compris joint de presse-étoupe) +++
 - ☐ Intervention sur canalisation sous calorifuge sans joint +++
 - ☐ Intervention sur calorifuge (détérioré – isolement et mise sous protection)
- Famille : Sol
 - ☐ Dalle de sol Réparation Recouvrement
 - ☐ Joint de dilatation
- Famille : Plafond
 - ☐ Soulèvement d'un faux plafond
- Famille : Portes
 - ☐ Recoupement – ascenseur (porte de palier faisant sas d'isolement) +++
 - ☐ Porte escalier, sas +++
 - ☐ Porte liée à la sécurité incendie +++
- Famille : Clapets CP – Ventilation
 - ☐ Volet de désenfumage Fermeture +++
- Famille : Gains
 - ☐ Électricité HT (encoffrement coupe-feu) +++
 - ☐ Compartimentage gaine
 - ☐ Locaux informatiques + installations électriques : caniveau de passage de câbles
- Famille : Autres
 - ☐ Intervention en cas d'incendie dans une zone avec présence d'amiante
 - ☐ Intervention dans installation d'ascenseur pour dégagement de personnes en cabine d'ascenseur

Hors IMECA-URG

- *Familles : Fenêtres et Façade, Équipement, Mur*

 Vers
[3 - VOLET TECHNIQUE](#)
[Table des matières générale](#)

Opérations IMECA programmables

Liste non exhaustive des interventions



- Famille : Joints & Calorifuge.
 - ☐ Remplacement d'un joint vapeur amianté avec calorifuge non amianté +++
 - ☐ Remplacement joint vapeur non amianté avec calorifuge amianté +++
 - ☐ Remplacement joint vapeur amianté avec calorifuge amianté +++
 - ☐ Joint d'eau amianté avec calorifuge amianté (y compris joint de presse-étoupe) +++
 - ☐ Intervention sur canalisation sous calorifuge sans joint +++
 - ☐ Intervention sur calorifuge (détérioré – isolement et mise sous protection)
- Famille : Sol
 - ☐ Dalle de sol Réparation Recouvrement
 - ☐ Joint de dilatation
 - ☐ Dalle de sol - Entretien
 - ☐ Clapet CF Plancher de traversée (réarmement bloc op)
 - ☐ Percement
- Famille : Plafond
 - ☐ Joint de dilatation
 - ☐ Soulèvement d'un faux plafond
- Famille : Portes
 - ☐ Voir liste des IMECA d'urgence
 - ☐ Recoupement – ascenseur (porte de palier faisant sas d'isolement) +++
 - ☐ Porte escalier, sas +++
 - ☐ Porte liée à la sécurité incendie +++
- Famille : Clapets CP – Ventilation
 - ☐ Clapet d'air conditionné Cf. Centrale de traitement d'air – V Mécanique du réseau de traitement d'air
 - ☐ Volet de désenfumage Fermeture +++
- Famille : Gains
 - ☐ Électricité HT (encoffrement coupe-feu) +++
 - ☐ Compartimentage gaine
 - ☐ Locaux informatiques + installations électriques : caniveau de passage de câbles
 - ☐ Gaine de ventilation VMC
 - ☐ Vide-ordures (logement)
 - ☐ Gaine linge sale

- Famille : Mur
 - ☐ Percement
 - ☐ Peinture
 - ☐ Carrelage
 - ☐ Ponçage
- Famille Fenêtres et Façade
 - ☐ Joint de dilatation
 - ☐ Bio nettoyage des vitres avec joints amiantés
- Famille Équipement
 - ☐ Joints de four et d'étuves autoclaves (changement)
 - ☐ Joint Marine : Tresses
 - ☐ Chauffe-ballon – laboratoires
 - ☐ Armoire à solvants
 - ☐ Couverture et gants amiantés
 - ☐ Insonorisation sur support amianté (échappement de groupe électrogène)
 - ☐ Intervention en zone confinée en cours de chantier de désamiantage sur armoire électrique ou autres
- Famille : Autres
 - ☐ Intervention en cas d'incendie dans une zone avec présence d'amiante
 - ☐ Intervention dans installation d'ascenseur pour dégagement de personnes en cabine d'ascenseur
 - ☐ Jardinières, cendriers et autres éléments extérieurs

 Vers
[3 - VOLET TECHNIQUE](#)
[Table des matières générale](#)

Prise en compte de la composante amiante dans la conduite d'une opération de travaux



■ A - Programme (maître d'ouvrage)

☐ Dans la partie Diagnostics, la composante Amiante :

- En complément du Dossier Technique Amiante (DTA),
- Le maître d'ouvrage fait réaliser par un repérage de la présence d'amiante (Diagnostic Avant Travaux - DAT) afin d'identifier les contraintes techniques et financières de réalisation
 - **dès le début de l'étude**
 - **et en cours d'étude**
 - et dès libération totale des locaux qui n'ont pu être visités au préalable pour des raisons d'exploitation ou d'hygiène.

Nota : Le programme de l'opération accompagné des pièces graphiques précisant les limites de l'opération doit être transmis à l'expert qui réalise le diagnostic.

■ B - Cahier des charges du dossier de consultation des concepteurs (maître d'œuvre)

☐ Désignation du maître d'œuvre

- Il élabore son projet en intégrant la composante Amiante.
- Il rédige le cahier des charges techniques (CCTP) intégrant la composante Amiante ([rapports de repérage - DAT](#)).



☐ L'allotissement

- Intègre un lot désamiantage si nécessaire.
- Informe les autres lots de la composante amiante.

■ C - Cas où des éléments de sécurisation sont dans le périmètre du chantier Amiante

☐ Organiser le dévoiement des circuits lors de la préparation du chantier, Si situation d'urgence sans dévoiement possible des circuits de la zone d'intervention :

Faire appel à la société extérieure qui dispose des modes opératoires Si situation d'urgence et en période de garde technique (soir et WE), en mode dégradé et à titre exceptionnel :

Recours à la garde technique du site sous réserve de :

- Un mode opératoire préalablement écrit, validé ou en cours de validation
- + Une opération de sécurisation à durée limitée.
- + Les opérateurs titulaires de l'attestation Opérateur de chantier,
- + Des EPC et EPI adaptés mis à disposition et utilisés.
- + Un contrôle d'empoussièrement de la zone ouverte effectué après intervention.



Règlement de consultation et CCTP

- Différencier Intervention programmée / Intervention en urgence.
- Faire figurer toutes les informations pouvant influencer sur le déroulement de l'opération dont:
 - ☐ Intervention éventuelle d'autres entreprises que celle intervenant sur des matériaux contenant de l'amiante avant, pendant et après travaux (cf. coordination).
 - ☐ Présence de public à proximité du chantier.
 - ☐ Situation des locaux ou équipements à traiter dans l'environnement global avec indication des réseaux dont l'arrêt est impossible.
 - ☐ Conditions d'implantation de l'entreprise.
 - ☐ Conditions de consignation des circuits (électricité, gaz sous pression, ventilation, chauffage, réseau incendie, désenfumage, vapeur etc.).
 - ☐ Contraintes techniques d'activité.
 - ☐ Conditions de gardiennage (conduite à tenir en cas de défaut constaté).
 - ☐ Rapport de repérage et tout autre élément relatif à la zone à traiter et celles pouvant être affectées par les travaux.
 - ☐ Plan de situation, de masse, de localisation des matériaux contenant de l'amiante, etc.
 - ☐ Plan général de coordination en matière de protection de la santé (PGCSP) éventuel ou plan de prévention et protocole de sécurité (pour opérations de chargement-déchargement) dans les autres cas.
 - ☐ Procédures à suivre en cas de doute sur la présence de l'amiante hors opération de désamiantage.
 - ☐ ...
- Transmission de la partie Amiante du Document Unique d'Évaluation des Risques professionnels (élément essentiel).
- Moyens de surveillance de l'extérieur, en exigeant la présence d'un hublot permettant une bonne visualisation de la zone de désamiantage ou de caméras étanches.
- Conditions d'une communication adaptée entre l'intérieur et l'extérieur des zones pendant l'opération en fonction de la localisation et des caractéristiques du chantier.
- Planning prévisionnel incluant les phases de préparation et de restitution.
- Inertage obligatoire des déchets (sauf revêtement bitumeux de chaussée traité par stockage).
- Identité du conseiller à la sécurité de l'entreprise de désamiantage (RED) au titre du transport des matières dangereuses.
- S'assurer du contrôle de l'empoussièrement environnemental à l'extérieur du chantier (5 f/l) par l'entreprise dont la fréquence dépend de l'occupation du site (2 fois par semaine minimum si occupé, sinon 1 fois par semaine).
- Obtention des résultats des contrôles d'empoussièrement au poste de travail en cours d'intervention.
- Obtention des résultats des prélèvements d'empoussièrement environnemental sous 48 heures avec adressage d'une copie immédiate au directeur des travaux.

- Préciser la prépondérance de la valeur technique par rapport à la valeur financière de l'offre, lors de l'analyse des offres - 60% technique / 40% économique.
- Recours à la sous-traitance avec certifications et compétences des intervenants.

Exemple de grille d'analyse des offres

■ I – Valeur technique présentant l'organisation et les moyens mis en place notée 60 points suivant les critères énoncés ci-dessous :

- ☐ 1 - Informations générales sur la société, références équivalentes (hôpital et autres), N° certification de l'entreprise ou mention de chantiers test en cours : 5 points.
 - Transmission des documents obligatoires ou figurant dans le CCTP.
 - ☐ 2 - Description détaillée des processus de désamiantage proposés par la société : 40 points.
 - Étendue des processus ou des modes opératoires 15 points.
 - Adaptation des processus ou des modes opératoires par rapport au niveau d'empoussièrement, respect de la VLEP et de l'environnement 15 points.
 - Modalités de contrôles d'empoussièrement à l'intérieur du chantier 3 points.
 - Prise en compte du contexte du chantier (bruit, continuité des fluides, etc.) 2 points.
 - Durée du chantier 2 points.
 - Mesures libératoires, contrôles de fin de travaux 3 points.
 - ☐ 3 - Méthodologie envisagée pour la sécurisation des abords des ouvrages à traiter, les capacités de réaction en mode dégradé, le contrôle environnemental : 5 points.
 - Sécurisation de l'abord des chantiers et des zones sensibles (présence de public, contraintes techniques d'activité, etc.).
 - Capacité d'intervention en cas de dysfonctionnement, d'alarme, d'urgence pendant les heures de chantier et hors heures de chantier (équipe dédiée, temps de réponse de l'encadrant-chantier de l'entreprise, etc.).
 - Contrôles d'empoussièrement à l'extérieur du chantier.
 - ☐ 4 - Organigramme de l'équipe pressentie et Moyens maximums mis à disposition pour une opération de désamiantage, CV, formation : 5 points.
 - ☐ 5 - Mode de gestion locale des déchets issus du désamiantage et de la dépollution : 5 points.
- ### ■ II – Prix noté 40 points suivant les critères énoncés ci-dessous :
- ☐ 1 – Prix de la formule forfaitaire : 40 points.

 Vers

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)
[Table des matières générale](#)

Évaluation des risques et documents techniques à fournir



Habitation P Privative	Habitation P. Commune	Travail
Dossier Amiante liste A DAT (pro- priétaire)	DTA liste A+B + DAT (pro- priétaire)	DTA liste A+B + DAT (pro- priétaire)
Repérage Liste C et autres matériaux repé- rés		
Rapport précédent de fin de travaux		

Fonction de la nature des travaux,
choix du processus et estimation du
niveau d'empoussièrement par En-
treprise Certifiée ou avec modes
opératoires validés

■ Évaluation des risques

- ☐ Documents techniques
 - Voir codes de la santé publique et de la construction et de l'habitation
- ☐ Document unique d'évaluation des risques professionnels intégrant la fiche récapitulative du DTA
 - Voir code du travail

■ Point de vigilance pour AP-HP

- ☐ Obtention et Gestion documentaire
- ☐ Communication de ces documents
 - Après choix de l'entreprise

☒ Vers
[3 - VOLET TECHNIQUE](#)
[Table des matières générale](#)

De l'évaluation des risques professionnels liés à une intervention à la rédaction du mode opératoire



■ Points d'attention

- ☐ Température
- ☐ Posture (dont travail en hauteur)
- ☐ Charges physiques
- ☐ Etc.

■ Ayant des impacts sur les équipements de travail et protections collectives

- ☐ Les équipements de travail et de protection collective à mettre en œuvre pour éviter les accidents du travail et la nécessité d'intervention des secours
 - Cf. travail en hauteur sans échelle mais sur plateforme, transports mécanisés des matériels, équipements nécessaires au chantier et des matériaux (cf. palan), etc.
- ☐ L'adaptation des techniques utilisées
- ☐ Le nombre d'intervenants
- ☐ La durée du chantier
- ☐ Etc.


■ Ayant des impacts sur les protections individuelles (port effectif, pénibilité, etc.)

- ☐ Le type d'EPI
- ☐ Le temps de travail avec port d'EPI
 - Apport d'air réchauffé si travaux extérieurs par temps froid, et inversement.
- ☐ Etc.

 Vers
[3 - VOLET TECHNIQUE](#)
[Table des matières générale](#)

Mode opératoire




- Pour **intervention sur MECA / Par processus**
- Résulte de l'évaluation des risques
- Est annexé au DUER 

- Avis du médecin du travail, du CHSCT de l'exécutant de l'intervention
- Transmis à l'inspection du travail et au service prévention des organismes de sécurité sociale du ressort du lieu d'intervention

- Mise à jour = idem


- Si intervention > 5 jours, transmission à l'inspection du travail et au service de prévention de la sécurité sociale du lieu d'intervention (procédure supplémentaire) :
 - ☐ Lieu, date et durée probable de l'intervention
 - ☐ Localisation de la zone à traiter
 - ☐ Description de l'environnement de travail du lieu d'intervention
 - ☐ Dossiers techniques (repérage amiante, DTA, etc.)
 - ☐ Liste des travailleurs impliqués avec date de délivrance des attestations de compétence des travailleurs, date de visite médicale et nom des travailleurs secouristes du travail affectés au chantier avec date de validité de la formation

- **Contenu du mode opératoire**
 - ☐ Nature de l'intervention
 - ☐ Matériaux concernés
 - ☐ Fréquence et modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la VLEP
 - ☐ Si le niveau d'empoussièrement attendu est de 2 ou 3, modalités de mise en œuvre du test de la fumée >>
 - **Si confinement statique, bilan aérodynamique validé par test fumée ne sert pas.**
 - **Si dynamique, test nécessaire.**
 - ☐ Descriptif de la méthode de travail et moyens techniques mis en œuvre
 - ☐ Notices de poste
 - ☐ Caractéristiques des équipements de protection des travailleurs 
 - ☐ Caractéristiques des équipements de décontamination des travailleurs
 - ☐ Moyens de protection des personnes à proximité de la zone d'intervention
 - ☐ Procédures de décontamination des travailleurs et des équipements
 - ☐ Procédures de gestion des déchets (y compris la phase de stockage provisoire)
 - ☐ Durée et temps de travail du port ininterrompu des APR, habillage, déshabillage, décontamination et pause après vacation, nombre quotidien de vacations

 Vers
[3 - VOLET TECHNIQUE](#)
[Table des matières générale](#)

Contenu du rapport de fin de travaux de Retrait, d'Encapsulage ou de Démolition ou rapport de fin d'intervention



<ul style="list-style-type: none"> ■ Plan de retrait ou d'encapsulage et éventuels additifs ■ Journal de chantier ■ Recueil des procès-verbaux et analyses, consignations, etc. ■ Certificat d'acceptation préalable des déchets (à obtenir avant démarrage du chantier) ■ Bordereau de suivi des déchets amiantés et bordereau de suivi des déchets industriels des différents déchets ■ Certificats d'élimination des déchets ■ PV de réception et levées des réserves ■ Plan faisant apparaître les matériaux contenant de l'amiante retirés, encapsulés ou non retirés 	 <div data-bbox="1321 689 1385 723" style="border: 1px solid black; padding: 2px; text-align: center;">PA</div>
--	--

 Vers

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

Déchets



☐ Documents indispensables

- ☐ Certificat d'acceptation préalable des déchets avant le début des travaux
- ☐ Certificat d'élimination des déchets avec procédés d'inertage
- ☐ Bordereau de suivi des déchets amiantés
 - Un BSDA par type de matériau (code déchet)
 - Exemples :
 - Plâtre et briques liés dans un même « big bag » = 1 BSDA
 - EPI dans un « big bag » = 1 BSDA
 - Mitres ou conduit de cheminée dans un « big bag » ou emballage spéciale double peau pour les grandes longueurs. = 1 BSDA
 - Bitume comportant de l'amiante et des hydrocarbures toxiques (HAP) = 1 BSDA
 - Délai de conservation du BSDA final : 5 ans.
 - La numérisation de ce BSDA est fortement recommandée et permet une conservation plus longue.

☐ Statut du bon de réception des déchets dans les installations du prestataire d'inertage (cas général) ou de stockage (cas des revêtements routiers) avant BSDA

- ☐ Paiement service fait qui entrainerait une réduction des délais d'obtention du BSDA
- ☐ **Démarches DREAL** : les conditions d'exécution des marchés centraux relatifs aux opérations sur amiante précisent les modalités de prise en charge des déchets amiantés. Aucune démarche de déclaration ou d'autorisation auprès de la DREAL n'est nécessaire.
- ☐ **Protocole de sécurité** (pour les opérations de chargement-déchargement - article 4515-4 à 11 du code du travail)
 - ☐ Le document dit protocole de sécurité remplace le plan de prévention pour les opérations de chargement et déchargement. Il s'applique à l'amenée et l'enlèvement du conteneur à déchets 6 faces.

☐ Procédure Transport de matières dangereuses – voir INRS ED 6028

- ☐ Vérification de l'attestation ADR, de la signalétique du véhicule
- ☐ Tous les « big bags » peuvent être transportés dans un même véhicule disposant de la spécialité ADR et en possession des différents BSDA correspondants.

☐ Conditionnement

- ☐ Favoriser pour le rangement des sacs de type « big bag » les conteneurs type maritime fermés sur 6 faces et étanches – Recommandation à ajouter dans les CCTP
- ☐ Ne pas mélanger les déchets de nature différente dans un même sac ou «big bag»
 - Exemples :
 - Tuyauterie de ventilation dans un sac
 - EPI, filtres dans un autre sac
 - Revêtement amianté sur gravats dans un big bag
 - Tôle fibro-ciment dans un emballage spécifique
- ☐ Mise sur palette adaptée au poids des sacs de type « big bag »

- Nota : le gerbage des « big bags » est interdit
- ☐ Accessibilité du local « déchets Amiante » ou des conteneurs pour les camions prenant en charge les déchets
- ☐ **Scellé des « bigs bags »**
 - ☐ Déchets issus des matériaux de la liste A et des matériaux dégradés de la liste B >> Scellé obligatoire, nom, n° SIRET et n° de lot conformément au décret du 28 avril 1988
 - ☐ Locaux des déchets
 - ☐ Conformité aux normes des installations classées selon le régime de déclaration ou d'autorisation

A noter :

Le protocole convenu avec le prestataire d'inertage contient un plan de management de la qualité pour le respect des bonnes pratiques. Il est accessible auprès du service en charge du suivi technique du dossier amiante au siège de l'AP-HP.

Les BSDA doivent être archivés pendant 5 ans.

 Vers

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

Contrôle obligatoire de l'empoussièrement environnemental à l'extérieur du chantier 5 f/l

C. Santé Publ.

Critères



■ Obligatoire

- ☐ RED
- ☐ IMECA à proximité du public si le niveau d'empoussièrement (évaluation des risques) est supérieur ou égale à 10f/l (Ex : Toutes interventions dans un lieu où le public accède à la proximité du chantier - Cf. circulation, salles de consultation, etc.)
- ☐ Y compris dans la phase de qualification du mode opératoire

■ Non obligatoire

- ☐ Toutes interventions dans un lieu clos dans lequel le public n'accède pas (exemple chaufferie)

■ Fréquence conseillée si le niveau d'empoussièrement est supérieur ou égale à 10 fibres par litre

- ☐ 2 fois par semaine minimum si zone occupée, sinon 1 fois par semaine

■ Réception sous 48 h des résultats de l'empoussièrement environnemental. Adressage d'une copie immédiate au directeur chargé des travaux ou son représentant qui transmettra aux référents Amiante / Encadrants technique et chantier

Vers

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)

Équipements de protection individuelle si empoussièr- ment supérieur à 5 f/l (CSP) et selon niveau d'empoussièrment

Arrêté du 7 mars 2013 – JO du 14/3/2013



Équipements de protection individuelle si >5 f/l (CSP) et selon niveau d'empoussièrment				
Arrêté du 7 mars 2013 – JO du 14/3/2013				
RED	IMECA	Vêtements de protection	Gants	Chaussants
Niv 1 = 100 f/ l		À usage unique <ul style="list-style-type: none">avec capuche de type 5coutures recouvertes ou soudées (classification issue de la norme NF EN ISO 13982-1 et son amendement de mars 2011),Fermés au cou, aux chevilles et aux poignets*	<ul style="list-style-type: none">Étanches aux particulesCompatibles avec l'activité exercée	<ul style="list-style-type: none">Chaussures, bottes décontaminablesou surchaussures à usage unique
Niv 2 = 100 f/l ≤ niv < 6000 f/l				
Niv 3 = 6000 f/l ≤ Niv < 25000 f/l				
*hors arrêté : fermeture et continuité de l'étanchéité combinaison-gants / chaussures / masque avec bandes adhésives		Après chaque utilisation, les consommables sont traités comme les déchets Amiante		

Équipements de protection individuelle Appareils de protection respiratoire (APR)

■ Règles générales

- ☐ Adaptés
 - aux conditions de l'opération
 - Notamment à partir de l'évaluation des risques
 - à la morphologie des travailleurs
 - Essai d'ajustement et tests d'étanchéité
- ☐ Formation à l'utilisation et à l'entretien des APR
- ☐ Port soumis à aptitude médicale
- ☐ Description des EPI dont APR dans le mode opératoire

Appareils de protection respiratoire et vêtement spécifique associé Arrêté du 7 mars 2013 – JO du 14/3/2013	IMECA	RED	IMECA	
Si environnement > 5 f/l + selon niveau d'empoussièrement & évaluation des risques	Niv 1 < ¼ h	Niv 1	Niv 2	Niv 3
▪ Demi-masque filtrant FFP3 usage unique	O	O	N	N
▪ APR filtrant avec demi-masque ou masque complet équipé de filtres P3	-	O	N	N
▪ APR filtrant à ventilation assistée TM2P avec demi-masque	-	O	N	N
▪ APR filtrant à ventilation assistée TH3P avec cagoule ou casque	-	O	N	N
▪ APR filtrant à ventilation assistée TM3P avec masque complet	-	O	O	N
▪ APR isolant à adduction d'air comprimé respirable à débit continu de classe 4	-	N	O	O
▪ APR isolant à adduction d'air comprimé respirable à la demande à pression positive avec masque complet permettant d'atteindre le cas échéant un débit supérieur à 300 l/min	-	N	O	O
▪ Vêtement de protection <u>ventilé étanche aux particules</u>	-	N	N	O

Hors arrêté : AP-HP : si < 5 f/l environnemental + niv 1 d'empoussièrement = FFP3 pour IMECA

Choix des appareils de protection respiratoire par niveau (et tranche) d'empoussièrément permettant le respect de la VLEP à 10 f/L



Extrait de l'instruction n° DGT/CT2/2015/238 du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Niveau d'empoussièrément		EPI prescrits dans l'arrêté du 7.03.2013						Tenue étanche ventilée
		FFP3	Demi-masque ou masque complet avec filtre P3	TM2P VA demi-masque	TH3P VA cagoule ou casque	TM3P Ventilation assistée avec masque complet	Adduction d'Air (AA)	
Niveau 1	0 à < 100 f/L	Adapté mais limité à 15 min/jour et à la SS4	Adapté	Adapté	Adapté	Adapté	Non prescrit	
Niveau 2	= 100 à < 800 f/L	Interdit			Adapté	Adapté	Non prescrit	
	= 800 à < 2 400 f/L	Interdit			Adapté sous condition de réduire la durée d'exposition par jour (max de 2 400 f/L pour 2h/jour)	Adapté		
	= 2 400 à < 3 300 f/L	Interdit			Non adapté	Adapté sous condition de réduire la durée d'exposition par jour (max de 6 000 f/L pour 3h/jour)		
	= 3 300 à < 6 000 f/L	Interdit				Adapté*		
Niveau 3	= 6 000 à < 10 000 f/L	Interdit			Interdit	Adapté sous condition de réduire la durée d'exposition par jour (max de 10 000 f/L pour 2h/jour)	Adapté	
	= 10 000 à < 25 000 f/L	Interdit			Interdit	Non adapté	Adapté	

* Par application des dispositions de l'article R. 4412-110 du CT et de l'article 3 de l'arrêté du 7 mars 2013 fixant les prescriptions minimales en matière d'équipements de protection individuelle par niveau d'empoussièrément, l'employeur qui, après évaluation des risques, n'adapte pas la durée du travail de ses salariés au regard des empoussièrément compris entre 3 300 et 6 000 f/L, met à disposition des travailleurs la tenue étanche ventilée pour garantir le respect de la VLEP à 10 f/L.



Vérification, entretien et maintenance des appareils de protection respiratoire Arrêté du 7 mars 2013			
Selon instructions du fabricant	Utilisation	Autres événements	Périodique
Contrôle de l'état général	Avant		A minima tous les 12 mois
Contrôle du bon fonctionnement des APR	Avant	Après toute intervention sur l'équipement ou tout événement susceptible d'altérer son efficacité	A minima tous les 12 mois
Test d'étanchéité permettant de vérifier que la pièce faciale est correctement ajustée par le travailleur	Avant		
Décontamination des APR	Après chaque utilisation		
Traçabilité date et fréquence sur registre de sécurité (CT – L 4711-5)		Changements des filtres	



Équipements de protection individuelle si >5 f/l (CSP) et selon niveau d'empoussièremment Arrêté du 7 mars 2013 – JO du 14/3/2013	
Appareils de protection respiratoire RED IMECA Niv 1 : N < 100 f / l + évaluation des risques	Observations
▪ Demi-masque filtrant à usage unique FFP3	IMECA d'une durée de moins de quinze minutes classification issue de la norme NF EN 149 de septembre 2009)
▪ APR filtrant avec demi-masque ou masque complet équipé de filtres P3	classification issue de la norme NF EN 143 de mai 2000
▪ APR filtrant à ventilation assistée TM2P avec demi-masque	classification issue de la norme NF EN 12 942 de décembre 1998 et ses amendements)
▪ APR filtrant à ventilation assistée TH3P avec cagoule ou casque	classification issue de la norme NF EN 12 941 de décembre 1998 et ses amendements

Appareils de protection respiratoire		Observations
RED	IMECA	
Niv 2 = 100 f/l ≤ niv < 6000 f/l + évaluation des risques		
<ul style="list-style-type: none"> APR filtrant à ventilation assistée TM3P avec masque complet permettant d'assurer en permanence une surpression à l'intérieur du masque et dont le débit minimum est de 160 l/min 		classification issue de la norme NF EN 12942 de 1998 et ses amendements
<ul style="list-style-type: none"> APR isolant à adduction d'air comprimé respirable à débit continu de classe 4 assurant un débit minimum de 300 l/min, avec masque complet 		défini et identifié selon la norme NF EN 14594 août 2005
<ul style="list-style-type: none"> APR isolant à adduction d'air comprimé respirable à la demande à pression positive avec masque complet permettant d'atteindre le cas échéant un débit supérieur à 300 l/min 		défini et identifié selon la norme NF EN 14593-1er août 2005

APR et vêtement spécifique associé		Observations
RED	IMECA	
Niv 3 = 6000 f/l ≤ Niv < 25000 f/l + évaluation des risques		
<ul style="list-style-type: none"> APR isolant à adduction d'air comprimé respirable à débit continu de classe 4 assurant un débit minimum de 300 l/min, avec masque complet 		défini et identifié selon la norme NF EN 14594 août 2005
<ul style="list-style-type: none"> APR isolant à adduction d'air comprimé respirable à la demande à pression positive avec masque complet permettant d'atteindre le cas échéant un débit supérieur à 300 l/min 		défini et identifié selon la norme NF EN 14593-1er août 2005
<ul style="list-style-type: none"> Vêtement de protection ventilé étanche aux particules 		

5.2 - Règles techniques et protections collectives

Les règles techniques :

Le donneur d'ordre se doit de connaître les règles techniques, les mesures de prévention et les moyens de protection collective que les entreprises doivent mettre en œuvre lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante fixés par le cadre réglementaire.

Le référent technique amiante du site doit informer le directeur du site hospitalier et sa hiérarchie technique en cas de manquement aux règles de sécurité, de défaillance de protections collectives de la part d'entreprises extérieures. Dans ce cas, l'AP-HP doit faire arrêter le chantier et aviser l'entreprise, l'inspection du travail, la CARSAT ou CRAMIF.

Règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective

Arrêté du 8 avril 2013

RED

IMECA

■ Préparation de l'opération : Moyens de Protection Collective – rappel CT - R4412-109

- ☐ Éviter la dispersion des fibres d'amiante en dehors de la zone de travail
- ☐ Abaisser la concentration en fibres d'amiante au niveau le plus bas techniquement possible
 - Abattage des poussières
 - Aspiration des poussières à la source
 - Sédimentation continue des fibres d'amiante en suspension dans l'air
 - Moyens de décontaminations appropriés

Les points de vigilance dans la mise en œuvre de ces dispositions selon la nature et les étapes des opérations sont les suivants :

Règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective

Arrêté du 8 avril 2013

RED

IMECA

■ R4412-109

- ☐ Abattage des poussières
- ☐ Aspiration des poussières à la source
- ☐ Sédimentation continue des fibres d'amiante en suspension dans l'air
- ☐ Moyens de décontaminations ap-

■ Préparation de l'opération : Évaluation des risques et caractéristiques de l'opération

- ☐ **Vérification** par l'employeur réalisant l'opération de :
 - **Repérage et consignation des réseaux susceptibles de présenter des risques lors de l'opération** (Section 2 Travaux à proximité d'ouvrage – mesures à prendre lors de l'élaboration de projets de travaux – Code Env. R554-19 sous-section 1 et suivant)
 - **Marquage** des matériaux, composants, de tous les équipements ou parties d'équipement contenant de l'amiante
 - **Évacuation** du lieu, le cas échéant, ou du local à traiter **de tous les composants, équipements ou parties d'équipement non contaminés ou dont la présence risque de nuire au bon déroulement de**

☐

☐

☐

	Opération en milieu intérieur – Confinement et assainissement	
RED	IMECA	
	Durant la phase de préparation des travaux A la charge de l'employeur réalisant l'opération	
	ainsi que les surfaces, les structures et les équipements non décontaminables restant dans la zone de travail mais non concernés par les opérations sont protégés par un dispositif de protection résistant et étanche (film de propreté).	
	<ul style="list-style-type: none"> Fenêtres aménagées dans le confinement de la zone de travail permettant de visualiser le chantier depuis l'extérieur sauf si la configuration du chantier ne le permet pas Création d'un flux d'air neuf et permanent pendant toute la durée du chantier, de l'extérieur vers l'intérieur de la zone de travail 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Niveau d'empoussièrément 3	■ Mise en place d'un confinement – suite <input type="checkbox"/> Idem que pour les niveaux d'empoussièrément 2 mais avec une protection de la séparation physique doublée.	<input type="checkbox"/>
Niveau d'empoussièrément 2 ou 3 N > 5 f/l ET N > VLEP	■ Mise en place d'un confinement - suite <input type="checkbox"/> Mise en place d'un ou plusieurs extracteurs d'air <ul style="list-style-type: none"> chacun équipé a minima de filtres à THE de type HEPA minimum H 13 selon les classifications définies par la norme NF EN 1822-1 de janvier 2010 avec rejet de l'air vers le milieu extérieur assurant un débit d'air permettant d'obtenir un renouvellement de l'air de la zone de travail dans tous les cas ≥ six volumes par heure pour les empoussièrements Niveau 2 ≥ dix volumes par heure pour les empoussièrements Niveau 3 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	■ Doit s'assurer de l'homogénéité du renouvellement d'air de la zone de travail (bonne répartition des entrées d'air et de leur positionnement par rapport aux extracteurs) ■ Niveau de dépression de la zone de travail par rapport au milieu extérieur ≥ 10 Pa en fonctionnement normal à vérifier pendant toute la durée de l'opération	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective
Arrêté du 8 avril 2013

RED	IMECA	Location et prêt de matériels A la charge de l'employeur réalisant l'opération	
		■ Information du loueur ou prêteur de la nature des opérations envisagées et des conditions d'utilisation	<input type="checkbox"/>
		■ Contractualisation entre les parties des modalités de décontamination et de restitution des matériels	<input type="checkbox"/>

Règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective
Arrêté du 8 avril 2013

RED	IMECA	Traçabilité des contrôles dans le registre de sécurité A la charge de l'employeur réalisant l'opération Réalisation Opération	
		■ Dans le registre de sécurité (registre unique réunissant attestations, consignes, résultats et rapports relatifs aux vérifications et contrôles mis à la charge de l'employeur au titre de la santé et de la sécurité au travail et les observations et mises en demeure notifiées par l'inspection du travail en matière de santé et de sécurité, de médecine du travail et de prévention des risques)	<input type="checkbox"/>
		■ Mise à disposition de ce registre, sur le chantier	<input type="checkbox"/>

Règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective -
Arrêté du 8 avril 2013

Traçabilité des contrôles dans le registre de sécurité

■ Mesurages d'empoussièrement (R. 4412-98) - Dates et résultats	RED	IMECA	Réalisat. Op
■ Mesurages d'empoussièrement spécifiques au chantier test et à sa phase de validation pour chaque processus d'une opération de (R4412-128) – Dates et résultats	RED		Réalisat. Op
■ Vérification de l'efficacité des mesures prises en cas de constat <input type="checkbox"/> d'un dépassement du niveau d'empoussièrement estimé et de non garantie du respect de la VLEP (R. 4412-114) – Dates et résultats des mesurages d'empoussièrement <input type="checkbox"/> de dépassement du 3 ^{ème} niveau d'empoussièrement (R. 4412-115)	RED	IMECA	Réalisat. Op
■ Contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle (R. 4412-101) - Résultats	RED	IMECA	Réalisat. Op
■ Contrôle préalable de l'état initial de l'empoussièrement (CT-R. 4412-127 + CSP R1334-25)	RED		Réalisat. Op

Règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective -
Arrêté du 8 avril 2013

Traçabilité des contrôles dans le registre de sécurité

■ Contrôle de l'absence de dispersion de fibres dans l'environnement du chantier et locaux adjacents (R. 4412-128)	RED		Réalisat. Op AP-HP
■ Justificatifs du maintien en état et du renouvellement des moyens de protection collectifs et EPI R. 4412-111 dont, le cas échéant, les dates de changements des <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> filtres et préfiltres des équipements de protection collective <input type="checkbox"/> installations de filtration de l'eau. 	RED	IMECA	Réalisat. Op
■ Consignation des paramètres de surveillance du chantier tels que, s'il y a lieu, <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> niveau de la dépression, <input type="checkbox"/> vérification de l'état des dispositifs de protection et du confinement <input type="checkbox"/> résultats des tests de fumée et du bilan aéraulique 	RED	IMECA	Réalisat. Op
■ Attestations de consignation des réseaux	RED	IMECA	Réalisat. Op AP-HP
■ Rapports des installations et des équipements soumis à vérification périodique	RED	IMECA	Réalisat. Op AP-HP
■ Justificatifs des modalités définies entre le loueur et l'employeur	RED	IMECA	Réalisat. Op

Règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective -
Arrêté du 8 avril 2013
Dispositions complémentaires et spécifiques aux RED

RED	Organisation et surveillance A la charge de l'employeur réalisant les travaux	
Organisa- tion de la surveil- lance des travaux et des se- cours	<ul style="list-style-type: none"> ■ Prendre les mesures nécessaires pour que soient assurés : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Le contrôle des accès à la zone de travail. <input type="checkbox"/> Le port effectif des équipements de protection individuelle. <input type="checkbox"/> La surveillance de l'évacuation des déchets. <input type="checkbox"/> L'effectivité du déclenchement et de la mise en oeuvre des secours. 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Surveil- lance de l'environne- ment du chantier	<ul style="list-style-type: none"> ■ Afin de s'assurer de l'efficacité des mesures mises en place (cf. 2° de l'article R. 4412-108), détermination en fonction de la durée des travaux et de la fréquence des mesures d'empoussièrement telles que prévues à l'article R. 4412-128 qui sont réalisées à compter du démarrage de la phase de tra- vaux. 	<input type="checkbox"/>
RED	Installations de décontamination – Dispositions communes A la charge de l'employeur réalisant les travaux	
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Les installations permettant la décontamination (cf. 3o de l'article R. 4412-96) sont conçues, équipées, entretenues et ventilées de manière à permettre la décontamination des travailleurs, des personnes autorisées à entrer en zone compte tenu de leur travail et de leur fonction et des équipements de travail et des déchets. 	<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mises en place durant la phase de préparation (cf. application du 2° de l'article R. 4412-108). 	<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Installations de décontamination des travailleurs distinctes de celles des équipements de travail et des déchets sauf si la configuration du chantier ne le permet pas. 	<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Constituent les seules voies de sortie depuis la zone de travail vers l'extérieur, à l'exception de manœuvre de secours. 	<input type="checkbox"/>
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Ventilation des installations de décontamination par balayage d'air non pollué afin d'assurer la salubrité et empêcher tout transfert de pollution en dehors de la zone de travail ; 	<input type="checkbox"/>
RED	Installations de décontamination des travailleurs A la charge de l'employeur réalisant les travaux	
	<ul style="list-style-type: none"> ■ Trois compartiments, dont deux douches permettant d'assurer successivement la décontamination et la douche d'hygiène. ■ Alimentées en quantité et en pression suffisante d'eau à température réglable. 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Si niveau 1	<ul style="list-style-type: none"> ■ Par exception, pour les processus dont l'empoussièrement estimé est de premier niveau, les installations de décontamination peuvent comprendre <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> une zone de décontamination à la sortie de la zone de tra- vaux permettant l'aspiration au moyen d'un aspirateur équi- pé de filtre THE de type HEPA <i>a minima</i> H 13 (selon les 	<input type="checkbox"/>

Règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective -
Arrêté du 8 avril 2013
Dispositions complémentaires et spécifiques aux RED

	<p>classifications définies par la norme NF EN 1822-1 de janvier 2010),</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> le mouillage par aspersion de la combinaison avec de l'eau. ■ Ces installations de décontamination comprennent par ailleurs une douche d'hygiène que l'intervenant utilisera à la suite de la prédécontamination. 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
RED	<p>Installations de décontamination des travailleurs</p> <p>A la charge de l'employeur réalisant les travaux</p>	
	<p>■ Éclairées avec</p>	
	<p>■ vestiaire d'approche</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> convenablement aéré, éclairé et suffisamment chauffé <input type="checkbox"/> situé dans le prolongement immédiat de l'installation de décontamination <input type="checkbox"/> équipé d'un nombre suffisant de sièges et de patères (au moins un par travailleur appelé à entrer en zone confinée) 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	<p>■ zone de récupération</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> convenablement aéré, éclairé et suffisamment chauffé <input type="checkbox"/> située, dans la mesure du possible, à proximité du vestiaire d'approche, sauf si la configuration du chantier ne le permet pas <input type="checkbox"/> au minimum des sièges en nombre suffisant, une table et les moyens permettant de prendre une boisson fraîche ou chaude 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	<p>■ Vestiaire d'approche et zone de récupération peuvent être contiguës.</p> <p>■ Dans les installations de décontamination des travailleurs, taux de renouvellement du volume de la douche est <i>a minima</i> de 2 fois son volume par minute</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
RED	<p>Installations de décontamination des déchets amiantés</p> <p>A la charge de l'employeur réalisant les travaux</p>	
	<p>■ Travaux générant un empoussièrement de premier niveau</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Mise en œuvre de moyens de décontamination des déchets adaptés à la nature des travaux 	<input type="checkbox"/>
	<p>■ Travaux générant un empoussièrement de deuxième et troisième niveaux</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Installations de décontamination des déchets sont <ul style="list-style-type: none"> ● éclairées ● doivent être compartimentées de façon à assurer <ul style="list-style-type: none"> ○ la douche de décontamination, ○ les compléments de conditionnement et les transferts. <input type="checkbox"/> La vitesse moyenne de l'air est de 0,5 mètre par seconde sur toute sa section. 	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective -
Arrêté du 8 avril 2013
Dispositions complémentaires et spécifiques aux RED

RED	Contrôles en cours de travaux A la charge de l'employeur réalisant les travaux <div> ■ Surveillance des rejets d'eau et de la qualité de l'air respirable délivré par les installations pendant toute la durée du chantier. </div> <div> ■ Opérations réalisées en milieu intérieur et empoussièrement attendu de deuxième ou de troisième niveau, mise en œuvre également de : <div> □ Un dispositif équipé d'un système d'alerte, étalonné et contrôlé régulièrement, qui mesure et enregistre en permanence le niveau de la dépression. </div> <div> □ Un test à l'aide d'un générateur de fumée effectué avant le début des travaux, périodiquement, et après tout incident de nature à affecter l'aéraulique de la zone. Ce test vérifie que la dépression empêche tout échange d'air vers l'extérieur de la zone confinée et l'absence de zones mortes, y compris dans les installations de décontamination. </div> <div> □ Un bilan aéraulique prévisionnel validé par des mesures de vitesse d'air à l'anémomètre avant le début des travaux. Il est vérifié périodiquement et après tout incident de nature à affecter l'aéraulique de la zone. </div> <div> □ Une surveillance de l'intégrité du confinement </div> </div>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
RED	Contrôles en cours de travaux A la charge de l'employeur réalisant les travaux <div> ■ Sans préjudice des articles R. 4412-114 (dépassement des niveaux d'empoussièrement estimés) et R. 4412-115 (dépassement du niveau de niveau 3 d'empoussièrement), mise en œuvre des moyens <div> □ de vérification de la conformité de l'évaluation du niveau d'empoussièrement généré par chaque processus de travail (cf. R. 4412-126). </div> <div> □ permettant d'alerter sur des empoussièvements significativement supérieurs à ceux mesurés lors des évaluations. </div> </div>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
RED	Fin de travaux (cf. CT R4412-140) A la charge de l'employeur réalisant les travaux	
Examens visuels	<div> ■ Pour les surfaces traitées, l'examen visuel à réaliser selon les modalités de la norme NF X 46-21 août 2010 </div>	<input type="checkbox"/>
	<div> ■ Consignation par écrit des résultats des contrôles effectués (cf. R. 4412-140 (1°)), sur l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées </div>	<input type="checkbox"/>
Mesure de restitution	<div> ■ Mesure de restitution (cf. R. 4412-140 (3o)) réalisée, dans la zone confinée, après enlèvement des dispositifs de protection de l'isolement et avant l'enlèvement de ce dernier si celui-ci a été créé. </div>	<input type="checkbox"/>

Règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective -
Arrêté du 8 avril 2013
Dispositions complémentaires et spécifiques aux RED

Mesure de restitution - suite	<p>■ Réalisation de cette mesure selon les méthodes définies par les normes :</p> <p>□ NF EN ISO 16000-7 de septembre 2007 et son guide d'application GA X 46-33 d'août 2012 relatifs à la stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air est réputée satisfaisante à l'exigence d'établissement d'une stratégie d'échantillonnage ;</p> <p>□ NF X 43-050 de janvier 1996 relative à la détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission est réputée satisfaisante à l'exigence réglementaire de réalisation de prélèvements et d'analyse.</p>	<p>□</p> <p>□</p>
-------------------------------	--	-------------------

5.3 - Protections individuelles :

Les équipements de protection individuelle viennent en complément des moyens de protection collective ou lorsque ceux-ci ne peuvent être mis en œuvre.

Le donneur d'ordre se doit de connaître les règles relatives aux équipements de protection individuelle²⁰ que les entreprises doivent mettre en œuvre lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante fixées par le cadre réglementaire.

Le référent technique amiante du site doit informer le directeur du site hospitalier et sa hiérarchie technique en cas de manquement aux règles de sécurité de la part d'entreprises extérieures. Dans ce cas, l'AP-HP doit faire arrêter le chantier et aviser l'entreprise, l'inspection du travail, la CARSAT ou CRAMIF.

Les points de vigilance dans la mise en œuvre de ces dispositions selon les niveaux d'empoussièrement et la nature des opérations sont traités dans la fiche 10 de la partie 5.1:

²⁰Cf. L'arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante fixe les obligations de l'employeur (entreprises extérieures).

SYNTHESE POUR LE RESPECT DE LA VLEP A 10 FIBRES / LITRE ²¹



Un équipement de protection individuelle (APR) ne permet pas de respecter la VLEP pour les niveaux d'empoussièrement de niveau 2 et 3.

■ MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE

□ Principes d'ordre organisationnel

- **Minimiser la coactivité autour de la source d'émission :**
Cette réflexion doit être menée par l'encadrement du chantier en concertation avec les opérateurs en adoptant par exemple un ordonnancement des tâches et en limitant le nombre d'opérateurs exposés à l'amiante ;
- **Adapter le geste professionnel**
en y couplant une approche ergonomique lors de l'utilisation d'outils afin d'éviter une surexposition ;
- **Renforcer la surveillance du chantier**
afin de garantir des conditions opératoires conformes à la réglementation, depuis l'extérieur de la zone confinée par un opérateur appelé communément « gardien de sas » ou « sas man » ;
- **Améliorer la préparation et le retrait du support amianté**
en utilisant par exemple l'imprégnation à cœur préalable et l'humidification du support amianté ;
- **Minimiser l'émission de poussières lors du ramassage des déchets**, de leur tri et de leur mise en sac
en humidifiant le matériau au préalable.

□ Principe d'ordre technique

- **Se doter d'une captation ou aspiration à la source**
qui, lorsqu'elle est efficace, permet de réduire considérablement l'empoussièrement ambiant ;
- **Éloigner l'opérateur de la source**
par l'utilisation d'outils appropriés [outil téléguidé ou radiocommandé, outils à manche longue ou canne longue pour la très haute pression (THP)]. En effet, les premiers résultats de l'étude INRS mettent en évidence une réduction sensible de l'exposition du fait de l'éloignement de la source d'émission ;
- **Augmenter le taux de renouvellement d'air de la zone traitée**
de manière à assainir l'air de la zone plus efficacement et à réduire le niveau d'empoussièrement ambiant ;
- **Privilégier l'aspiration à la place du balayage**,
ce dernier étant susceptible de remettre en suspension les particules qui se sont déposées ;
- **Mettre en oeuvre systématiquement la sédimentation en continu des fibres en suspension dans l'air**,

²¹ Instruction n° DGT/CT2/2015/238 du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

qui ne doit pas être confondue avec l'abattage des poussières. Elle se fait dans l'atmosphère de la zone de travail, par exemple, par brumisation.

■ MOYENS DE PROTECTION INDIVIDUELLE : CAS DES APPAREILS DE PROTECTION RESPIRATOIRE

□ Principes

En matière d'exposition à l'amiante, compte tenu du port d'un APR, l'exposition est calculée par la division du niveau d'empoussièrement mesuré du processus ou de la phase opérationnelle par le facteur de protection assigné (FPA) de l'APR, pondérée sur 8h, durée de référence de la VLEP amiante.

□ Définitions

Niveau empoussièrement = le niveau de concentration en fibres d'amiante généré par un processus de travail dans la zone de respiration du travailleur, à l'extérieur de l'appareil de protection respiratoire

Processus = les techniques et modes opératoires utilisés, compte tenu des caractéristiques des matériaux concernés et des moyens de protection collective mis en œuvre

Exemple retrait de plâtres amiantés par burinage

Phase opérationnelle = les parties de l'opération, simultanées ou successives, susceptibles d'engendrer différents niveaux d'empoussièrement

Exemple : ramassage des déchets amiantés, nettoyage de la zone ou arrosage du matériau contenant de l'amiante

□ Modalités pratiques

Pour évaluer l'exposition journalière d'un travailleur, prendre en compte toutes les phases opérationnelles exposantes aux fibres d'amiante y compris celles où les expositions ne sont pas directement liées à l'activité (ex : les expositions passives durant la phase de récupération)

E_{8h} = Exposition moyenne du travailleur aux fibres d'amiante sur 8 heures (donnée en fibres / litre) au poste de travail

d = durée en heures de la phase de travail

C = concentration du niveau d'empoussièrement des fibres d'amiante pendant la phase de travail ciblée.

FPA = Facteur de protection assigné à l'APR porté pendant la phase de travail ciblée

Si absence de APR, FPA = 1

$$E_{8h} = [\underset{\substack{\text{Caractéristiques} \\ \text{de la phase 1}}}{d_1 * (C_1 / FPA_1)} + \underset{\substack{\text{Caractéristiques de} \\ \text{la phase 2}}}{d_2 * (C_2 / FPA_2)} + \dots + \underset{\substack{\text{Caractéristiques des} \\ \text{phases} \\ \text{suivantes}}}{d_N * (C_N / FPA_N)}]$$

Caractéristiques de la dernière phase

Nota bene

- Pour le calcul de l'exposition aux fibres d'amiante afin de vérifier le respect de la VLEP :
 - Non prise en compte de la pause méridienne pour le calcul de la VLEP ;
 - Application, par convention, lors du calcul de l'exposition pour la vérification du respect de la VLEP, un facteur de division par deux lorsque les concentrations mesurées conduisent à un résultat « inférieur à la borne supérieure de l'intervalle de confiance à 95 % », à savoir lorsque le nombre de fibres comptées est strictement inférieur à 4 ;
 - Durée maximale de travail sous APR ne doit pas excéder six heures par jour (Art R. 4412-119).
- => Traçabilité de la durée des phases de travail d'une journée d'un travailleur exposé aux fibres d'amiante.
- Un équipement de protection individuelle non ré-utilisable devient un déchet amianté en fin d'opération.

5.4 - Documents Obligatoires

5.4.1 - Dossier technique amiante - DTA

Conformément au code de santé publique, le Dossier Technique Amiante (DTA) est obligatoire, devant être constitué et tenu à jour par le propriétaire de chaque bâtiment dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997. Il doit être mis à jour tous les trois ans pour la liste A ou en fonction de la périodicité déterminée par le diagnostiqueur lors de son évaluation. La périodicité de la liste B doit tenir compte de la périodicité déterminée par le diagnostiqueur lors de son évaluation. La liste C est évaluée uniquement lors de la démolition d'un bâtiment (voir DAT).

Il est réalisé par des opérateurs de repérage, conformément aux deux arrêtés du 12 décembre 2012 respectivement pour les listes A et B, la fiche récapitulative établie par le propriétaire sera également mise à jour en cette occasion, conformément à l'arrêté du 21 décembre 2012.

Le DTA est créé sur la base d'un diagnostic amiante (dit diagnostic de base), limité aux zones accessibles sans travaux destructifs. Le propriétaire doit mettre un agent à disposition de l'opérateur afin qu'il puisse entrer dans tous les locaux, pour les locaux spécifiques comme ascenseurs, TGBT, nécessite que l'accompagnant (AP-HP) soit titulaire des habilitations appropriées.

L'opérateur examine les zones, en cas de similitude d'ouvrage, il peut déterminer des zones homogènes, celles-ci ont pour objectif de limiter le nombre de prélèvements.

Les éléments suivants permettent de tenir à jour le DTA jusqu'à la démolition totale du bâtiment :

- Diagnostics amiante avant travaux/avant démolition
- Mesures conservatoires mises en œuvre
- Plans de retrait / Plans d'encapsulage d'amiante
- Rapports d'examen visuel après travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante

- Rapports de contrôle périodique ou ponctuel de l'état de conservation de l'amiante
- Rapports des mesures d'empoussièrement META de l'amiante

***L'objectif du DTA d'un bâtiment est de disposer dans un unique document de la liste et de la localisation des MPCA avec leur état de conservation à jour en permanence.** Ceci afin d'assurer la protection des travailleurs internes (AP-HP) et externes (Entreprises extérieures), l'accès au DTA doit être possible à toute personne qui en fait la demande. Un plan de prévention doit être réalisé avec le diagnostiqueur. Le DTA doit faire partie intégrante du Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnel (DUERP) de l'hôpital.

Le donneur d'ordre AP-HP, joint les dossiers et documents techniques qui permettent à l'entreprise extérieure d'effectuer son analyse de risques, conformément au Code de santé publique et au Code de la construction et de l'habitation et du Code de l'environnement :

- DTA (partie concernée par l'opération)
- Fiche récapitulative du DTA
- Diagnostic Avant Travaux (DAT)
- Plan de repérage
- Rapport de fin de travaux d'une zone traitée antérieurement ou à proximité de celle devant faire l'objet d'une opération.

Toutes opérations de retrait d'encapsulage suite à des opérations de travaux, ainsi que le recouvrement de petites surfaces pour les interventions sur matériaux et équipements contenant de l'amiante, doivent faire l'objet d'une mise à jour du DTA. Les différents donneurs d'ordre doivent transmettre au référent technique amiante du site concerné pour mise à jour :

- le rapport final de fin d'opération de retrait, d'encapsulage et de démolition
- l'information de fin d'intervention sur des matériaux et équipements contenant de l'amiante.

Les propriétaires des immeubles dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997 doivent constituer et tenir à jour un Dossier Technique " Amiante " (DTA).

Le DTA d'un bâtiment est une synthèse de son historique amiante, dont l'objectif est d'assurer la maîtrise du risque amiante dans le temps.

5.4.1.1 - CONTENU DU DTA

Le DTA est constitué sur la base du rapport de diagnostic amiante « type DTA » (ou rapport de repérage étendu).

Si la forme du DTA est libre, le contenu du DTA est réglementé et fixé à l'article R1334-26 du Code de la Santé Publique et doit être actualisé tous les trois ans.

Les arrêtés du 12 décembre 2012 pour les listes A et B, ainsi que l'arrêté du 21 décembre 2012 pour les recommandations générales de sécurité ainsi que le contenu de la fiche récapitulative. Ces trois arrêtés sont cosignés par les ministères du travail et de la santé publique.

Il doit être constitué et tenu à jour un DTA pour chaque bâtiment.

Le DTA doit comporter les chapitres suivants :

- 1) La localisation précise des MCA et les cartographies des MCA, des listes A et B
- 2) L'enregistrement de l'état de conservation des MCA
- 3) L'enregistrement des mesures conservatoires mises en œuvre
- 4) L'enregistrement des travaux de traitement des MCA
- 5) Les consignes générales de sécurité à l'égard des MCA, notamment les procédures d'intervention, y compris les procédures de gestion et d'élimination des déchets
- 6) Une fiche récapitulative :
 - a. Les renseignements du propriétaire
 - b. Numéros de référence du rapport de repérage, date du rapport, nom de la société et de l'opérateur de repérage, objet du repérage
 - c. Liste des parties de bâtiments ayant donné lieu au repérage des listes A et B
 - d. Identification de matériaux et produits contenant de l'amiante séparés entre les listes A et B
 - e. Évaluations périodiques obligatoires pour la liste A
 - f. Évaluations périodiques pour la liste B
 - g. Travaux de retrait ou de confinement et mesures conservatoires de la liste A et de la liste B
 - h. Recommandations générales de sécurité
 - i. Plans/ photos ou croquis.

5.4.1.2 - COMMUNICATION DU DTA

Les éléments de synthèse d'un DTA sont *a minima* :

- La fiche récapitulative à jour
- Les cartographies à jour

En cas d'intervention d'une ou de plusieurs entreprises extérieures (hors chantiers de bâtiment-génie civil et chantiers clos et indépendants), les éléments de synthèse des DTA à jour doivent être joints au plan de prévention (*article R4512-11 du Code du Travail*).

Une attestation écrite de la transmission de ces éléments (à chacune des entreprises extérieures y compris les entreprises sous-traitantes) doit être conservée par le donneur d'ordre.

Pour les chantiers de bâtiment-génie civil, le maître d'ouvrage transmet au maître d'œuvre et au coordonnateur Santé-Prévention-Sécurité (SPS) les éléments de

synthèse des DTA à jour. Ces éléments de synthèse seront en outre joints au plan général de coordination par le coordonnateur SPS (*articles R4532-7 et R4532-46 du Code du Travail*).

Une attestation écrite de la transmission de ces éléments doit être conservée par le maître d'ouvrage.

Les propriétaires communiquent les éléments de synthèse du DTA dans un délai d'un mois à compter de sa date de constitution ou de mise à jour :

- aux occupants de l'immeuble bâti concerné ou à leur représentant
- aux chefs d'établissement (s'ils sont distincts des propriétaires), lorsque l'immeuble comporte des locaux de travail

Cette communication peut par exemple prendre la forme d'une information de la mise à disposition des documents sous forme informatique sur un Intranet.

5.4.2 Diagnostic avant travaux - DAT

Conformément au code de santé publique et code du travail, le Diagnostic Avant Travaux (DAT) est obligatoire, doit être constitué par le propriétaire de chaque bâtiment dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997. Le propriétaire doit faire appel à une société spécialisée en repérage amiante et dont l'opérateur effectuera les prélèvements afin de les transmettre pour analyse à un laboratoire accrédité (analyse META).

Les propriétaires des immeubles doivent rechercher en plus des listes A et B, la présence de matériaux amiantés de la liste C en cas de démolition.

Le repérage avant démolition est réalisé après évacuation définitive de l'immeuble bâti et enlèvement des mobiliers afin que tous les composants soient accessibles.

Le rapport de repérage effectué par l'opérateur au propriétaire, il sera ensuite transmis à l'entreprise qui effectuera les travaux de démolition.

Seul le contrôleur technique ou le technicien de l'entreprise habilité atteste de l'absence ou de la présence d'amiante dans les matériaux ou produits.

L'article 113 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels crée un nouvel article au sein du code du travail, l'article L. 4412-2, sur le repérage avant travaux en matière d'amiante. Cet article étend le périmètre de l'obligation de diagnostic avant travaux.

Ainsi, le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, **d'équipements, de matériels ou d'articles** a désormais une obligation légale de faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

L'arrêt de travaux amiante par décision administrative de l'inspection du travail est élargi depuis le 1^{er} juillet 2016 par l'ordonnance n° 2016-413 du 7 avril 2016 relative au contrôle de l'application du droit du travail :

Ainsi l'agent de contrôle de l'inspection du travail « peut prendre toutes mesures utiles visant à soustraire immédiatement un travailleur qui ne s'est pas retiré d'une situation de danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé, constituant une infraction aux obligations des décrets pris en application des articles L. 4111-6, L. 4311-7 ou L. 4321-4, notamment en prescrivant l'arrêt temporaire de la partie des travaux ou de l'activité en cause, lorsqu'il constate que la cause de danger résulte :

[...]

3° Soit de l'absence de dispositifs de protection de nature à éviter les risques liés aux travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans les cas de démolition, ainsi qu'aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante ;

[...] »

Cf. Article L4731-1 du code du travail.

5.4.3 - Constat amiante avant vente

L'article L. 1334-7 du Code de la Santé Publique impose, qu'un « état mentionnant la présence ou, le cas échéant, l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat et à tout contrat réalisant ou constatant la vente ».

Les articles R. 1334-23 et R. 1334-24 précisent que :

- cette obligation s'impose à tous les immeubles construits avant le 1^{er} juillet 1997 (date de délivrance du permis de construire) ;
- les matériaux et produits à repérer sont les mêmes que ceux concernés par le diagnostic « type DTA » ;
- lorsque le DTA existe, sa fiche récapitulative mise à jour constitue l'état à annexer aux actes de ventes (il n'est alors pas nécessaire de procéder à une nouvelle recherche).

Références (hors textes réglementaires en vigueur et circulaires en vigueur)

- L'amiante dans les bâtiments - Synthèse réglementaire Emmanuelle Vimond CSTB Janvier 2004.
- Guide de prévention INRS ED 815 : Travaux de retrait ou de confinement d'amiante Juillet 2007.
- Fiches amiante n°1, 2 et 21 de la Direction Générale du Travail concernant les opérations sur des revêtements de sol contenant de l'amiante.

5.5 - Traitement des revêtements de sol en état dégradé

Revêtement de sol contenant de l'amiante = Dalles de sol et/ou colle et/ou ragréage dont l'un de ces 3 éléments au moins contient de l'amiante

Les matériaux contenant de l'amiante les plus courants encore en place dans les bâtiments sont des revêtements de sol.

Le revêtement de sol contenant de l'amiante est dégradé s'il a été jugé comme tel par un opérateur de repérage.

Depuis la campagne META, la prise en compte de la présence d'amiante dans les murs, plafonds, enduits, etc., est nécessaire à l'occasion d'intervention de maintenance. Tous les travaux nécessitent un Diagnostic Avant Travaux (DAT) sur la base du DTA.

Sont décrits ci-après les solutions possibles et les mesures à retenir vis-à-vis des revêtements de sol dégradés.

Certaines des mesures indiquées peuvent également être appliquées à d'autres types de matériaux dégradés contenant de l'amiante.

5.5.1 - Solutions de traitement

5.5.1.1 - TRAVAUX DE RETRAIT

La meilleure solution reste bien entendu le retrait total, qui garantit la suppression définitive de l'amiante.

Cette solution s'avère toutefois particulièrement contraignante :

- Nécessité de faire appel à une entreprise certifiée
- Protection stricte du chantier par un confinement total avec accès par sas à 5 compartiments, du fait de la forte sollicitation de l'amiante en place et de la libération importante de poussières d'amiante pendant les travaux
- Absence de moyens de protection efficaces au regard du niveau d'empoussièrement estimé dans le cadre de l'évaluation des risques professionnels et de la valeur limite d'exposition professionnelle.
- Indisponibilité de la zone de travaux pendant plusieurs semaines (préparation, travaux, nettoyage, restitution, et mise en place d'un nouveau revêtement de sol sans amiante)
- Une stratégie de mesures d'empoussièrement doit être mise en place par un laboratoire accrédité. Ces mesures concernent :
 - les mesures environnementales, intérieures et extérieures du chantier ;
 - les mesures sur opérateurs, intérieures au chantier;

A l'issue des travaux, le DTA doit être mis à jour et sera vérifié par un opérateur de repérage.

5.5.1.2 - TRAVAUX D'ENCAPSULAGE

L'encapsulation n'est pas une solution satisfaisante, car elle ne supprime pas l'amiante en place. Cette solution doit donc rester exceptionnelle, et être validée par le référent amiante local ou en cas de mode opératoire supérieur à la valeur limite d'exposition professionnelle de niveau 3.

De plus, le risque amiante est toujours présent, par exemple en cas de travaux ultérieurs nécessitant des percements sur l'ensemble de l'épaisseur du plancher.

Ainsi, la réalisation d'une nouvelle chape en béton au-dessus du plancher existant et un nouveau revêtement de sol collé constituent bien une solution d'encapsulation. Cette opération ne peut être réalisée que par une entreprise certifiée amiante.

En revanche, la pose d'une moquette ou d'un revêtement de sol non collé sur un sol contenant de l'amiante n'est pas une solution d'encapsulation, mais de recouvrement. Le recouvrement doit permettre à tout moment de vérifier l'état de conservation de l'amiante.

5.5.2 Solutions de protection provisoire

5.5.2.1 - TRAVAUX DE RECOUVREMENT

Il peut s'agir par exemple :

- de la pose de dalles plombantes amovibles,
- d'une moquette ou d'un linoléum non collé.

La pose de ragréage doit être effectuée par une entreprise certifiée amiante

La pose de dalles plombantes amovibles reste la meilleure solution, car elles peuvent être retirées facilement en cas de besoin et sans risques. Ce sont des revêtements de sol textiles en dalles ne nécessitant pas un collage définitif sur le support.

Pour des questions d'hygiène, cette solution est à proscrire dans les locaux de soins. Les entreprises qui disposent de modes opératoires pour du recouvrement ou de la réparation peuvent intervenir dans les milieux publics sous réserve de les avoir validés auprès de la CRAMIF et de l'inspection du travail, le niveau d'empoussièrement devra être le plus bas possible et toujours inférieur à 5f/l.

Le recouvrement permet de masquer les défauts et dégradations du revêtement de sol, mais il ne traite pas les désordres.

Les travaux de recouvrement doivent être enregistrés en tant que mesures conservatoires dans le Dossier Technique Amiante et vérifiés à chaque actualisation du DTA par un organisme certifié ou à chaque dégradation.

Procédures en cas de recouvrement

■ Si recouvrement

- ☐ Examen visuel périodique
- ☐ Contrôle atmosphérique CSP / 5 F/L
- ☐ Critères entre recouvrement et encapsulage = Non Étanchéité
- ☐ Vérification état de dégradation (périodicité)
- ☐ Périodicité réglementaire du DTA

5.5.3 Entretien

Dans le cadre d'une étude en cours effectuée à la demande de la Direction générale de la santé, par le laboratoire LEPI et la CRAMIF dans des établissements scolaires et à l'hôpital Beaujon, les résultats préliminaires des niveaux d'empoussièrement mesurés lors des opérations de nettoyage des sols amiantés, selon leur état de conservation, laissent apparaître des émissions de fibres courtes et fines lors de décapage des sols, et du lustrage.

Le niveau d'empoussièrement semble être proche ou supérieur au seuil de 5/f par litre.

Pour les opérateurs, dans certains cas, l'empoussièrement peut être supérieure à la VLEP et se situer à des niveaux supérieurs au niveau 1 d'empoussièrement.

Les mesures de précaution dans l'attente des résultats définitifs sont :

- Aucune opération ne peut être effectuée en présence de public (usagers et professionnels AP-HP).
- Réduction de la fréquence de décapage en conciliant les impératifs d'hygiène hospitalière, opération qui ne peut se faire que selon les dispositions de la sous-section 4.
- Réalisation du lustrage selon les dispositions de la sous-section 4, en cas de sol dégradé.
- Toutes les opérations de nettoyage et de décapage doivent être réalisées en phase humide.
- Les disques de nettoyage (abrasion et polissage) doivent être considérés comme déchets amiantés.
- L'eau de nettoyage récupérée par la machine doit être filtrée (filtre THE) avant rejet ou collectée dans un récipient destiné aux liquides pollués.

Ces mesures seront adaptées en fonction des recommandations officielles attendues.

5.6 Revêtements bitumineux de chaussées

Par assimilation aux travaux effectués dans les bâtiments, tous les travaux de voirie doivent faire l'objet d'un diagnostic amiante avant travaux sur les revêtements bitumineux.

■ Cas n° 1 : Présence d'amiante (chrysotile, trémolite, actinolite fibreuse, etc.)

- Les enrobés contenant de l'amiante devront être envoyés en décharge de classe 2 (Installation de Stockage pour Déchets Non Dangereux ou ISDND) **sauf s'ils contiennent des produits dangereux, auquel cas ils devront être envoyés en décharge de classe 1 (Installation de stockage pour déchets dangereux ou ISDD).**
- Dans tous les cas un bordereau de suivi de déchet amiante doit être établi conformément à la réglementation.

■ Cas n° 2 : Absence d'amiante

- les enrobés ne contenant pas d'amiante pourront être réutilisés par l'entreprise ou envoyés en décharge de classe 3 (Installation de Stockage pour Déchets Inertes) **sauf s'ils contiennent d'autres produits dangereux, auquel cas ils devront être traités dans le strict respect de la réglementation en vigueur.**

 Vers

[A - PLAN AMIANTE AP-HP ACTUALISE](#)

[1 - VOLET RESSOURCES HUMAINES](#)

[2 - VOLET COMMUN RESSOURCES HUMAINES – TECHNIQUE](#)

[3 - VOLET TECHNIQUE](#)

[Table des matières générale](#)
